

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS MARSEILLE PROVENCE

Date de Publication : 09/07/2019

N° : 2019/140

LES DELIBERATIONS
CONSEIL DU 14 MAI 2019

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Conseil de Territoire Marseille Provence

14 MAI 2019

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtels de Ville des Communes Membres à partir du 21 mai 2019 et ce, pour une durée d'un mois.



ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Christian AMIRATY - René AMODRU - Michel AZOULAI - René BACCINO - Mireille BALLETTI - Mireille BALOCCO - Marie-Josée BATTISTA - Sabine BERNASCONI - Jacques BESNAÏNOU - Roland BLUM - Nicole BOUILLOT - Marie-Christine CALATAYUD - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Bruno CHAIX - Alain CHOPIN - Frédéric COLLART - Monique CORDIER - Sandra DALBIN - Monique DAUBET-GRUNDLER - Christophe DE PIETRO - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Nouriati DJAMBAAE - Pierre DJIANE - Emilie DOURNAYAN - Frédéric DOURNAYAN - Marie-France DROPY OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Nathalie FEDI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Josiane FOINKINOS - Arlette FRUCTUS - Josette FURACE - Karim GHENDOUF - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Jean-Pierre GIORGI - André GLINKA-HECQUET - Martine GOELZER - Georges GOMEZ - Annie GRIGORIAN - Andrée GROS - Albert GUIGUI - Daniel HERMANN - Garo HOVSEPIAN - Noro ISSAN-HAMADY - Bernard JACQUIER - Christian JAILLE - Fabrice JULLIEN-FIORI - Albert LAPEYRE - Gisèle LELOUIS - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Antoine MAGGIO - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Bernard MARTY - Martine MATTEI - Guy MATTEONI - Marcel MAUNIER - Xavier MERY - Danielle MILON - André MOLINO - Jean MONTAGNAC - Yves MORAIN - Roland MOUREN - Patrick PAPPALARDO - Christian PELLICANI - Elisabeth PHILIPPE - Claude PICCIRILLO - Stéphane PICHON - Catherine PILA - Gérard POLIZZI - Marlène PREVOST - Marine PUSTORINO-DURAND - Martine RENAUD - Maryvonne RIBIERE - Jean ROATTA - Carine ROGER - Georges ROSSO - Roger RUZE - Isabelle SAVON - Eric SCOTTO - Dominique TIAN - Maxime TOMMASINI - Jocelyne TRANI - Cédric URIOS - Lionel VALERI - Claude VALLETTE - Josette VENTRE - Brigitte VIRZI - Didier ZANINI - Kheira ZENAFI.

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

Loïc BARAT représenté par Gisèle LELOUIS - Yves BEAUVAL représenté par Jacques BESNAÏNOU - Mireille BENEDETTI représentée par Mireille BALOCCO - Jean-

Pierre BERTRAND représenté par Josiane FOINKINOS - Solange BIAGGI représentée par Monique CORDIER - Jean-Louis BONAN représenté par Andrée GROS - Patrick BORE représenté par Patrick GHIGONETTO - Nadia BOULAINSEUR représentée par Roland CAZZOLA - Frédéric BOUSQUET représenté par René BACCINO - Valérie BOYER représentée par Frédéric DOURNAYAN - Laure-Agnès CARADEC représentée par Sandra DALBIN - Marie-Arlette CARLOTTI représentée par Garo HOVSEPIAN - Sophie CELTON représentée par Georges ROSSO - Catherine CHAZEAU représentée par Christian AMIRATY - Gérard CHENOZ représenté par Michel AZOULAI - Anne CLAUDIUS-PETIT représentée par Marie-Josée BATTISTA - Sandrine D'ANGIO représentée par Gisèle LELOUIS - Michel DARY représenté par Marie-France DROPY OURET - Anne DAURES représentée par Frédéric DOURNAYAN - Jean-Claude DELAGE représenté par Frédéric COLLART - Dominique FLEURY VLASTO représentée par Claude VALLETTE - Jean-Claude GAUDIN représenté par Yves MORAIN - Bruno GILLES représenté par Marine PUSTORINO-DURAND - Vincent GOMEZ représenté par Gérard POLIZZI - José GONZALEZ représenté par Jocelyne TRANI - Régine GOURDIN représentée par Lionel VALERI - Louisa HAMMOUCHE représentée par Roger RUZE - Michel ILLAC représenté par Martine MATTEI - Paule JOUVE représentée par Christian JAILLE - Nathalie LAINE représentée par Marlène PREVOST - Dany LAMY représenté par Jeanne MARTI - Marc LOPEZ représenté par Stéphane MARI - Laurence LUCCIONI représentée par Albert LAPEYRE - Patrick MAGRO représenté par André MOLINO - Hélène MARCHETTI représentée par Roland GIBERTI - Claudette MOMPRIVE représentée par Martine GOELZER - Virginie MONNET-CORTI représentée par Maxime TOMMASINI - Jérôme ORGEAS représenté par Jean-Pierre GIORGI - Patrick PADOVANI représenté par Richard FINDYKIAN - Nadine PADOVANI-FAURE-BRAC représentée par Danielle MILON - Grégory PANAGAUDIS représenté par Guy MATTEONI - Didier PARAKIAN représenté par Josette VENTRE - Christyane PAUL représentée par Nathalie FEDI - Marc POGGIALE représenté par Christian PELLICANI - Muriel PRISCO représentée par Annie LEVY-MOZZICONACCI - Julien RAVIER représenté par Mireille BALLETTI - Stéphane RAVIER représenté par Sandra DUGUET - Marie-Laure ROCCA-SERRA représentée par Noro ISSAN-HAMADY - Lionel ROYER-PERREAUT représenté par Didier ZANINI - Guy TEISSIER représenté par Patrick PAPPALARDO - Jean-Louis TIXIER représenté par Annie GRIGORIAN - Patrick VILORIA représenté par Jean ROATTA.

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

Hélène ABERT - Jean-Pierre BAUMANN - Michel CATANEO - Laurent COMAS - Vincent COULOMB - Dominique DELOURS - Yann FARINA - Samia GHALI - Laurent LAVIE - Eric LE DISSES - Marie-Louise LOTA - Bernard MARANDAT - Janine MARY - Christophe MASSE - Florence MASSE - Georges MAURY - Patrick MENNUCCI - Richard MIRON - Marie MUSTACHIA - Lisette NARDUCCI - Nathalie PIGAMO - Roland POVINELLI - Véronique PRADEL - Emmanuelle SINOPOLI - Nathalie SUCCAMIELE - Martine VASSAL - Karim ZERIBI.

Commission "Vie Urbaine"

VU 001-167/19/CT

■ **Approbation de la convention d'intervention foncière entre la Métropole Aix-Marseille-Provence - la Ville de Marseille - l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur sur le site Hoche-Versailles à Marseille 3ème arrondissement**

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 19/17200/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la Convention d'intervention foncière entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la ville de Marseille et l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA) sur le site « Hoche-Versailles » à Marseille 3^{ème} arrondissement » satisfait les conditions de l'article L 518-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence compte parmi ses compétences l'habitat et l'aménagement du territoire et a manifesté une réelle volonté d'investir ces champs de compétence et de soutenir la politique d'amélioration de l'habitat et du logement sur son territoire.

La problématique des copropriétés en difficulté se retrouve sur l'ensemble du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence et sur le territoire de la Ville de Marseille en particulier.

Depuis une vingtaine d'années, les acteurs publics sont appelés régulièrement au chevet d'un certain nombre de copropriétés dégradées présentant des dysfonctionnements divers.

Au regard des enjeux sociaux majeurs que ces « parcs locatifs sociaux de fait » représentent, l'Etat a fait du traitement des copropriétés en difficulté de Marseille une priorité. Dans ce contexte, un accord partenarial intitulé « Pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées sur la Ville de Marseille » a été signé fin 2017 entre différents acteurs publics. L'objectif est le traitement massif et coordonné d'un certain nombre de copropriétés identifiées comme étant dégradées.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré le 13 décembre 2018 un plan d'actions à court et moyen termes afin de mettre en œuvre, à travers le Programme Local de l'Habitat, une nouvelle stratégie durable de lutte contre l'habitat indigne et dégradé.

L'îlot « Hoche-Versailles » est situé à la Villette aux abords de l'autoroute A7, dans le 3^{ème} arrondissement de Marseille.

D'une superficie parcellaire de 2 045 m², il comprend 8 immeubles anciens dont la dégradation et l'insalubrité sont avérées.

Du fait de sa localisation dans la zone sensible urbaine (ZUS) Centre-Nord, qui fait l'objet d'un projet de renouvellement urbain en collaboration avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), l'îlot Hoche-Versailles situé au sein du périmètre « Euroméditerranée I », se trouve dans un quartier en profonde mutation puisque l'EPAEM a initié ou lancé un nombre important d'opérations de requalification.

En outre, le collège Versailles, contigu à l'îlot, va faire l'objet d'une opération de démolition –reconstruction.

Une étude pré-opérationnelle portant sur les conditions de réhabilitation ou démolition de l'îlot Hoche-Versailles a été engagée en phase diagnostic pilotée par l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) dans le cadre du protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).

Par ailleurs, l'îlot « Hoche-Versailles » fait partie des 6 copropriétés inscrites au Plan Initiative Copropriétés (PIC) lancé récemment par l'Etat en concertation avec les collectivités locales. Ce plan opérationnel doit permettre aux collectivités d'intervenir de façon plus

efficace sur les copropriétés dégradées avec un appui de l'Etat et de ses agences.

Cet îlot qui comprend 8 immeubles, dont un frappé d'un arrêté d'insalubrité, totalise 132 logements en majorité locatifs et concentre des situations de précarité sociale importantes.

Les parties communes des immeubles sont vétustes et nécessitent des aménagements lourds pour améliorer la sécurité des bâtiments.

Les logements occupés par une population majoritairement jeune et très paupérisée sont parfois sur-occupés (8 personnes dans un T2). Ils sont pour la plupart non conformes au règlement sanitaire départemental (RSD) et ne disposent pas des éléments de confort nécessaires à une qualité de vie satisfaisante.

Compte tenu de ces éléments, il est proposé que l'Etablissement Public Foncier PACA, qui réalise l'acquisition de biens immobiliers dans des projets conduits par les partenaires publics, intervienne sur l'îlot Hoche-Versailles dans le cadre d'un dispositif spécifique de portage immobilier le temps de la définition d'un projet urbain pour cet îlot. Cette action foncière a pour objectif la maîtrise foncière des logements afin de procéder, le cas échéant, à toutes les démolitions partielles ou totales nécessaires en vue de réaliser une opération d'aménagement d'ensemble.

Pour ce faire, la Métropole déléguera à l'EPF PACA le Droit de Préemption Urbain Renforcé (DPUR) sur l'ensemble du secteur Hoche-Versailles.

Quant à l'îlot « Pottier-Fourcroy » contigu, d'une superficie parcellaire de 3 915 m² comprenant 30 immeubles, il fera l'objet d'études engagées par l'EPF PACA afin de déterminer les modalités de sa maîtrise foncière totale ou partielle.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille, l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée et l'Etablissement Public Foncier PACA ont ainsi convenu de s'associer pour conduire une mission de maîtrise foncière sur l'îlot « Hoche-Versailles » et une mission d'impulsion-réalisation sur l'îlot « Pottier-Fourcroy »

Ainsi, afin de préparer la mutation future de cet îlot, la convention a pour but de mettre en place un portage immobilier permettant à l'EPF PACA l'acquisition de lots et des mesures de gestion renforcée recouvrant des missions techniques et de travaux, des missions de gestion locative et des missions d'accompagnement au relogement.

L'EPAEM poursuivra les études susvisées et définira le projet d'aménagement global. La Métropole apportera son concours en mobilisant les aides de

droit commun et assurera la coordination en lien avec la Ville de Marseille, du processus de relogement des habitants.

Le montant de l'engagement financier de l'EPF PACA au titre de la présente convention est fixé à douze millions d'euros, hors taxes et hors actualisation.

La convention prendra fin le 31 décembre 2024 et pourra faire l'objet d'une prorogation si nécessaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEVT 001-672/16/CM du 30 juin 2016 approuvant le lancement de la démarche du Programme Local de l'Habitat Métropolitain ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le Code de l'urbanisme et notamment les articles L134-11 et suivants et les articles L 153-1 et suivants ;
- Les procès-verbaux n° FAG 001-4256/18/CM, FAG 003-4258/18/CM et FAG 004-4259/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole portant élection respectivement de la Présidente, des Vice-Présidents et des membres du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 152-13/12/18 CM du 13 décembre 2018 du Conseil de la Métropole portant délégation de compétences du

Conseil de la Métropole au bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération en date du 11 mars 2019 du Conseil d'Administration de l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- La délibération DEVT 012-13/12/18 CM du 13 décembre 2018 approuvant une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé ;
- La convention d'intervention foncière ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Approbation de la convention d'intervention foncière entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille, l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur »

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré le 13 décembre 2018 un plan d'actions à court et moyen termes afin de mettre en oeuvre une nouvelle stratégie durable de lutte contre l'habitat indigne et dégradé ;
- Que l'îlot « Hoche-Versailles » situé à l'intérieur du périmètre de l'extension d'Euroméditerranée est inscrit dans le Programme de Priorité Nationale ;
- Qu'il est nécessaire de mener une mission de maîtrise foncière sur l'îlot « Hoche-Versailles » en vue de réaliser une opération d'aménagement d'ensemble et de lancer les études en lien avec l'OIN Euroméditerranée sur l'îlot « Pottier-Fourcroy ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la Convention d'intervention foncière entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille, l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée et l'Etablissement Public Foncier PACA sur le site « Hoche-Versailles » à Marseille 3^{ème} arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 002-168/19/CT

■ **Approbation de l'avenant n° 1 à la convention d'intervention foncière sur le site Docks Libres - Moulins -Villette conclu avec la Ville de Marseille et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur**

Avis du Conseil de Territoire DAJA 19/17413/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT), le Plan local de l'habitat (PLH) et la stratégie économique de MPM identifient des objectifs de développement et de renouvellement urbain notamment en matière d'habitat et d'économie.

Le SCOT recommande la mise en œuvre d'une politique foncière volontariste et anticipatrice qui s'appuie sur des dispositifs partenariaux et innovants, approuvée par délibération du 3 juillet 2015.

Sur le territoire de projets d'Euroméditerranée et son extension, il recommande de poursuivre le renouvellement des quartiers de l'Opération d'intérêt national (OIN) et de développer l'accroche et l'effet levier sur les quartiers en frange directe.

Ces ambitions sont poursuivies dans les travaux du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) qui aura pour objectif d'impulser une dynamique de développement durable privilégiant le renouvellement urbain. Cette dynamique est par ailleurs traduite dans le Plan d'Action Foncière (PAF) du territoire de Marseille Provence approuvé le 15 décembre 2016 par délibération du Conseil de la Métropole.

Dès 2003, la Ville de Marseille a approuvé les principes de renouvellement durable de la « Façade Maritime Nord », afin d'enrayer le processus de déclin et de créer les conditions favorables au développement économique, à la diversification de l'habitat et à la requalification du cadre de vie.

La Ville de Marseille et l'Etablissement Public Foncier (EPF PACA) ont signé en 2003 sur ce périmètre une convention opérationnelle d'observation et de veille foncière active afin d'éviter des mutations foncières à des prix trop élevés et de contrôler les terrains stratégiques pour la réalisation de futurs projets urbains.

C'est dans ce cadre que l'EPF PACA a acquis en 2005 les terrains dits « Docks libres » dans le 3^{ème} arrondissement, consistant en d'anciens entrepôts industriels sur 27 500 m².

Le Territoire de la « Façade Maritime Nord » fait, par ailleurs, l'objet depuis 2005 d'un périmètre de zone d'aménagement différé (ZAD) qui a permis de conforter l'action des opérateurs dans une perspective foncière de renouvellement urbain équilibré et de réhabilitation du tissu urbain.

Son renouvellement avec extension a été approuvé par délibération du 23 octobre 2015 du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (CUMPM).

Une étude urbaine sur 40 hectares autour des « Docks libres » a donné lieu à la signature en janvier 2012 d'une convention d'intervention foncière sur le périmètre « Docks Libres – Moulins – Villette », qui avait notamment pour objet la réalisation, sur les emprises des Docks Libres d'une première phase immobilière comprenant logements, commerces, bureaux et crèche.

Cette convention complétée par un avenant en 2013 a également permis de poursuivre une mission de veille puis d'action foncière sur les secteurs dits « Moulins » et « Villette » et de constituer un patrimoine comprenant des logements et des locaux d'activité.

La problématique de la mutation urbaine de ce périmètre représentant un enjeu particulièrement important dans le développement urbain de ce secteur de la ville, il était impératif de constituer un partenariat élargi à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (CUMPM) qui a donné lieu à la conclusion d'une convention d'intervention foncière en phase d'impulsion, approuvée par délibération du 21 décembre 2015 du Conseil de la CUMPM, substituée depuis par la Métropole Aix-Marseille-Provence, en vue de la mise en œuvre d'études pré-opérationnelles.

Aujourd'hui il y a lieu, compte tenu du contexte de faire évoluer cette convention. En effet, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le 13 décembre 2018 un plan d'action à court et moyen termes afin de mettre en œuvre, à travers le Programme Local de l'Habitat (PLH), une nouvelle stratégie durable de lutte contre l'habitat indigne et dégradé.

Cette stratégie, qui entend lutter plus efficacement contre l'inacceptable, nécessite d'intégrer les logiques de l'habitat à la politique générale conduite sur le territoire à travers le Programme Local de l'Habitat : il s'agit de produire, construire, réhabiliter, renouveler, diversifier.

La propriété privée constitue les trois quarts du parc habité et la source principale du mal-logement, c'est pourquoi, un des enjeux forts du Plan de Lutte contre l'habitat indigne consiste à pouvoir lancer, si nécessaire, dans des délais maîtrisés et contraints des procédures d'acquisition forcée.

En tout état de cause, la Métropole s'engage à intervenir dans les quatre prochaines années avec les outils existants sur quelques 250 immeubles très dégradés, situés dans le centre ancien ou dans des secteurs relevant de la lutte contre l'habitat dégradé.

Ainsi, la Métropole a décidé de s'engager sans délais dans l'action avec les outils existants et à solliciter l'EPF PACA, signataire de plusieurs conventions d'intervention foncière opérationnelles dans Marseille.

Il y a lieu aujourd'hui de faire évoluer la convention en vigueur, et de la transformer en convention d'intervention foncière en phase réalisation.

En effet, aujourd'hui la Métropole AMP souhaite que l'EPF PACA puisse poursuivre la maîtrise foncière préalablement engagée pour produire et constituer la réserve foncière nécessaire à la reconstitution de l'offre et ce, par acquisitions amiables, préemptions et expropriations.

Pour ce faire, l'EPF doit être en capacité d'engager une procédure de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) avec enquêtes parcellaires.

S'agissant des immeubles vacants en bon état structurel, ceux-ci pourront faire l'objet d'une occupation transitoire, étant précisé que les recettes locatives viendront en déduction des prix de cession.

Enfin, l'EPF pourra mobiliser les fonds SRU afin de permettre une minoration foncière et assurer l'équilibre économique des opérations.

Le présent avenant proroge la durée de la convention de 4 ans. La convention prendra fin le 31 décembre 2024.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 134-11 et suivants et les articles L 153-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République. Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La délibération AEC 009-398/12/CC du 29 juin 2012 approuvant le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) ;
- La délibération AEC 017-1602/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant une convention d'intervention foncière sur le site des « Docks libres-Moulin-Villette » ;
- La délibération DEVT 001-672/16/CM du 30 juin 2016 approuvant le lancement de la démarche du Programme Local de l'Habitat Métropolitain ;
- La délibération n° FAG 013-495/16/CM du 30 juin 2016 approuvant le principe comptable de prudence pour le choix du régime des provisions pour risques ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétence du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du 11 mars 2019 du Conseil d'Administration de l'Etablissement Public Foncier PACA ;
- La délibération DEVT 012-13/12/18 CM du 13 décembre 2018 approuvant une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégrade ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Que la production de foncier en renouvellement urbain et un enjeu majeur pour le développement de la Métropole ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré le 13 décembre 2018 un Plan d'actions à court et moyen termes afin de mettre en œuvre une nouvelle stratégie durable de lutte contre l'Habitat indigne et dégradé ;
- Qu'il est nécessaire d'ajuster les modalités d'exécution de la convention afin de mettre en œuvre une stratégie d'intervention foncière en phase de réalisation et en vue d'optimiser l'action des partenaires.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n° 1 à la convention d'intervention foncière sur le site Docks Libres - Moulins -Villette conclu avec la Ville de Marseille et

l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 003-169/19/CT

■ Acquisition à l'euro symbolique auprès du syndicat des copropriétaires de la résidence - La Station - d'une parcelle de terrain en nature de trottoir située boulevard de la Station à Marseille 14ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17173/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Acquisition à l'euro symbolique auprès du syndicat des copropriétaires de la résidence la Station d'une parcelle de terrain en nature de trottoir située boulevard de la Station à Marseille 14^{ème} arrondissement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Dans la perspective de régulariser l'acquisition d'une partie de parcelle cadastrée 890 C 0117 d'une superficie d'environ 395 m² située entre la Résidence « La STATION » et le Boulevard de la station, le Président du Comité d'intérêt de quartier du Canet/Gare Arnavaux s'est rapproché en date du 6 juin 2016 de la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de régulariser la cession d'un espace en nature de trottoir où sont implantés trois bancs et des arbres afin de l'intégrer dans le domaine Public Routier Métropolitain.

Le Syndicat des Copropriétaires, propriétaire des biens et droits immobiliers, a décidé d'accepter de céder à la Métropole Aix Marseille Provence cette partie de parcelle qui n'a pas vocation à rester dans le domaine privé.

En conséquence les parties ont convenu de régulariser un protocole entérinant les accords. Le présent protocole a pour objet d'en préciser les charges et conditions.

Pour la mise en œuvre de ce projet, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de faire appel à sa Société Publique Locale, la Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Métropolitaine (SOLEAM), dans le cadre d'une convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage aux acquisitions foncières.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la

Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Acquisition à l'euro symbolique auprès du syndicat des copropriétaires de la résidence la Station d'une parcelle de terrain en nature de trottoir située boulevard de la Station à Marseille 14^{ème} arrondissement, pour permettre son intégration dans le domaine public routier métropolitain».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès du syndicat des copropriétaires de la résidence « La Station » d'une parcelle de terrain de 395 m² environ située boulevard de la station à détacher d'une parcelle de plus grande importance, cadastrée 890 C 0117, permettra son intégration dans le domaine public routier métropolitain ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur «Acquisition à l'euro symbolique auprès du syndicat des copropriétaires de la résidence la Station d'une parcelle de terrain en nature de trottoir située boulevard de la Station à Marseille 14^{ème} arrondissement ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 004-170/19/CT

■ Principe d'acquisition auprès de l'Assistance Publique des Hôpitaux de Marseille de bâtiments et d'emprises foncières pour l'accueil d'activités liées à l'économie de la santé

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17207/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président

délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Bureau de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Principe d'acquisition auprès de l'Assistance Publique des Hôpitaux de Marseille de bâtiments et d'emprises foncières pour l'accueil d'activités liées à l'économie de la santé » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Pour répondre aux enjeux de modernisation de ses différents sites hospitaliers, l'Assistance Publique Hôpitaux de Marseille (APHM) s'est engagée dans un processus de valorisation de son patrimoine permettant de contribuer à son redressement financier en partenariat avec l'Etat.

L'APHM a identifié sur le site des hôpitaux sud des tènements fonciers et des bâtiments supports d'une valorisation.

Dans ce contexte, afin de permettre l'accueil d'activités liées à l'économie de la santé, la Métropole s'est positionnée pour acquérir des emprises foncières représentant environ 72 000 m² dont :

- une grande partie des bâtiments historiques de l'hôpital Ste Marguerite comportant environ 20 000 m² de surface de planchers à dissocier de bâtiments existants qui seront conservés par l'APHM,
- diverses emprises foncières actuellement occupées et utilisées pour des fonctions techniques, médicales ainsi que des logements de fonction,
- une emprise foncière permettant de réaliser une nouvelle voie publique d'une largeur de 16

mètres entre le boulevard de Ste Marguerite et l'avenue Viton où sera localisée une station de tramway.

Par ailleurs la Métropole souhaite également acquérir des emprises foncières sur le site de Salvator pour environ 4 200 m² afin de pouvoir réaliser des cheminements piétons entre le boulevard de Sainte Marguerite et l'ancien chemin de Cassis.

Le projet à développer par la Métropole sur le site de Ste Marguerite permettrait de créer un village santé à forte ambition et à vocation internationale, centré sur la recherche et l'innovation dans le secteur de la santé et des biotechnologies.

En effet, la filière santé constitue le premier employeur de la Métropole. Sur son territoire, seul le technopôle de Luminy est dédié à la santé mais il est aujourd'hui complet ce qui limite les capacités de développement et l'installation de nouvelles structures.

Par ailleurs, on constate une forte demande des entreprises de santé pour travailler en étroite partenariat avec les centres de recherche académiques et cliniques et avec une proximité géographique qui facilite la mise en réseau des acteurs et favorise la circulation des connaissances.

Marseille a besoin d'un village santé qui regroupe sur un site unique des activités de recherche, d'incubation et d'accélération de start-ups de la santé et des biotechs pour créer un terreau fertile à l'innovation.

Ce futur campus pourrait accueillir l'ensemble des solutions immobilières et foncières correspondant aux parcours résidentiel des entreprises (incubateur, pépinière, hôtel d'entreprises ; hébergement innovant, foncier pour les entreprises ayant atteint un certain stade de maturité).

Le site de Ste Marguerite a tous les atouts pour devenir ce lieu d'accueil pour les entreprises, connecté aux activités de recherche et d'excellence grâce à la proximité de l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (INSERM), de l'Institut Paoli Calmettes, de la Timone et de Luminy.

L'ambition est que ce site soit identifié comme un lieu de référence en France en mettant en avant les domaines d'expertise les plus saillants et différenciant de la filière.

Ce besoin doit maintenant être précisé dans le cadre d'une étude de marché et de pré-programmation.

Ce projet s'inscrit dans le développement urbain en cours sur ce secteur de Marseille, caractérisé par la réalisation des travaux d'aménagement du boulevard urbain Sud, l'arrivée du tramway en 2023 ainsi que la mise en œuvre de la ZAC de Vallon Regny dont l'urbanisation principalement en logements sera phasée au cours des dix prochaines années.

Suite à la validation par la présente Assemblée de ce principe d'acquisition, il sera établi dans les prochains mois un découpage précis des emprises et des bâtiments à acquérir en cohérence avec les contraintes techniques et fonctionnelles.

Ces éléments permettront de saisir la Direction de l'Immobilier de l'Etat pour évaluer précisément les biens.

Un calendrier des acquisitions prenant en compte les délais de libération des lieux par l'APHM sera précisément élaboré. Dès à présent il est permis d'envisager le calendrier prévisionnel ci-dessous :

- 2020 : lancement des acquisitions dans les bâtiments historiques, en vue de l'accueil des premières entreprises. Le secteur des logements de fonction pourrait être maîtrisé dans la même échéance si une opération de construction de bâtiment neuf s'avérait appropriée.
Acquisition des emprises nécessaires aux cheminements piétons entre le boulevard de Ste Marguerite et l'ancien chemin de Cassis.
- Au-delà de 2020 : en fonction des libérations, poursuite des acquisitions dans les bâtiments historiques et acquisition des parcelles situées le long du projet de voie nouvelle qui comportent des installations techniques (chaufferie, groupes électrogènes, zone de stockage des déchets hospitaliers), le centre de pédopsychiatrie, à relocaliser préalablement.
- Concernant la voie à créer entre le boulevard de Ste Marguerite et l'Avenue Viton, l'objectif serait une ouverture à la circulation publique au plus tard à la mise en service du Tramway.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur le principe d'acquisition auprès de l'Assistance Publique Hôpitaux de Marseille de bâtiments et d'emprises foncières pour l'accueil d'activités liées à l'économie de la santé - Hôpital Sainte Marguerite à Marseille 9^{ème} arrondissement.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative au principe d'acquisition auprès de l'Assistance Publique Hôpitaux de Marseille de bâtiments et d'emprises foncières pour l'accueil d'activités liées à l'économie de la santé - Hôpital Sainte Marguerite à Marseille 9^{ème} arrondissement
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Principe d'acquisition auprès de l'Assistance Publique des Hôpitaux de Marseille de bâtiments et d'emprises foncières pour l'accueil d'activités liées à l'économie de la santé ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 005-171/19/CT

■ Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain en nature de voirie auprès de la SCI Sainte Victoire STBA située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf les Martigues

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 19/17185/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain en nature de voirie auprès de la SCI Sainte Victoire STBA située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales

Par décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 Monsieur le Premier Ministre a prononcé la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter le 1^{er} janvier 2016.

Il a été prévu que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, conformément à l'article L5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en matière de création de voirie.

La SCI Sainte Victoire STBA est propriétaire d'une parcelle de 48,50 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée BE 182 située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues destinée par sa nature, à être intégrée au Domaine Public.

En conséquence les parties sont convenues de régulariser un protocole entérinant les accords. Le présent protocole a pour objet d'en préciser les charges et conditions.

Pour la mise en œuvre de ce projet, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de faire appel à sa

Société Publique Locale, la Société Locale d'Equipeement et d'Aménagement de l'Aire Marseillaise (SOLEAM), dans le cadre d'une convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage aux acquisitions foncières.

Cette acquisition est consentie moyennant la somme de un euro.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain en nature de voirie auprès de la SCI Sainte Victoire STBA située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de la parcelle de 48,50 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée BE 182 située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues, permettra son intégration dans le domaine public routier métropolitain ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain en nature de voirie auprès de la SCI Sainte Victoire STBA située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 006-172/19/CT

■ **Cession à titre onéreux du lot 8 à bâtir dans la Zone d'Aménagement Concerté ATHELIA V sur la commune de La Ciotat à la SCI J.O.C**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17178/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Cession à titre onéreux du lot 8 à bâtir dans la Zone d'Aménagement Concerté ATHELIA V, sur la commune de La Ciotat, à la SCI J.O.C. » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération en date du 1er octobre 2010, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le dossier de création de la Zone d'Intérêt Communautaire à vocation d'activité économique ATHELIA V.

Cette opération s'inscrit dans la démarche que Marseille Provence Métropole a engagée en 2002 dans le cadre de l'exercice de ses compétences en matière d'aménagement de l'espace communautaire et de développement économique, visant à identifier des secteurs permettant la programmation d'opérations d'aménagement destinées au développement de l'action économique.

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a ainsi défini à l'Est de son territoire, sur la commune de La Ciotat, un secteur stratégique pour la réalisation d'un nouveau pôle d'activités.

La future Zone d'Aménagement Concerté ATHELIA V s'étend sur un territoire d'environ 63 hectares au Nord de la commune de La Ciotat. Elle s'inscrit en continuité des zones existantes ATHELIA I, II, III et IV.

Aujourd'hui, la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière d'aménagement des zones d'activités, se substitue à la Communauté Urbaine et poursuit la commercialisation de la Z.A.C.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a donc engagé des négociations afin de vendre le lot n° 8 issu des parcelles cadastrées CH n° 66, CE n° 924 et CE n° 926 à La Ciotat, d'une surface totale d'environ 3 037m², à la SCI J.O.C., pour un montant global de 218 664,00 Euros hors taxes, outre T.V.A.

La surface de plancher envisagée par l'acquéreur étant d'environ 1 875m² pour l'édification d'un programme immobilier à usage de bureaux et activités robotiques.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Cession à titre onéreux du lot 8 à bâtir dans la Zone d'Aménagement Concerté ATHELIA V, sur la commune de La Ciotat, à la SCI J.O.C. ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la cession du lot n° 8 dans la ZAC ATHELIA V à La Ciotat doit permettre à la SCI J.O.C. de réaliser un programme immobilier à usage de bureaux et activités robotiques ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération pour tant sur

« Cession à titre onéreux du lot 8 à bâtir dans la Zone d'Aménagement Concerté ATHELIA V, sur la commune de La Ciotat, à la SCI J.O.C. ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 007-173/19/CT

■ Modification du programme des équipements publics de la Zone d'Aménagement Concerté de la Capelette à Marseille 10^{ème} arrondissement - Approbation de l'avenant 18 à la convention de concession

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17206/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Modification du programme des équipements publics de la ZAC de la Capelette à Marseille 10^{ème} arrondissement – Approbation de l'avenant 18 à la convention de concession » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Ville de Marseille a conduit un ensemble d'opérations de requalification urbaine autour du projet « Marseille Grand Est » qui s'étend de la ZAC du Rouet jusqu'à la ZAC de Vallon Régny.

Une des opérations concerne la requalification des friches industrielles de la Capelette.

Par délibération n°96/450/EUGE du 22 juillet 1996, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé la convention de concession de la Capelette consentie à Marseille Aménagement sur un secteur de 5,7 ha.

Afin de se doter d'un outil adapté aux objectifs d'aménagement du secteur, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille par délibération n°02/1224/TUGE du 16 décembre 2002 a approuvé les objectifs et les principes d'aménagement d'une ZAC dite de la Capelette, et a défini les modalités d'organisation de la concertation préalable à sa création.

Le dossier de création de la ZAC de la Capelette, d'une superficie de 75 ha a été approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille n°04/1029/TUGE du 15 novembre 2004. Le programme des équipements publics a été validé au Conseil Municipal de la Ville de Marseille du 20 octobre 2006 et au Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole du 9 octobre 2006 (à laquelle se substitue la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1er janvier 2016). Il prévoyait initialement une école de 8 classes pour un montant estimé à 5 000 000 euros.

Cette école du fait de difficultés de maîtrise foncière a été réalisée à titre provisoire en l'attente de la construction d'un groupe scolaire définitif et est aujourd'hui saturée. Par ailleurs, de nouveaux projets comportant une production significative de logements en réflexion aux abords de la ZAC conduisent également à revoir le dimensionnement du futur groupe scolaire qui viendra remplacer l'équipement scolaire temporaire.

Il est donc nécessaire d'acter :

- le redimensionnement l'équipement scolaire prévu au programme des équipements publics de la ZAC pour prendre en compte les besoins supplémentaires générés par les opérations de construction aux abords de la ZAC et donc la modification du programme des équipements publics de la ZAC de la Capelette afin de prévoir un groupe scolaire de 16 classes et un gymnase. Le coût prévisionnel de cet équipement est évalué à 15 800 000 euros HT soit 18 960 000 euros TTC,
- l'accord de la Ville de Marseille sur les modalités de réalisation et de financement de cet équipement. A noter que le groupe scolaire dont l'augmentation de capacité est liée à des programmes de logements extérieurs à la ZAC, sera inscrit au programme des équipements publics d'un Projet Urbain Partenarial et fera donc l'objet d'un co-financement par les constructeurs des-dits programmes,

- la réalisation du groupe scolaire par la SOLEAM aménageur de la ZAC.

Ainsi, il convient de mettre à jour le Programme des Equipements Publics de la ZAC afin d'acter l'évolution de la capacité du groupe scolaire ainsi que ses modalités de financement et de réalisation.

La Ville de Marseille s'est prononcée favorablement sur ces dispositions par délibération de son conseil municipal du 1^{er} avril 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM
- du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la modification du programme des équipements publics de la ZAC de la Capelette à Marseille 10^{ème} arrondissement et l'approbation de l'avenant 18 à la convention de concession.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

**Entendues les conclusions du rapporteur,
CONSIDERANT**

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la modification du programme des équipements publics de la ZAC de la Capelette à Marseille 10^{ème} arrondissement et l'approbation de l'avenant 18 à la convention de concession ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la modification du programme des équipements publics de la ZAC de la Capelette à Marseille 10^{ème} arrondissement et l'approbation de l'avenant 18 à la convention de concession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 009-174/19/CT

■ **Délégation de compétence en matière d'attribution des aides publiques en faveur de l'habitat - Approbation de l'avenant n° 3 à la convention Etat-Métropole 2017-2022 et de l'avenant n° 3 à la convention ANAH-Métropole 2017-2022**

Avis du Conseil de Territoire

DAJA 19/17412/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

L'Etat a délégué à la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour une durée de 6 ans (2017-2022), la compétence pour décider de l'attribution des aides publiques en faveur du logement locatif social (à l'exception des aides de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine ANRU) et de la réhabilitation de l'habitat privé dans le cadre de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH).

Trois conventions fixent les conditions de cette délégation : la convention cadre avec l'Etat, une convention de gestion avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et une convention de mise à disposition du personnel de la Direction

Départementale des Territoires et de la Mer pour 3 ans (2017-2019).

Les aides publiques déléguées concernent donc principalement la construction et l'acquisition de logements locatifs sociaux, ainsi que l'amélioration de l'habitat privé relevant des aides de l'ANAH.

Concernant le logement social, la Métropole assure elle-même l'engagement et le paiement des aides. Pour l'habitat privé, l'ANAH continue, sous l'autorité de la Métropole, d'assurer l'engagement et le paiement des subventions.

1. Bilan 2018 de la délégation de compétence

1.1. Concernant le développement, l'amélioration et la diversification de l'offre de logements sociaux, les objectifs 2018 étaient les suivants :

4 800 logements locatifs sociaux en objectif de base, et une tranche complémentaire de 1 413 logements.

L'objectif de base se décomposait comme suit :

- 2 100 logements PLUS
- 1 500 logements PLAI
- 1 200 logements PLS

Les financements et agréments 2018 représentent 3 544 logements sociaux financés, dont 1 223 logements PLUS, 1 152 logements PLAI, 827 logements PLS et 342 logements réhabilités en PALULOS.

Dans le détail, les 3 544 logements locatifs sociaux financés et agréés se répartissent de la manière suivante :

- 1 223 PLUS, dont 1 158 PLUS familiaux et 65 PLUS en logements-foyers destinés aux personnes âgées,
- 1 152 PLAI, dont 623 PLAI familiaux, 409 PLAI en résidences sociales et 120 logements en produit spécifique hébergement (Unité d'Hébergement d'Urgence, Marseille 15^e),
- 827 PLS, dont 602 PLS familiaux et 225 PLS en logements-foyers destinées à des personnes âgées,
- 342 logements réhabilités en PALULOS par le bailleur social ADOMA (résidence Pierre Leca Marseille 3^e).

L'Etat a notifié des droits à engagement à hauteur de 14 008 891 euros. 13 275 095,70 euros ont été engagés par la Métropole. Le solde des droits à engagement est de 733 795,30 euros.

1.2. Concernant la requalification du parc privé, les objectifs 2018 étaient les suivants :

- 875 logements occupés par leurs propriétaires, dont :
- 79 logements concernés par l'éradication de l'habitat indigne ou très dégradés
- 597 logements au titre de la précarité énergétique
- 199 logements au titre de l'autonomie
- 119 logements de propriétaires bailleurs
- 286 logements en copropriétés fragiles (aide aux syndicats de copropriétaires)

soit un total de 1 280 logements.

Des objectifs complémentaires étaient également fixés, qui étaient pris en compte dans le cadre d'une dotation en réserve régionale :

- 8 logements de propriétaires bailleurs en maîtrise d'ouvrage d'insertion
- 531 logements en copropriétés en difficulté (aide aux syndicats de copropriétaires)

Ce qui portait le total de logements à 1 819.

Pour 2018, ont été subventionnés :

- 721 logements occupés par leurs propriétaires, dont :
- 38 logements concernés par l'éradication de l'habitat indigne ou très dégradés
- 385 logements au titre de la précarité énergétique
- 298 logements au titre de l'autonomie
- 90 logements de propriétaires bailleurs, dont
- 8 logements à loyer conventionné très social
- 64 logements à loyer conventionné social
- 18 logements à loyer intermédiaire
- 51 logements en copropriétés fragiles (aide aux syndicats de copropriétaires)
- 286 logements en copropriétés dégradées (aide aux syndicats de copropriétaires)

soit un total de 1 148 logements subventionnés.

Etait prévue une enveloppe de droits à engagement de 10 711 852 euros. Ont été engagées des subventions à hauteur de 10 522 980 euros.

2. Objectifs 2019 de la délégation de compétence

2.1. Concernant le développement, l'amélioration et la diversification de l'offre de logements sociaux, les objectifs 2019 sont les suivants :

Un objectif de base de 5 000 logements locatifs sociaux, et une tranche complémentaire de 1 210 logements locatifs sociaux.

L'objectif de base se décompose comme suit :

- 2 304 logements PLUS,
- 1 673 logements PLAI, dont 72 PLAI adaptés,
- 1 023 logements PLS.

Les droits à engagements que l'Etat délègue à la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvent à 17 251 666 euros (16 395 400 euros pour les PLAI et 856 260 euros pour les PLAI adaptés).

Une enveloppe régionale complémentaire de 2 000 000 euros, spécifique aux opérations d'acquisition-amélioration, peut également être mobilisée par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

2.2. Concernant la requalification du parc privé, les objectifs 2019 sont les suivants :

- 903 logements occupés par leurs propriétaires, dont :
- 168 logements concernés par l'éradication de l'habitat indigne ou très dégradés
- 380 logements au titre de la précarité énergétique
- 355 logements au titre de l'autonomie
- 177 logements de propriétaires bailleurs dont 2 propriétaires bailleurs en maîtrise d'ouvrage d'insertion
- 47 logements en copropriétés fragiles (aide aux syndicats de copropriétaires)
- 456 logements en copropriétés dégradées (aide aux syndicats de copropriétaires)

soit un total de 1 583 logements.

A cet effet, une enveloppe de droits à engagements est prévue à hauteur de 12 960 140 euros.

Cette enveloppe pourra, le cas échéant, être abondée, dans la limite de :

- la réserve nationale de 1 400 000 euros dédiée au Copropriétés d'intérêt national du Plan Initiative Copropriétés concernant les copropriétés de Bel Horizon (2 copropriétés), Maison Blanche (1 copropriété), Bellevue (3 copropriétés), Parc Corot (6 copropriétés) et Parc Kalliste (7 copropriétés).

- et la réserve nationale de 3 000 000 euros dédiée à la lutte contre l'Habitat Indigne.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'appuie sur ses différents dispositifs, tels que les Programmes d'Intérêt Général, Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat et dispositifs de traitement des copropriétés pour atteindre ces objectifs.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 5218-2 pour la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation, et ses articles L.301-3, L.301-5-1, L.301-5-2, L.321-1-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales, et notamment le XIII de l'article 61 ;
- La loi n°2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion notamment son article 28 ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, notamment son article 122 ;
- La loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, notamment son article 72 ;
- Le plan local d'action pour l'hébergement et le logement des personnes défavorisées (PDHALPD) approuvé le 17 juin 2016 ;
- La délibération DEVT 001-672/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence engageant le lancement de la démarche du Programme Local de l'Habitat (PLH) métropolitain en date du 30 juin 2016 ;
- La délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 mars 2017 approuvant les conventions de délégation de compétence en matière d'attribution des aides publiques à l'habitat 2017-2022 ;
- La convention de délégation de compétence entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Etat 2017-2022 en date du 20 juillet 2017 et ses avenants ;
- La convention pour la gestion des aides à l'habitat privé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'agence nationale de l'habitat ANAH 2017-2022 en date du 20 juillet 2017 et ses avenants ;
- La convention de mise à disposition des services de l'Etat pour l'exercice de la compétence en matière d'attribution des aides publiques au logement 2017-2019 en date du 20 juillet 2017 ;
- L'avis du Comité régional de l'habitat et de l'hébergement (CRHH) du 27 février 2019 ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Que les conventions de délégation de compétence en matière d'aides publiques en faveur de l'habitat ont été signées pour 6 ans (2017 – 2022) ;
- Qu'il est nécessaire de réajuster les objectifs et les moyens de ces conventions pour l'année 2019 et d'adapter celles-ci aux dernières évolutions réglementaires.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibérations portant sur la délégation de compétence en matière d'attribution des aides publiques en faveur de l'habitat - Approbation de l'avenant n° 3 à la convention Etat-Métropole 2017-2022 et de l'avenant n° 3 à la convention ANAH-Métropole 2017-2022.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 010-175/19/CT

■ Réhabilitation de l'Habitat ancien - Attribution de subventions aux propriétaires privés - Programme d'Intérêt Général Habiter Mieux - OPAH RU Multisites Centre-Ville de Marseille - OPAH RU de La CIOTAT DHCS 19/17214/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa politique de soutien à la réhabilitation de l'habitat privé ancien, le Conseil de territoire apporte des subventions sur fonds propres complémentaires aux aides qu'il gère par délégations des aides à la pierre. Le régime de ces subventions est contractualisé dans le cadre des conventions partenariales signées avec l'ensemble des collectivités, l'État et l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah).

- FIG « Habiter Mieux » :

Par délibération du Conseil de Communauté du 9 octobre 2014, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille Provence au 1^{er} janvier 2016,

a approuvé une convention avec l'Anah et le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur pour un Programme d'Intérêt Général Habiter Mieux « Lutte contre la précarité énergétique », et a approuvé une convention financière avec le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur. Par délibération du 3 juillet 2015, le Conseil de Communauté a approuvé le dispositif d'aides aux propriétaires privés accordées par Marseille Provence Métropole (MPM) ainsi qu'un avenant N°1 à cette convention financière, relatif au nouveau régime des aides régionales.

Les objectifs du PIG « Habiter Mieux » « Lutte contre la précarité énergétique » de Marseille Provence sont de :

- réduire fortement les consommations énergétiques des logements ;
- résorber les situations de logements indignes ; améliorer durablement les logements dégradés ;
- répondre aux besoins spécifiques des personnes âgées et handicapées ;
- développer une offre de logements locatifs à loyers maîtrisés ;
- résorber la vacance.

Afin d'inciter les propriétaires à s'engager dans des travaux de réhabilitation durables et de mettre sur le marché des logements à loyer modérés, la convention du PIG prévoit la mise en place par l'EPCI de deux primes, complémentaires aux subventions de l'Anah :

- Une prime « Habiter Mieux » valorisant les travaux générant un gain énergétique important, qui correspond à l'objectif de réduction des besoins énergétiques, en lien avec le Plan Climat. Elle vise à inciter les propriétaires occupants aux revenus modestes à réaliser des travaux d'ampleur permettant un gain énergétique supérieur à 25 % et par conséquent, une baisse des charges et des consommations énergétiques
- Une prime « de réduction de loyer » valorisant la mise en place de loyers sociaux, qui correspond à l'objectif du PLH de production de logements locatifs sociaux. Elle vise à inciter les propriétaires bailleurs à appliquer un loyer modéré pour des locataires sous plafonds de ressources. La convention de logement social ou très social passée pour une durée de 9 ans avec l'Anah permet aux locataires de bénéficier de l'Aide Personnalisée au Logement versée par la Caisse d'Allocations Familiales. De plus, le logement est comptabilisé dans l'inventaire des logements sociaux (loi SRU) réalisé par l'Etat dans chaque commune pendant la durée de la convention.

Chaque prime accordée est adossée aux aides de l'Anah, qu'elle complète et majore.

Signataire de la convention de PIG « Habiter Mieux », la Région apporte des primes complémentaires à celles de la Métropole :

- Aides aux propriétaires occupants très modestes
 - Prime pour travaux d'adaptation des logements aux personnes âgées et d'accessibilité pour les personnes handicapées ;
 - Prime « facteur 2 » si le gain est supérieur ou égal à 50% d'économie d'énergie
 - Prime « transition énergétique » si le niveau de performance atteint est BBC rénovation (c'est-à-dire dont la consommation énergétique est inférieure à 64 kW hep/m².an)
- Aides aux propriétaires bailleurs de logements conventionnés sociaux et très sociaux : l'aide régionale s'élève à hauteur de 50% de la prime de réduction de loyer mobilisée par l'EPCI et est conditionnée à un gain minimum de 50% d'économie d'énergie.

Cette subvention peut être majorée par des primes :

- Prime « production de logements » en cas de remise sur le marché d'un logement vacant et indigne ou très dégradé
- Prime « transition énergétique » si le niveau de performance atteint est BBC rénovation (c'est-à-dire inférieur à 64 kW hep/m².an)

Le demandeur est aidé dans toutes ses démarches par l'opérateur du PIG agissant sur le territoire où se trouve le logement. Celui-ci vérifie les critères d'éligibilité et la performance énergétique atteinte après travaux ou l'application du loyer social ou très social après travaux.

Les demandes de primes faites auprès de la Métropole et de la Région sont instruites sur la base de tableaux fournis par les équipes d'animation du PIG, synthétisant le nom et le prénom des bénéficiaires, leur statut (bailleur ou occupant), l'adresse des travaux, la typologie du logement, la surface habitable et le type de loyer de sortie pour les logements locatifs, la nature des travaux réalisés et le montant des travaux, le montant des subventions et primes de l'Anah, de la Métropole, de la Région PACA, et autres financeurs s'il y a lieu.

Il est proposé au conseil de subventionner dans le cadre du PIG « Habiter Mieux » la réhabilitation de 54 logements pour un total de 62 primes (certains dossiers donnent lieu à plusieurs primes) :

- 51 primes répondent à l'objectif de performance énergétique
- 6 primes de réduction de loyer sont octroyées à des propriétaires bailleurs conventionnant leur logement en loyer social ou très social ;
- 5 primes régionales aident les propriétaires à réaliser les travaux liés au maintien à domicile de personnes âgées, handicapées.

La somme totale engagée par la Métropole dans le cadre du PIG « Habiter Mieux » s'élève à 70 806 euros dont 33 016 euros de subventions sur fonds propres et 37 790 euros d'avance faite par la Métropole pour le compte de la Région.

Le détail de ces aides est joint en annexe 1

Ces aides accompagnent les subventions de l'Anah engagées à hauteur de 636 189 euros qui génèrent un montant de travaux global de 1,085 M€ HT.

- OPAH-RU multisites « Grand Centre Ville » Marseille :

Par délibération du 28 septembre 2015, l'EPCI a approuvé une convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Rénovation urbaine (OPAH-RU) multisites à volet copropriétés dégradées conclue avec l'Anah, l'Etat, la Région, le Département, la Ville de Marseille et la communauté urbaine.

Cette opération se déploie sur 5 pôles à enjeux : Opéra, Mazagran, Coutellerie, Fonderie Vieille, Korsec/Velten. Les objectifs quantitatifs de cette OPAH-RU sont les suivants :

L'ensemble des 5 pôles regroupent 1 700 logements privés.

Sur les cinq ans, ce sont 700 logements qui sont visés par la réhabilitation à travers l'opération :

- 83 immeubles réhabilités en parties communes, soit 600 logements concernés par des améliorations, dont 20 copropriétés dégradées redressées représentant 160 logements,

- 132 logements traités en parties privatives dont 27 occupés par leur propriétaire et 105 appartenant à des bailleurs privés.

SOLEAM assure l'animation du dispositif.

L'amélioration de la performance énergétique sera recherchée à travers les travaux d'amélioration en parties communes et privatives. Il est escompté dans ce cadre la possibilité de mobiliser 100 primes du programme « Habiter Mieux ».

L'opération inscrit également dans ses objectifs la mise en œuvre de 10 baux à réhabilitation par une incitation financière spécifique.

Le taux de propriétaires occupants est très bas sur ce périmètre.

Il est proposé aujourd'hui au conseil de subventionner dans le cadre de l'OPAH 1 propriétaire occupant aux ressources modestes pour une prime « habiter Mieux » d'un montant de 500 euros, et un propriétaire bailleur pour le conventionnement social de deux logements, lui permettant de bénéficier de deux primes de réduction de loyer d'un montant total de 6 690 euros.

Ces primes sont accordées dans le cadre de projets de travaux de réhabilitation d'un montant de 49 660 ht

subventionnés par l'Anah, la ville de Marseille et le Département.

- OPAH-RU du Vieux La Ciotat :

Par délibération DEVT 003-2964/17/BM du 14 décembre 2017, l'EPCI a approuvé une convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Rénovation urbaine (OPAH-RU) à volet copropriétés dégradées sur le centre ancien de La Ciotat avec l'ANAH, l'Etat, la Région, le Département, la Ville de La Ciotat, la Caisse des Dépôts et Consignations et l'association Action Logement Groupe ainsi qu'une convention financière avec la Région.

Les orientations stratégiques sont :

- Soutenir les propriétaires occupants dans l'amélioration de leur logement

- Attirer de nouveaux propriétaires accédant à la propriété

- Conforter la structuration du bâti par une aide directe aux copropriétés

- La production d'une offre de logements adaptés aux besoins des ménages, notamment en termes de typologie et de superficie des biens en facilitant les mutabilités des logements ou immeubles en copropriétés

- Réorientation des rez-de-chaussée afin de supprimer les logements insalubre

- Soutenir les propriétaires bailleurs afin de produire du logement locatif conventionnés ou intermédiaires

- Encourager le confort énergétique et l'utilisation de rénovation du bâti ancien compatible avec les attentes de l'Architecte des Bâtiments de France.

Les objectifs quantitatifs de cette OPAH-RU sont les suivants :

Sur les cinq ans, ce sont 750 logements qui sont visés par la réhabilitation à travers l'opération :

- 95 immeubles réhabilités en parties communes, représentant en moyenne 5 logements soit 475 logements ;

- 275 logements traités en parties privatives dont 125 occupés par leur propriétaire et 150 appartenant à des bailleurs privés.

L'opération inscrit également dans ses objectifs la mise en œuvre de 10 baux à réhabilitation par une incitation financière spécifique.

Le taux de propriétaires occupants est très bas sur ce périmètre. Aussi, est instaurée une prime à l'accession à la propriété visant à aider des propriétaires occupants, s'engageant à réaliser des travaux d'amélioration globale de leur bien, et à résider sur le Vieux La Ciotat pendant au moins 6 ans.

Soliha Provence assure l'animation du dispositif.

Il est proposé aujourd'hui au Conseil de subventionner dans le cadre de l'OPAH RU du Vieux La Ciotat 1 propriétaire occupant accédant à la propriété et réalisant une réhabilitation globale d'un montant estimé à 80 000 euros, le montant de l'aide à l'accession de la métropole s'élevant à 5 000 €. La

Ville de La Ciotat apportant aussi une aide à l'accession d'un montant de 4 000€.

La somme totale engagée par la Métropole s'élève à 85 479 euros dont 41 630 euros de subventions sur fonds propres et 43 849 euros d'avance faite par la Métropole pour le compte de la Région.

Ces aides accompagnent les subventions de l'Anah engagées à hauteur d'environ 725 000 M€ qui génèrent un montant de travaux global de près 1,2 M€ HT.

Par ailleurs un certain nombre de dossiers du PIG « Habiter Mieux » appellent des régularisations concernant la liste des bénéficiaires (rectification, changement, complément) ou l'actualisation des montants engagés, notamment le dégagement de subventions ou reliquats qui ne seront pas versées soit parce que les dépenses ont été inférieures aux devis, soit parce que les projets ont été abandonnés par les propriétaires.

L'enveloppe dégagée représente 166 039 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°15/0001/HN du 9 novembre 2015 portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Réhabilitation de l'Habitat ancien – Attribution de subventions aux propriétaires privés – Programme d'Intérêt Général Habiter Mieux et OPAH RU Multisites Centre-ville de Marseille »
- Le décret n° 2014-1740 du 29 décembre 2014 relatif au règlement des aides du fonds d'aide à la rénovation thermique des logements privés (FART) ;
- La délibération HPV 006-479/14/CC du 09 octobre 2014 approuvant la convention avec l'Anah et le Conseil Régional PACA pour un programme d'Intérêt Général Habiter Mieux « Lutte contre la précarité énergétique » et approbation de la convention financière avec le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur ;
- La délibération HPV 005-1111/15/CC du 03 juillet 2015 approuvant le dispositif des aides

propres MPM Région et l'avenant N°1 à la convention financière avec le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur ;

- La délibération n°14-1327 du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur du 12 décembre 2014 relative au nouveau cadre d'intervention de la Région en matière de logement et d'habitat ;
- La circulaire n° 2002-68/UHC/IUH4/26 relative aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat et au programme d'intérêt général, en date du 8 novembre 2002 ;
- Le Règlement Général de l'Anah ;
- La convention du programme d'Intérêt Général Habiter Mieux « Lutte contre la précarité énergétique » et la convention financière avec le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur, signées le 15 décembre 2014.
- La convention du programme d'OPAH RU Multisites Centre Ville de Marseille à volet Copropriétés dégradées, signée le 11 janvier 2016.
- La convention du programme d'OPAH RU du Vieux La Ciotat, signée le 28 novembre 2018.
- La délibération VU015-015/19/CT du Conseil de territoire Marseille Provence approuvant le règlement du dispositif d'aides en complément de l'Anah sur le territoire Marseille Provence en date du 26 février 2019.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole est compétente de plein droit en matière d'habitat ;
- Qu'il y a lieu d'inciter les propriétaires à s'engager dans des travaux de réhabilitation durables et de mettre sur le marché des logements à loyer modérés, au moyen de subventions complémentaires à celles de l'Anah ;
- Qu'il convient de valider l'octroi des subventions aux propriétaires bénéficiant d'aides de l'Anah et réalisant des réhabilitations qui atteignent qualitativement les objectifs prioritaires du PIG « Habiter Mieux » ; de l'OPAH RU multisites du Centre-ville de Marseille ; de l'OPAH RU du Vieux La Ciotat ;
- Qu'il convient de mettre à jour la base des bénéficiaires de subventions en rectifiant ou

annulant les dossiers abandonnés, engagés deux fois, ou modifiés ;

- Que le Conseil de Territoire est compétent pour attribuer sur son budget les aides sur fonds propres instaurées dans le cadre de cette politique

DELIBERE

Annexes	Opération	Nombre de dossiers	Montant engagé
1	PIG « Habiter Mieux »	54	70 806 euros
2	OPAH-RU Multisites « Grand Centre Ville » - Marseille	1	9 673 euros
3	OPAH-RU du Vieux La Ciotat	1	5 000 euros
	Total	56	85 479 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Article 2 :

Sont approuvées les dépenses relatives à ces aides, inscrites au budget pour un montant de 85 479 euros, Sous politique D110 « Amélioration Habitat Ancien », Nature 4581191007, Fonction 552 au sein de l'opération 2018107000 : « Amélioration Habitat Ancien Phase 1 ». Les recettes correspondant au remboursement par la Région des avances faites par Marseille Provence sont inscrites sur le compte 7472.

Article 3 :

Les subventions sont versées sur présentation par la délégation locale de l'Anah de la copie de l'ordre de paiement après travaux de l'Anah, pièce que l'Anah ne produit qu'après avoir instruit et vérifié les pièces au paiement et notamment toutes les factures acquittées des travaux.

Article 4 :

Sont approuvées les régularisations de bénéficiaires ainsi que le dégageant de subventions d'un montant de 166 039 euros dont le détail figure en annexe 4.

Article 5 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter les subventions de la Région, pour un montant de 43 849 euros tel que précisé dans les annexes financières aux conventions du PIG « Habiter Mieux » et OPAH RU Multisites Marseille.

Article 1

Est approuvé l'attribution des subventions aux propriétaires privés selon les annexes ci jointes :

Commission "Proximité"

PROX 001-176/19/CT

■ **Approbation de la convention de délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement des travaux pour les travaux relatifs à l'aménagement du chemin des Minots et des parkings du pôle éducatif sur la commune de Gignac-la-Nerthe**
DAEP 19/17022/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La commune a pour objectif de réaliser un pôle éducatif, adjacent au complexe sportif Georges Carnus dans le quartier des Pins, qui sera opérationnel en 2019.

Dans le cadre de la création de ce pôle éducatif, la Commune et le Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille Provence ont engagé un projet visant à aménager le chemin des Minots, voie d'accès depuis le boulevard de Provence, les parkings

attendants ainsi que les circulations des modes doux sur la zone.

Afin d'assurer la prise en compte des objectifs du Territoire Marseille Provence et de la Commune de Gignac-la-Nerthe visant à réaliser ce projet, le Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence décide de transférer de manière temporaire sa qualité de maître d'ouvrage à la commune pour la réalisation des travaux.

Une première convention de délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage du le Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille Provence au profit de la Commune a été réalisée et délibérée le 19 octobre 2017 (VOI 004-2651/17/BM). La Commune était alors seule compétente pour mener les études liées à cet aménagement ainsi que pour passer et exécuter les marchés de prestations intellectuelles et de travaux.

La présente convention a donc pour objet de confier à la Commune la maîtrise d'ouvrage des travaux de l'opération. En conséquence, la Commune aura seule la qualité de maître d'ouvrage pour l'opération susvisée. Par ailleurs, le Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille Provence et la Commune ont adopté des règles de cofinancement des travaux. La convention a pour objet de définir les conditions administratives du remboursement par le Conseil de Territoire Marseille Provence pour les prestations relevant de sa compétence.

Elle a enfin pour objet de définir les conditions de reprise en gestion des parties d'ouvrages par le Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille Provence qui devra en assurer l'entretien et l'exploitation à l'issue des travaux.

Les travaux faisant l'objet du remboursement du Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille Provence sont les suivants :

- Les études et travaux préliminaires,
- Les terrassements pour la voirie, les trottoirs et les pistes cyclables,
- La création des deux parkings,
- Les maçonneries et les clôtures,
- L'éclairage public,
- La signalisation horizontale et verticale,
- Le mobilier urbain,
- Le réseau pluvial.

Les travaux de compétence communale exclus du remboursement sont donc les suivants :

- Les espaces verts,
- Le réseau d'arrosage,
- Le réseau de vidéo-surveillance.

L'estimation des travaux en valeur novembre 2018 (phase DCE) est de 1 658 125,34euros TTC. Le remboursement prévisionnel à verser à la Commune par le Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille Provence s'élève donc à 1 556 840,76 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire Marseille Provence de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à l'aménagement du chemin des Minots et des parkings du pôle éducatif, sur la commune de Gignac-la-Nerthe ;
- Qu'il apparaît opportun que les travaux soient réalisés sous une maîtrise d'ouvrage unique.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée, conclue avec la commune de Gignac-la-Nerthe, de délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement des travaux portant sur les travaux relatifs à l'aménagement du chemin des Minots et des parkings du pôle éducatif.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 002-177/19/CT

■ **Approbation d'une convention relative au remboursement des travaux pour les travaux liés à l'aménagement du parking de l'Odéon sur la commune de Saint-Victoret**

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/17264/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La commune de Saint-Victoret a réalisé la salle de l'Odéon, inaugurée le 7 avril 2018, et d'une capacité de 660 places assises.

En parallèle, la Métropole Aix Marseille Provence a réalisé l'aménagement d'un parking public jouxtant cette salle, entre l'avenue Charles De Gaulle et la rue Jean Louis Calderon (parcelle AV0014). Ce parking, dit de l'Odéon,, d'une capacité de 168 places de stationnement, ainsi aménagé, devait répondre à la forte demande en stationnement résultant de ce nouvel équipement.

L'assiette foncière de cet aménagement, appartenant à la commune de Saint-Victoret, celle-ci devait en prévoir le transfert de propriété à la Métropole.

Or, compte tenu des besoins accrus en stationnement, la réalisation d'un second parking, le long du boulevard Charles De Gaulle devient nécessaire.

Les parties ont donc convenu que le parking de l'Odéon resterait de compétence communale et qu'une cession foncière interviendrait préalablement à

tout aménagement d'un nouveau parking au long de l'avenue Charles De Gaulle.

En ce sens, il convient par la présente convention d'acter le remboursement des travaux intervenus pour le compte de la Ville de Saint-Victoret dans le cadre de l'aménagement du parking public de l'Odéon resté communal,

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de permettre le remboursement de la Métropole, par la commune de Saint-Victoret, des travaux exécutés dans le cadre de l'aménagement du parking public de l'Odéon ;
- Qu'il est nécessaire d'approuver la convention de remboursement de travaux jointe à la présente ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au rapport portant sur le remboursement à la Métropole des travaux d'aménagement du parking de l'Odéon à Saint-Victoret.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 003-178/19/CT

■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage unique avec la Ville de Marseille pour la requalification du Cours Lieutaud à Marseille 1er et 6ème arrondissements

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 19/17237/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7, L du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis au rapport présenté ci-après :

Le cours Lieutaud forme avec le boulevard Garibaldi un axe majeur du centre-ville de Marseille, reliant la Canebière au Nord et le boulevard Baille au Sud ; il fait partie de la ceinture de boulevards initié dans le projet Vieux-Port, délimitant un périmètre ayant vocation à fonctionner en zone apaisée.

Toutefois, son positionnement dans la trame de voirie, son contexte urbain et ses usages actuels se traduisent par une saturation des espaces, ce qui pénalise à la fois la fluidité de la circulation et les cheminements piétons.

L'allègement de trafic opéré depuis la mise en service de la rocade L2 permet désormais d'envisager la requalification urbaine du Cours Lieutaud, qui, avec la rocade du Jarret, constituait l'un des deux grands axes de transit en centre-ville.

Ainsi, par délibération en date du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le programme de requalification du Cours Lieutaud à Marseille, portant sur 1 300 mètres linéaires, de la Canebière au boulevard Baille en intégrant le boulevard Garibaldi.

Les objectifs principaux du projet sont les suivants :

- Assurer un écoulement satisfaisant de la circulation par une réduction du profil de voirie intégrant un traitement qualitatif des deux grands carrefours intermédiaires ;
- Créer un alignement d'arbres sur chaque rive du Cours Lieutaud ;

- Organiser un stationnement unilatéral rationnel, intégrant des aires de livraison et des
- emplacements pour les deux roues ;
- Offrir des itinéraires continus pour les modes doux et des cheminements piétons plus confortables ;
- Mettre en valeur le patrimoine bâti remarquable.

La maîtrise d'œuvre de la requalification du Cours Lieutaud est assurée depuis septembre 2017 par le groupement TANGRAM Architectes (Mandataire)/ARTELIA Ville & Transport/Philippe DONJERKOVIC /LATERALE.

Une partie des travaux à réaliser relevant de la compétence de la Commune, la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont décidé de mettre en place une maîtrise d'ouvrage unique pour l'exécution des travaux relevant de la compétence de chaque collectivité, dans un souci d'efficacité technique et financière.

Ainsi, la Métropole réalisera, pour le compte de la Ville de Marseille, les équipements qui relèvent d'une compétence communale : mobilier urbain (bancs) ainsi que Signalisation Lumineuse Tricolore et Vidéoprotection, soit une participation financière de la Ville de Marseille estimée à 214 200 € TTC.

Il convient par conséquent de conclure une convention de maîtrise d'ouvrage unique entre la Ville de Marseille et la Métropole afin de fixer les modalités de réalisation et de remboursement des travaux pour la requalification du Cours Lieutaud à Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI 001-710/16/CC du 30 juin 2016 approuvant le programme de

requalification du Cours Lieutaud et le lancement du concours de maîtrise d'œuvre ;

- La délibération VOI 003-2844/17/CM du 19 octobre 2017 du Conseil de la Métropole, approuvant l'affectation de l'opération d'investissement relative à la requalification du Cours Lieutaud à Marseille ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018, relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Qu'en raison de l'imbrication des compétences de la Ville et de la Métropole au sein d'une opération unique, la mise en œuvre d'une maîtrise d'ouvrage unique s'avère opportune ;
- Qu'il convient d'approuver la convention correspondante avec la Ville de Marseille ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de rapport concernant l'approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage unique avec la Ville de Marseille pour la requalification du Cours Lieutaud à Marseille (1^{er} et 6^{ème} arrondissements).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 004-179/19/CT

■ **Approbation d'une convention de gestion entre la Ville de Marignane et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Marignane**

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/17271/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le

Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Lors de la création de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1^{er} janvier 2001, les communes membres dont la Ville de Marignane avaient délégué à la communauté la compétence relative à «la création, aménagement et entretien de voirie»

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Mais, désormais, cette organisation doit évoluer, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la ville de Marseille que : «la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie»

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Il convient de prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, et d'organiser sur les communes du Territoire de Marseille Provence, pour lesquelles la compétence voirie est métropolitaine, cette nouvelle répartition de mission.

La CLECT sera donc saisie pour réaliser le travail d'évaluation nécessaire.

Toutefois, la situation de la Ville de Marignane qui n'est plus en capacité de passer les marchés publics indispensables à la mise en œuvre de cette mission, doit faire l'objet d'un traitement spécifique.

Afin d'assurer la continuité de l'action publique, la Métropole, pouvoir adjudicateur déléguera la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la Ville de Marignane qui détient toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires.

La convention de gestion, ci annexée, fixe les modalités techniques, juridiques et financières, de cette délégation qui demeure provisoire, dans l'attente des travaux de la CLECT et dans la perspective d'éventuelles évolutions du cadre institutionnel.

Sur le plan financier, pour ne pas pénaliser la Métropole, le coût de l'exercice de la compétence, fixé dans la convention et versé par la Métropole à la Ville de Marignane sera déduit à due concurrence, de l'attribution de compensation de la commune et régularisé à l'achèvement des travaux de la CLECT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'assurer la continuité des missions relatives à l'éclairage public sur le territoire de Marignane.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « l'approbation d'une convention de gestion entre la ville de Marignane et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de Marignane ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 005-180/19/CT

■ Approbation d'une convention de gestion entre la Ville de Saint-Victoret et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Saint-Victoret

**Avis du Conseil de Territoire
DRM 19/17268/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Lors de la création de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1^{er} janvier 2001, les communes membres dont la Ville de Saint Victoret avaient délégué à la communauté la compétence relative à «la création, aménagement et entretien de voirie»

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Mais, désormais, cette organisation doit évoluer, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la ville de Marseille que : «la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace

métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie»

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Il convient de prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, et d'organiser sur les communes du Territoire de Marseille Provence, pour lesquelles la compétence voirie est métropolitaine, cette nouvelle répartition de mission.

La CLECT sera donc saisie pour réaliser le travail d'évaluation nécessaire.

Toutefois, la situation de la Ville de Saint-Victoret qui n'est plus en capacité de passer les marchés publics indispensables à la mise en œuvre de cette mission, doit faire l'objet d'un traitement spécifique.

Afin d'assurer la continuité de l'action publique, la Métropole, pouvoir adjudicateur déléguera la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la Ville de Saint-Victoret qui détient toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires.

La convention de gestion, ci annexée, fixe les modalités techniques, juridiques et financières, de cette délégation qui demeure provisoire, dans l'attente des travaux de la CLECT et dans la perspective d'éventuelles évolutions du cadre institutionnel.

Sur le plan financier, pour ne pas pénaliser la Métropole, le coût de l'exercice de la compétence, fixé dans la convention et versé par la Métropole à la Ville de Saint-Victoret sera déduit à due concurrence, de l'attribution de compensation de la commune et régularisé à l'achèvement des travaux de la CLECT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'assurer la continuité des missions relatives à l'éclairage public sur le territoire de Saint-Victoret

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de gestion entre la ville de Saint-Victoret et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de Saint-Victoret.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 006-181/19/CT

■ Approbation de la convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Victoret au titre de la gestion des espaces verts et de l'éclairage public de la zone d'activités Empallières

**Avis du Conseil de Territoire
DUF 19/17198/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président

délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Approbation de la Convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de La Ciotat au titre de la gestion des espaces verts et de l'éclairage public de la zone d'activités Athélia V.» satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, à compter de sa création le 1er janvier 2016, les compétences de la Communauté Urbaine MPM.

Sur la commune de Saint-Victoret la Métropole Aix-Marseille-Provence conduit l'aménagement du Parc d'activités d'Empallières, d'une surface totale de 28ha.

Sur le Territoire de Marseille Provence, la Communauté Urbaine et désormais la Métropole depuis sa création assure les compétences transférées par les communes sur la voirie, l'eau et l'assainissement.

Toutefois, la conception, la création et la gestion des Zones d'Activités Economique qui font partie des compétences de la Métropole depuis le 1^{er} janvier 2018 impliquent à l'intérieur des zones d'activités la prise en gestion outre des voies et réseaux, déjà dans le champ des compétences Métropolitaines, des espaces verts et de l'éclairage public.

La gestion de l'éclairage public et des espaces verts étant restée dans les compétences des Communes membres, ni la Communauté Urbaine, ni la Métropole ne se sont dotées des moyens humains et matériels nécessaires à l'entretien et la gestion de ces équipements.

Aussi sur le périmètre de la ZAC Empallières, afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice de ces compétences, il est nécessaire de pouvoir disposer du concours de commune concernée en lui confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

La présente convention a pour objet, sur les fondements des articles L5217-7 et L5215-27, de remettre provisoirement en gestion à la commune de Saint-Victoret l'entretien des espaces verts sur l'ensemble de la ZAC Empallières, d'une surface globale de 28ha, ainsi que du réseau d'arrosage et de l'éclairage public, d'en fixer la durée et de définir les modalités budgétaires, comptables et financières liées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Approbation de la Convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Victoret au titre de la gestion des espaces verts et de l'éclairage public de la zone d'activités Empallières.»

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver la Convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Victoret au titre de la gestion des espaces verts et de l'éclairage public de la zone d'activités Empallières.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relatif à la convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Victoret au titre de la gestion des espaces verts et de l'éclairage public de la zone d'activités Empallières.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 007-182/19/CT

■ Approbation d'une convention de gestion entre la Ville de Septèmes-Les-Vallons et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Septèmes-Les-Vallons

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/17266/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Lors de la création de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1^{er} janvier 2001, les communes membres dont la Ville de Septèmes-Les-

Vallons avaient délégué à la communauté la compétence relative à «la création, aménagement et entretien de voirie»

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Mais, désormais, cette organisation doit évoluer, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la ville de Marseille que : «la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie»

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Il convient de prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, et d'organiser sur les communes du Territoire de Marseille Provence, pour lesquelles la compétence voirie est métropolitaine, cette nouvelle répartition de mission.

La CLECT sera donc saisie pour réaliser le travail d'évaluation nécessaire.

Toutefois, la situation de la Ville de Septèmes-Les-Vallons qui n'est plus en capacité de passer les marchés publics indispensables à la mise en œuvre de cette mission, doit faire l'objet d'un traitement spécifique.

Afin d'assurer la continuité de l'action publique, la Métropole, pouvoir adjudicateur déléguera la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la Ville de Septèmes-Les-Vallons qui détient toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires.

La convention de gestion, ci annexée, fixe les modalités techniques, juridiques et financières, de cette délégation qui demeure provisoire, dans l'attente des travaux de la CLECT et dans la perspective d'éventuelles évolutions du cadre institutionnel.

Sur le plan financier, pour ne pas pénaliser la Métropole, le coût de l'exercice de la compétence, fixé dans la convention et versé par la Métropole à la Ville de Septèmes-Les-Vallons sera déduit à due concurrence, de l'attribution de compensation de la commune et régularisé à l'achèvement des travaux de la CLECT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'assurer la continuité des missions relatives à l'éclairage public sur le territoire de Septèmes-Les-Vallons.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de gestion entre la ville de Septèmes-Les-Vallons et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de Septèmes-Les-Vallons.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 011-183/19/CT

■ Approbation d'une convention de gestion entre la Ville de Châteauneuf-Les-Martigues et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Châteauneuf-Les-Martigues

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/17277/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Lors de la création de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1^{er} janvier 2001, les communes membres dont la Ville de Châteauneuf-Les-Martigues avaient délégué à la communauté la compétence relative à «la création, aménagement et entretien de voirie»

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Mais, désormais, cette organisation doit évoluer, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la ville de Marseille que : «la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie»

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Il convient de prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, et d'organiser sur les communes du Territoire de Marseille Provence, pour lesquelles la compétence voirie est métropolitaine, cette nouvelle répartition de mission.

La CLECT sera donc saisie pour réaliser le travail d'évaluation nécessaire.

Toutefois, la situation de la Ville de Châteauneuf-Les-Martigues qui n'est plus en capacité de passer les marchés publics indispensables à la mise en œuvre de cette mission, doit faire l'objet d'un traitement spécifique.

Afin d'assurer la continuité de l'action publique, la Métropole, pouvoir adjudicateur déléguera la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la Ville de Châteauneuf-Les-Martigues qui détient toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires.

La convention de gestion, ci annexée, fixe les modalités techniques, juridiques et financières, de cette délégation qui demeure provisoire, dans l'attente des travaux de la CLECT et dans la perspective d'éventuelles évolutions du cadre institutionnel.

Sur le plan financier, pour ne pas pénaliser la Métropole, le coût de l'exercice de la compétence, fixé dans la convention et versé par la Métropole à la Ville de Châteauneuf-Les-Martigues sera déduit à due concurrence, de l'attribution de compensation de la commune et régularisé à l'achèvement des travaux de la CLECT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'assurer la continuité des missions relatives à l'éclairage public sur le territoire de Châteauneuf-Les-Martigues.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de gestion entre la ville de Châteauneuf-Les-Martigues et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Châteauneuf-Les-Martigues.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 012-184/19/CT

■ Approbation d'une convention de gestion entre la Ville de Sausset-Les-Pins et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Sausset-Les-Pins

**Avis du Conseil de Territoire
DRM 19/17267/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Lors de la création de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1^{er} janvier 2001, les communes membres dont la Ville de Sausset-Les-Pins avaient délégué à la communauté la compétence relative à «la création, aménagement et entretien de voirie»

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Mais, désormais, cette organisation doit évoluer, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la ville de Marseille que : «la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie»

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Il convient de prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, et d'organiser sur les communes du Territoire de Marseille Provence, pour lesquelles la compétence voirie est métropolitaine, cette nouvelle répartition de mission.

La CLECT sera donc saisie pour réaliser le travail d'évaluation nécessaire.

Toutefois, la situation de la Ville de Sausset-Les-Pins qui n'est plus en capacité de passer les marchés publics indispensables à la mise en œuvre de cette mission, doit faire l'objet d'un traitement spécifique.

Afin d'assurer la continuité de l'action publique, la Métropole, pouvoir adjudicateur déléguera la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la Ville de Sausset-Les-Pins qui détient toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires.

La convention de gestion, ci annexée, fixe les modalités techniques, juridiques et financières, de cette délégation qui demeure provisoire, dans l'attente des travaux de la CLECT et dans la perspective d'éventuelles évolutions du cadre institutionnel.

Sur le plan financier, pour ne pas pénaliser la Métropole, le coût de l'exercice de la compétence, fixé dans la convention et versé par la Métropole à la Ville de Sausset-Les-Pins sera déduit à due concurrence, de l'attribution de compensation de la commune et régularisé à l'achèvement des travaux de la CLECT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'assurer la continuité des missions relatives à l'éclairage public sur le territoire de Sausset-Les-Pins

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de gestion entre la ville de Sausset-Les-Pins et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de Sausset-Les-Pins.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 013-185/19/CT

■ Approbation d'une convention de gestion entre la Ville de Carry-Le-Rouet et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Carry-Le-Rouet

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/17281/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Lors de la création de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1^{er} janvier 2001, les communes membres dont la Ville de Carry-Le-Rouet avaient délégué à la communauté la compétence relative à «la création, aménagement et entretien de voirie»

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Mais, désormais, cette organisation doit évoluer, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la ville de Marseille que : «la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie»

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Il convient de prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, et d'organiser sur les communes du Territoire de Marseille Provence, pour lesquelles la compétence voirie est métropolitaine, cette nouvelle répartition de mission.

La CLECT sera donc saisie pour réaliser le travail d'évaluation nécessaire.

Toutefois, la situation de la Ville de Carry-Le-Rouet qui n'est plus en capacité de passer les marchés publics indispensables à la mise en œuvre de cette mission, doit faire l'objet d'un traitement spécifique.

Afin d'assurer la continuité de l'action publique, la Métropole, pouvoir adjudicateur déléguera la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la Ville Carry-Le-Rouet qui détient toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires.

La convention de gestion, ci annexée, fixe les modalités techniques, juridiques et financières, de cette délégation qui demeure provisoire, dans l'attente des travaux de la CLECT et dans la perspective d'éventuelles évolutions du cadre institutionnel.

Sur le plan financier, pour ne pas pénaliser la Métropole, le coût de l'exercice de la compétence, fixé dans la convention et versé par la Métropole à la Ville de Carry-Le-Rouet sera déduit à due concurrence, de l'attribution de compensation de la commune et régularisé à l'achèvement des travaux de la CLECT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Qu'il convient d'assurer la continuité des missions relatives à l'éclairage public sur le territoire de Carry-Le-Rouet.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de gestion entre la ville de Carry-Le-Rouet et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Carry-Le-Rouet.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 014-186/19/CT

■ Approbation d'une convention de gestion entre la Ville de Plan-de-Cuques et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Plan-De-Cuques

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/17270/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Lors de la création de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1^{er} janvier 2001, les communes membres dont la Ville de Plan-De-Cuques avaient délégué à la communauté la compétence relative à «la création, aménagement et entretien de voirie»

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Mais, désormais, cette organisation doit évoluer, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la ville de Marseille que : «la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie»

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Il convient de prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, et d'organiser sur les communes du Territoire de Marseille Provence, pour lesquelles la compétence voirie est métropolitaine, cette nouvelle répartition de mission.

La CLECT sera donc saisie pour réaliser le travail d'évaluation nécessaire.

Toutefois, la situation de la Ville de Plan-De-Cuques qui n'est plus en capacité de passer les marchés publics indispensables à la mise en œuvre de cette mission, doit faire l'objet d'un traitement spécifique.

Afin d'assurer la continuité de l'action publique, la Métropole, pouvoir adjudicateur déléguera la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la Ville de Plan-De-Cuques qui détient toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires.

La convention de gestion, ci annexée, fixe les modalités techniques, juridiques et financières, de cette délégation qui demeure provisoire, dans l'attente

des travaux de la CLECT et dans la perspective d'éventuelles évolutions du cadre institutionnel.

Sur le plan financier, pour ne pas pénaliser la Métropole, le coût de l'exercice de la compétence, fixé dans la convention et versé par la Métropole à la Ville de Plan-De-Cuques sera déduit à due concurrence, de l'attribution de compensation de la commune et régularisé à l'achèvement des travaux de la CLECT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'assurer la continuité des missions relatives à l'éclairage public sur le territoire de Plan-De-Cuques.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de gestion entre la ville de Plan-De-Cuques et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de Plan-De-Cuques.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 018-183/19/CT

■ Approbation d'une convention de gestion entre la Ville de La Ciotat et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de La Ciotat

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/17273/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Lors de la création de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1^{er} janvier 2001, les communes membres dont la Ville de La Ciotat avaient délégué à la communauté la compétence relative à «la création, aménagement et entretien de voirie»

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Mais, désormais, cette organisation doit évoluer, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la ville de Marseille que : «la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie»

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Il convient de prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, et d'organiser sur les communes du Territoire de Marseille Provence, pour lesquelles la compétence voirie est métropolitaine, cette nouvelle répartition de mission.

La CLECT sera donc saisie pour réaliser le travail d'évaluation nécessaire.

Toutefois, la situation de la Ville de La Ciotat qui n'est plus en capacité de passer les marchés publics indispensables à la mise en œuvre de cette mission, doit faire l'objet d'un traitement spécifique.

Afin d'assurer la continuité de l'action publique, la Métropole, pouvoir adjudicateur déléguera la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la Ville de La Ciotat qui détient toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires.

La convention de gestion, ci annexée, fixe les modalités techniques, juridiques et financières, de cette délégation qui demeure provisoire, dans l'attente des travaux de la CLECT et dans la perspective d'éventuelles évolutions du cadre institutionnel.

Sur le plan financier, pour ne pas pénaliser la Métropole, le coût de l'exercice de la compétence, fixé dans la convention et versé par la Métropole à la Ville de La Ciotat sera déduit à due concurrence, de l'attribution de compensation de la commune et régularisé à l'achèvement des travaux de la CLECT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'assurer la continuité des missions relatives à l'éclairage public sur le territoire de La Ciotat

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « l'approbation d'une convention de gestion entre la ville de La Ciotat et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de La Ciotat ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 019-188/19/CT

■ Approbation de la convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de La Ciotat au titre de la gestion des espaces verts et de l'éclairage public de la zone d'activités ATHELIA V

Avis du Conseil de Territoire DUF 19/17199/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et

culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Approbation de la Convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de La Ciotat au titre de la gestion des espaces verts et de l'éclairage public de la zone d'activités Athélia V.» satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, à compter de sa création le 1er janvier 2016, les compétences de la Communauté Urbaine MPM.

Sur la commune de La Ciotat, la Métropole Aix-Marseille-Provence conduit l'aménagement de la zone d'activités Athélia V d'une surface totale de 63 hectares.

Sur le Territoire de Marseille Provence, la Communauté Urbaine et désormais la Métropole depuis sa création en 2016 assure les compétences transférées par les communes sur la voirie, l'eau et l'assainissement.

Toutefois, la conception, la création et la gestion des Zones d'Activité Economique font partie des compétences de la Métropole depuis le 1er janvier 2018 impliquent à l'intérieur des zones d'activités la prise en gestion outre des voies et réseaux, déjà dans le champ des compétences Métropolitaines, des espaces verts et de l'éclairage public.

La gestion de l'éclairage public et des espaces verts étant restée dans les compétences des Communes membres, la Métropole ne s'est pas dotée des moyens humains et matériels nécessaires à l'entretien et la gestion de ces équipements.

Aussi sur le périmètre de la ZAC Athélia V, afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice de ces compétences, il est nécessaire de pouvoir disposer du concours de la commune en lui confiant, par convention, conformément à l'article

L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

La présente convention a pour objet, sur les fondements des articles L5217-7 et L5215-27, de remettre provisoirement en gestion à la commune de La Ciotat l'entretien des espaces verts sur l'ensemble de la ZAC Athélia V ainsi que du réseau d'arrosage et de l'éclairage public, d'en fixer la durée et de définir les modalités budgétaires, comptables et financières liées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation de la Convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de La Ciotat au titre de la gestion des espaces verts et de l'éclairage public de la zone d'activités Athélia V. »

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver la Convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de La Ciotat au titre de la gestion des espaces verts et de l'éclairage public de la zone d'activités Athélia V.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relatif à la convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de La Ciotat au titre de la gestion des espaces verts et de l'éclairage public de la zone d'activités Athélia V.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 021-189/19/CT

■ Approbation d'une convention de gestion entre la Ville de Cassis et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Cassis

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/17280/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Lors de la création de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1^{er} janvier 2001, les communes membres dont la Ville de Cassis avaient délégué à la communauté la compétence relative à «la création, aménagement et entretien de voirie»

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Mais, désormais, cette organisation doit évoluer, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la ville de Marseille que : «la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie»

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Il convient de prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, et d'organiser sur les communes du Territoire de Marseille Provence, pour lesquelles la compétence voirie est métropolitaine, cette nouvelle répartition de mission.

La CLECT sera donc saisie pour réaliser le travail d'évaluation nécessaire.

Toutefois, la situation de la Ville de Cassis qui n'est plus en capacité de passer les marchés publics indispensables à la mise en œuvre de cette mission, doit faire l'objet d'un traitement spécifique.

Afin d'assurer la continuité de l'action publique, la Métropole, pouvoir adjudicateur déléguera la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la Ville de Cassis qui détient toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires.

La convention de gestion, ci annexée, fixe les modalités techniques, juridiques et financières, de cette délégation qui demeure provisoire, dans l'attente des travaux de la CLECT et dans la perspective d'éventuelles évolutions du cadre institutionnel.

Sur le plan financier, pour ne pas pénaliser la Métropole, le coût de l'exercice de la compétence, fixé dans la convention et versé par la Métropole à la Ville de Cassis sera déduit à due concurrence, de l'attribution de compensation de la commune et régularisé à l'achèvement des travaux de la CLECT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole
- Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'assurer la continuité des missions relatives à l'éclairage public sur le territoire de Cassis.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de gestion entre la ville de Cassis et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Cassis.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 022-190/19/CT

■ Approbation d'une convention de gestion entre la Ville de Gémenos et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Gémenos

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/17275/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président

délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Lors de la création de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1^{er} janvier 2001, les communes membres dont la Ville de Gémenos avaient délégué à la communauté la compétence relative à «la création, aménagement et entretien de voirie»

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Mais, désormais, cette organisation doit évoluer, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la ville de Marseille que : «la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie»

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Il convient de prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, et d'organiser sur les communes du Territoire de Marseille Provence, pour lesquelles la compétence voirie est métropolitaine, cette nouvelle répartition de mission.

La CLECT sera donc saisie pour réaliser le travail d'évaluation nécessaire.

Toutefois, la situation de la Ville de Gémenos qui n'est plus en capacité de passer les marchés publics indispensables à la mise en œuvre de cette mission, doit faire l'objet d'un traitement spécifique.

Afin d'assurer la continuité de l'action publique, la Métropole, pouvoir adjudicateur déléguera la conduite

opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la Ville de Gémenos qui détient toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires.

La convention de gestion, ci annexée, fixe les modalités techniques, juridiques et financières, de cette délégation qui demeure provisoire, dans l'attente des travaux de la CLECT et dans la perspective d'éventuelles évolutions du cadre institutionnel.

Sur le plan financier, pour ne pas pénaliser la Métropole, le coût de l'exercice de la compétence, fixé dans la convention et versé par la Métropole à la Ville de Gémenos sera déduit à due concurrence, de l'attribution de compensation de la commune et régularisé à l'achèvement des travaux de la CLECT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'assurer la continuité des missions relatives à l'éclairage public sur le territoire de Gémenos.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de gestion entre la ville de Gémenos et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Gémenos.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 023-191/19/CT

■ Déclassement anticipé du domaine public routier métropolitain de l'extrémité du boulevard Icard à Marseille - 10ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DAEP 19/17284/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Le boulevard Icard est une voie du 10^{ème} arrondissement qui se termine en impasse.

En 2016, la Ville de Marseille a supprimé l'accès au Stade Didier Saint Tronc qui se trouvait à son extrémité

A ce jour, seule demeure la fonction de desserte et de stationnement sur l'extrémité de cette voie.

La copropriété du « Nouveau Parc Verdillon » s'est montrée intéressée par l'acquisition de l'extrémité contigüe à sa parcelle et a sollicité la Métropole afin d'acquérir l'emprise situé au droit de sa propriété dans le but de fermer cette portion de voie qui ne dessert plus le stade.

La superficie concernée par ce projet est de 1239 m² environ.

S'agissant de domaine public de voirie, un déclassement anticipé avec enquête publique est nécessaire.

En application de l'article L2141-2 du CG3P, la Métropole a la faculté de recourir au déclassement anticipé d'une dépendance de voirie.

Cet article dispose en effet que «par dérogation à l'article L.2141-1, le déclassement d'un immeuble appartenant au domaine artificiel des personnes publiques et affecté à un service public ou à l'usage direct du public peut être prononcé dès que sa désaffectation a été décidée alors même que les nécessités du service public ou de l'usage direct du public justifient que cette désaffectation ne prenne effet que dans un délai fixé par l'acte de déclassement.

Cette faculté permet de vendre avant la désaffectation effective.

L'acte de vente par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au profit du « Nouveau Parc Verdillon » pourra être régularisé sous condition résolutoire de la désaffectation effective qui devrait intervenir dans les trois ans à compter de l'acte de déclassement.

L'opération envisagée étant susceptible de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie, la mise en œuvre du déclassement exige de procéder à une enquête publique en application de l'article L141-3 du Code de la voirie routière.

Conformément au Code de la Voirie Routière, fixant les modalités des procédures relatives à l'ouverture, l'élargissement et au déclassement des voies communales, le présent projet a été soumis à enquête publique afin que toute personne intéressée puisse prendre connaissance du dossier et présenter ses observations au Commissaire-Enquêteur.

L'enquête publique s'est déroulée du 23 janvier au 7 février 2019 inclus.

Le 6 mars 2019, le Commissaire-Enquêteur a donné un avis favorable, sans réserve ni recommandation, sur le projet de déclassement du domaine public routier métropolitain de l'extrémité du boulevard Icard pour une superficie totale de 1239 m² environ.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de la Voirie Routière ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- la suppression de l'accès par le boulevard Icard au stade Didier Saint Tronc.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de déclassement anticipé du domaine public routier métropolitain de l'extrémité du boulevard Icard à Marseille - 10^{ème} arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 024-192/19/CT

■ Déclassement du domaine public routier métropolitain d'une emprise désaffectée de 34 m2 de la rue André Allar à Marseille – 15ème arrondissement

**Avis du Conseil de Territoire
DAEP 19/17248/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Née d'une initiative de l'Etat et des collectivités territoriales en 1995, Euroméditerranée est une

Opération d'Intérêt National (OIN) qui a pour ambition de placer Marseille au niveau des plus grandes métropoles européennes.

Avec 480 hectares, Euroméditerranée est considérée comme la plus grande opération de rénovation urbaine d'Europe.

L'extension vers le nord, sur un périmètre de 169 hectares de l'OIN, a été décrétée le 22 décembre 2007 par le Premier Ministre. Un protocole opérationnel a été signé entre la Ville de Marseille, la Communauté Urbaine, le Conseil Général, la Région et l'État.

La ZAC Littorale est le premier maillon opérationnel de l'extension d'Euroméditerranée vers le nord. Elle a pour objet le développement d'un ensemble urbain situé à la rencontre des 2^{ème}, 3^{ème} et 15^{ème} arrondissements de Marseille entre le noyau villageois Bougainville-Les Crottes et le Grand Port Maritime de Marseille et entre le boulevard Ferdinand de Lesseps et l'avenue du Cap Pinède.

Elle ne constitue que la première étape de l'extension. La mutation des grandes emprises industrielles, avec le secteur dit « Les Fabriques » fait partie des grands enjeux opérationnels de la ZAC Littorale, avec notamment :

- Le nouveau pôle multimodal du Capitaine Gèze et de ses espaces publics
- La traversée du tramway et le confortement de la rue de Lyon
- La constitution du secteur « démonstrateur Allar »
- La réintégration des Puces de Marseille dans un fonctionnement apaisé

En tant que premier îlot des Fabriques, l'îlot concerné relève un double défi : d'une part, celui d'impulser une dynamique urbaine en réponse à l'opération Smartseille et, d'autre part, de permettre la structuration de la première partie de la rue André Allar qui traversera le futur parc des Aygalades.

La réalisation de cette opération immobilière et la création d'une voie privée débouchant sur la rue André Allar nécessite le déclassement du domaine public routier métropolitain d'une emprise désaffectée de 34 m², issue de la rue André Allar. Cette emprise est mitoyenne de l'emprise en cours de cession, déclassée par délibération du Conseil de Métropole du 18 octobre 2018.

La rue André Allar conservera sa fonction de liaison à double sens entre le chemin de la Madrague-Ville et la rue de Lyon. Une bande cyclable sera créée sur chacun des deux trottoirs aménagés qui comporteront également des arbres d'alignement.

Conformément au Code de la Voirie Routière, le déclassement d'une voie est dispensé d'enquête publique préalable lorsque l'opération envisagée ne

porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

En conséquence, il convient de déclasser du domaine public routier métropolitain l'emprise désaffectée de la rue André Allar qui n'est pas accessible à la circulation.

La superficie totale à déclasser est de 34 m² environ, portée sur le plan de déclassement joint.

L'objectif de ce déclassement est de céder à l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée l'emprise concernée.

Les sociétés concessionnaires et les intervenants sur la voie publique ont été interrogés sur les contraintes que pourrait créer, pour leurs réseaux et infrastructures, la cession de ces espaces. Les servitudes qui en découlent seront inscrites sur le titre de vente de l'acquéreur.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- La ZAC Littorale dans le périmètre d'Euroméditerranée.
- La désaffectation de l'emprise issue de la rue André Allar.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au déclassement du domaine public routier métropolitain d'une emprise désaffectée de 34 m² de la rue André Allar à Marseille - 15^{ème} arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 025-193/19/CT

■ Approbation du principe de l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques liés aux travaux les plus impactants de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 19/17231/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Par délibération n°VOI 004-3373/17/CM du 14 décembre 2017, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le programme de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.

Avec le plan « Ambition Centre-Ville », la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille souhaitent apporter au centre-ville une attractivité et une qualité de vie qui l'affirme comme un lieu de destination.

Dans la continuité des aménagements réalisés depuis 2012 (semi-piétonisation du Vieux-Port, prolongement du réseau de tramway Canebière - Cours Saint Louis – Castellane, aménagement de la rue Paradis, requalification de la Place Jean Jaurès, requalification du Cours Lieutaud), la Métropole Aix-Marseille-Provence poursuit la requalification du centre-ville de Marseille. La redynamisation du cœur de la ville centre de la Métropole représente l'une des clés

stratégiques d'aménagement durable portée par Aix-Marseille-Provence. Concevoir un nouvel espace de vie fonctionnel, transformer l'espace dédié à la voiture hier en un espace piéton demain, créer une harmonie visuelle, améliorer le partage de l'espace public et de créer, à court terme, un vaste espace cohérent et propice à la déambulation, tels sont les principaux objectifs de ces travaux de requalification.

Les travaux se découperont en trois phases qui se dérouleront entre 2019 et 2021.

Consciente que les gênes et perturbations engendrées par les travaux peuvent avoir une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains des chantiers qui y sont éligibles.

Par délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé la constitution de la Commission d'Indemnisation Amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable est chargée d'une part, d'examiner les réclamations des entreprises riveraines situées sur le tracé des chantiers éligibles à ladite Commission sur l'ensemble du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et d'autre part de proposer des indemnités pour les préjudices économiques en lien de causalité direct dès lors que ces derniers travaux engagés y sont éligibles, dans les conditions fixées par le règlement budgétaire et financier.

Un tel dispositif permet à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'adopter les mesures permettant le maintien de l'activité commerciale et artisanale riveraine des secteurs concernés par les travaux, nonobstant les perturbations inhérentes aux chantiers durant plusieurs mois voire même plusieurs années.

Le conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence a pareillement approuvé la délibération VOI 001-5522/19/CM du 28 février 2019 relative à l'approbation du bilan de la concertation publique portant sur le projet de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.

Afin de minimiser l'impact des travaux liés à cette opération sur la vie économique locale, il est proposé d'élargir le champ d'application de cette Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable aux

préjudices économiques résultant des travaux les plus impactant de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.

Par ailleurs, un périmètre d'indemnisation relatif aux entreprises riveraines impactées par le chantier de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille, délimitant trois phases des travaux d'aménagement susceptibles d'évoluer dans le temps et dans l'espace, a été défini et joint à la délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016 relative à la constitution de la Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- La délibération n°VOI 004-3373/17/CM du 14 décembre 2017 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI 001-5522/19/CM du 28 février 2019 du 28 février 2019 relative à l'approbation du bilan de concertation publique pour le projet de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de prendre en considération l'impact sur l'activité économique riveraine des travaux les plus impactant de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille;
- Que l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques est de nature à répondre à ce besoin.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du principe de l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques liés aux travaux les plus impactants de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 026-194/19/CT

■ Indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Information du Conseil de Territoire DIFRA 19/17230/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information.

La Métropole Aix-Marseille-Provence entrevoit d'engager d'importants travaux d'aménagement structurant sur le territoire métropolitain.

Toutefois, consciente que les gênes et perturbations engendrées par ces travaux auront une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains de ces futurs chantiers.

Ainsi, par délibération du 30 juin 2016, elle a créé une Commission métropolitaine d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement

sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Commission métropolitaine d'indemnisation amiable examine les réclamations des professionnels et propose des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct avec les travaux engagés dès lors qu'ils ont été réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Lors de sa réunion du 02 avril 2019, la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable s'est prononcée sur :

- 1) La recevabilité de 10 demandes d'indemnisation suite aux travaux de réalisation d'une ligne de bus à haut niveau de service (BHNS) L'AIXPRESS à Aix-en-Provence et de requalification du Port-Vieux de La Ciotat :

Ont été déclarés recevables et à ce titre ont fait l'objet d'une demande d'expertise judiciaire pour les périodes de travaux ci-après précisées, les dossiers suivants :

- BHNS-AIX-2019/03/10 : OCCADECO du 08/02/2018 au 31/03/2019,
- BHNS-AIX-2019/03/11 : TWO LIFE du 10/01/2018 au 31/03/2019
- PV La Ciotat-2019/03/01 : CONTINENTAL du 03/09/2018 au 03/03/2019,
- PV La Ciotat-2019/03/02 : LES SAVEURS D'ORIENT du 03/09/2018 au 03/03/2019,
- PV La Ciotat-2019/03/03 : BAR O'CENTRAL du 03/09/2018 au 03/03/2019,
- PV La Ciotat-2019/03/04 : SOUS LES LAMPIONS du 03/09/2018 au 03/03/2019,
- PV La Ciotat-2019/03/05 : LA MAMMA du 03/09/2018 au 03/03/2019,
- PV La Ciotat-2019/03/06 : LA MAISON DE LA PRESSE du 03/09/2018 au 03/03/2019,
- PV La Ciotat-2019/03/07 : AU POIVRE D'ANE du 03/09/2018 au 03/03/2019,
- PV La Ciotat-2019/03/08 : LA GROTTTE du 03/09/2018 au 03/03/2019,

Par conséquent, il est proposé d'adopter l'avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable

relatif à l'examen de la recevabilité des 10 demandes d'indemnisations précitées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 relative à la constitution de la Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétence du Conseil au Bureau du 02 avril 2019 ;
- L'avis de la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 02 avril 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les travaux de réalisation d'une ligne de bus à haut niveau de service (BHNS) L'AIXPRESS du Pays d'Aix-en-Provence ainsi que les travaux de requalification du Port-Vieux de La Ciotat ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Qu'il convient de minimiser l'impact sur la vie économique locale des travaux engagés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- Que la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole

Aix-Marseille-Provence s'est prononcée sur la recevabilité de dossiers relatifs à ces travaux.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage unique de la Métropole Aix-Marseille-Provence

PROX 027-195/19/CT

■ **Approbation d'une convention de partenariat relative à l'accompagnement des commerçants, artisans et professionnels riverains du chantier de requalification du centre ancien de Marignane de la Place de la République et de l'avenue Jean-Jaurès**

Information du Conseil de Territoire DIFRA 19/17232/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Par délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé la constitution de la Commission d'Indemnisation Amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence (CMIA) pour les préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous sa maîtrise d'ouvrage.

Par délibération RNOV 003-666/11/CC du 21 octobre 2011, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la convention pour le projet de requalification, dans sa première phase, du centre ancien de Marignane dans le cadre du Programme National de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés (PNRQAD)

Par délibération FAG 002-5528/19/BM séance du 28 mars 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé le principe de l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques, à l'examen des dossiers de demandes d'indemnisation des commerçants, artisans et professionnels riverains des travaux de requalification du centre ancien de

Marignane de la Place de la République et de l'Avenue Jean Jaurès.

A cet égard, a également été approuvé le périmètre relatif aux commerces impactés par les travaux de requalification du centre ancien de Marignane de la Place de la République et de l'Avenue Jean Jaurès.

Les travaux d'aménagements nécessaires à la requalification de la Place de la République et de l'Avenue Jean Jaurès à Marignane occasionneront des perturbations pour l'ensemble des commerçants, artisans et professionnels riverains. Ainsi, pour les aider à traverser cette période difficile, la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marignane, en liaison avec leurs partenaires la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, ont décidé de mettre en œuvre des mesures fortes d'accompagnement dans le cadre de leurs compétences respectives.

- Dans le cadre du suivi de l'instruction des dossiers, la Métropole assurera l'organisation de la CIA et la prise en charge financière des indemnités proposées ainsi que le coût des expertises judiciaires préalables permettant de déterminer la recevabilité et le montant des préjudices d'exploitation subis.
- La Ville de Marignane pour sa part poursuit son projet de requalification du Centre ancien de Marignane identifié comme un enjeu pour le développement de la commune permettant ainsi de dynamiser l'attractivité de son cœur historique et participer au renouvellement urbain de la commune. Ce projet permettra de revitaliser le centre historique en mettant en valeur son cœur et en inscrivant Marignane dans une perspective durable d'évolution positive. Il sera ambitieux et rare préservant et valorisant le patrimoine historique de la Ville.
- La Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA sont engagées dans un dispositif de soutien et d'accompagnement des commerçants, artisans et professionnels riverains des chantiers précités, en partenariat avec les différents organismes fiscaux et sociaux

Aussi, il est apparu nécessaire d'identifier deux interlocuteurs privilégiés afin de faciliter le suivi de toutes les démarches décrites ci-dessus.

La Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, partenaire institutionnel des commerçants et entreprises, et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA, celui des artisans, souhaitent jouer pleinement ce rôle, en tant que

représentants actifs et concrets des intérêts économiques de leur circonscription.

Ils auront pour mission, chacun pour leurs ressortissants respectifs :

- d'accueillir les commerçants, artisans et professionnels riverains,
- de les aider et de les orienter utilement dans toutes les démarches qui leur seront nécessaires en vue de l'identification de leur préjudice éventuel,
- de leur délivrer un dossier de demande d'indemnisation ou/et de reports de charges fiscales et sociales ou/et d'exonération des redevances d'occupation du domaine public et des taxes sur les publicités lumineuses, soit dans leur commerce, soit dans les locaux de la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence ou de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA.
- de les conseiller dans la constitution desdits dossiers,
- de délivrer un accusé réception aux requérants lors du dépôt des dossiers d'indemnisation et ensuite de les remettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération du 17 mars 2016 portant délégation du conseil de la Métropole au bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération RNOV 003-666/11/CC du 21 octobre 2011, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la convention pour le projet de requalification, dans sa première phase, du centre ancien de Marignane dans

le cadre du Programme National de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés (PNRQAD) ;

- La délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé la constitution de la Commission d'Indemnisation Amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence (CMIA) pour les préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains ;
- La délibération du 28 mars 2019 élargissant le champ d'intervention de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable des préjudices économiques à l'opération de requalification du centre ancien de Marignane de la Place de la République et de l'Avenue Jean Jaurès et approuvant le périmètre relatif aux commerces impactés par le chantier ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marignane, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA permet d'anticiper au mieux les répercussions sur la vie économique locale des travaux de requalification du centre ancien de Marignane de la Place de la République et de l'Avenue Jean Jaurès.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation de la convention de partenariat liée à la Commission Métropolitaine d'indemnisation Amiable des préjudices économiques relative à la requalification du centre ancien de Marignane Place de la République – Avenue Jean-Jaurès.

PROX 028-196/19/CT

■ **Approbation d'une convention de partenariat relative à l'accompagnement des commerçants, artisans et professionnels riverains du chantier de requalification du Cours Lieutaud à Marseille 1er et 6ème arrondissements**

Information au Conseil de Territoire DIFRA 19/17233/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Par délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé la constitution de la Commission d'Indemnisation Amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence (CMIA) pour les préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous sa maîtrise d'ouvrage.

Par délibération VOI 001-4697/18/CM du 18 octobre 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé le bilan de concertation préalable pour la requalification du cours Lieutaud à Marseille 1^{er} et 6^{ème} arrondissements.

Par délibération FAG 020-5319/19/BM du 28 février 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé le principe de l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques, à l'examen des dossiers de demandes d'indemnisation des commerçants, artisans et professionnels riverains des travaux de requalification du cours Lieutaud à Marseille 1^{er} et 6^{ème} arrondissements.

A cet égard, a également été approuvé le périmètre relatif aux commerces impactés par les travaux de requalification du cours Lieutaud à Marseille (1^{er} et 6^{ème} arrondissements).

Les travaux d'aménagements nécessaires à la requalification du cours Lieutaud occasionneront des perturbations pour l'ensemble des commerçants, artisans et professionnels riverains. Ainsi, pour les aider à traverser cette période difficile, la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille, en liaison avec leurs partenaires la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, ont décidé de mettre en œuvre des mesures fortes d'accompagnement dans le cadre de leurs compétences respectives.

- Dans le cadre du suivi de l'instruction des dossiers, la Métropole assurera l'organisation de la CIA et la prise en charge financière des indemnisations proposées ainsi que le coût des expertises judiciaires préalables permettant de déterminer la recevabilité et le montant des préjudices d'exploitation subis.

- La Métropole Aix-Marseille-Provence pour sa part, poursuit son projet de mutation de ses infrastructures routières pour apaiser notamment le centre-ville de Marseille qui remettra à neuf l'ensemble des voiries et des espaces publics traversés. Ces travaux d'aménagement permettront aux piétons de se réapproprier leur quartier et de mieux partager l'espace public avec les automobilistes et les cyclistes.
- La Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA sont engagées dans un dispositif de soutien et d'accompagnement des professionnels riverains des chantiers précités, en partenariat avec les différents organismes fiscaux et sociaux.

Aussi, il est apparu nécessaire d'identifier deux interlocuteurs privilégiés afin de faciliter le suivi de toutes les démarches décrites ci-dessus.

La Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, partenaire institutionnel des commerçants et entreprises, et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA, celui des artisans, souhaitent jouer pleinement ce rôle, en tant que représentants actifs et concrets des intérêts économiques de leur circonscription.

Ils auront pour mission, chacun pour leurs ressortissants respectifs :

- d'accueillir les commerçants, artisans et professionnels riverains du chantier,
- de les aider et de les orienter utilement dans toutes les démarches qui leur seront nécessaires en vue de l'identification de leur préjudice éventuel,
- de leur délivrer un dossier de demande d'indemnisation ou/et de reports de charges fiscales et sociales ou/et d'exonération des redevances d'occupation du domaine public et des taxes sur les publicités lumineuses, soit dans leur commerce, soit dans les locaux de la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence ou de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA.
- de les conseiller dans la constitution desdits dossiers,
- de délivrer un accusé réception aux requérants lors du dépôt des dossiers d'indemnisation et ensuite de les remettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération du 17 mars 2016 portant délégation du conseil de la Métropole au bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016 de constitution de la Commission Indemnisation Amiable métropolitaine ;
- La délibération VOI 001-4697/18/CM du 18 octobre 2018 portant l'approbation du bilan de concertation préalable pour la requalification du cours Lieutaud à Marseille (1^{er} et 6^{ème} arrondissements) ;
- La délibération FAG 020-5319/19/BM du 28 février 2019 élargissant le périmètre de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable à l'opération de requalification du cours Lieutaud et approuvant le périmètre relatif aux commerçants, artisans et professionnels riverains impactés par le chantier ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Que le partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA permet d'anticiper au mieux les répercussions sur la vie économique locale des travaux de requalification du cours Lieutaud.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation de la convention de partenariat liée à la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques relative à la requalification du Cours Lieutaud à Marseille.

PROX 029-197/19/CT

■ **Approbation d'une convention de partenariat relative à l'accompagnement des commerçants, artisans et professionnels riverains du chantier de requalification de la place Jean-Jaurès à Marseille 1er, 5ème et 6ème arrondissements**

Information du Conseil de Territoire DIFRA 19/17235/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Par délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé la constitution de la Commission d'Indemnisation Amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence (CMIA) pour les préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous sa maîtrise d'ouvrage.

Par délibération URB 030-2788/17/CM du 19 octobre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le bilan de concertation publique pour le projet de requalification de la place Jean Jaurès à la limite des 1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissements au sein des pôles du secteur de la Plaine.

Par délibération FAG 019-5318/19/BM séance du 28 février 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé le principe de l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques à l'examen des dossiers de demandes d'indemnisation des commerçants, artisans et professionnels riverains du chantier de requalification de la Place Jean Jaurès à Marseille.

A cet égard, a également été approuvé le périmètre relatif aux commerces impactés par les travaux de requalification de la place Jean Jaurès à la limite des

1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissements, au sein des pôles du secteur de la Plaine.

Les travaux d'aménagements nécessaires à la requalification de la Place Jean Jaurès à Marseille occasionneront des perturbations pour l'ensemble des commerçants, artisans et professionnels riverains. Ainsi, pour les aider à traverser cette période difficile, la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille, en liaison avec leurs partenaires la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, ont décidé de mettre en œuvre des mesures fortes d'accompagnement dans le cadre de leurs compétences respectives.

- Dans le cadre du suivi de l'instruction des dossiers, la Métropole assurera l'organisation de la CIA et la prise en charge financière des indemnités proposées ainsi que le coût des expertises judiciaires préalables permettant de déterminer la recevabilité et le montant des préjudices d'exploitation subis.
- La Métropole Aix-Marseille Provence contribue à la poursuite, du plan «Ambition centre-ville» de la Ville de Marseille en visant la rénovation de plusieurs aires urbaines situées au cœur de la ville. Plus grande place de Marseille et deuxième espace public de la ville après le Vieux-Port, la place Jean-Jaurès est le symbole de la typicité locale, l'emblème d'un Marseille historique. La place se mue en grande place méditerranéenne, polyvalente, piétonne et accessible. Concevoir un nouvel espace de vie fonctionnel, transformer l'espace dédié à la voiture hier en un espace piéton demain, créer une place végétalisée sont les principaux objectifs de ces travaux d'aménagement de la Place Jean Jaurès sous maîtrise d'ouvrage de la Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'aire Métropolitaine (SOLEAM).
- La Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA sont engagées dans un dispositif de soutien et d'accompagnement des commerçants, artisans et professionnels riverains des chantiers précités, en partenariat avec les différents organismes fiscaux et sociaux.

Aussi, il est apparu nécessaire d'identifier deux interlocuteurs privilégiés afin de faciliter le suivi de toutes les démarches décrites ci-dessus.

La Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, partenaire institutionnel des commerçants et entreprises, et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA, celui des artisans, souhaitent jouer pleinement ce rôle, en tant que représentants actifs et concrets des intérêts économiques de leur circonscription.

Ils auront pour mission, chacun pour leurs ressortissants respectifs :

- d'accueillir les commerçants, artisans et professionnels riverains du chantier,
- de les aider et de les orienter utilement dans toutes les démarches qui leur seront nécessaires en vue de l'identification de leur préjudice éventuel,
- de leur délivrer un dossier de demande d'indemnisation ou/et de reports de charges fiscales et sociales ou/et d'exonération des redevances d'occupation du domaine public et des taxes sur les publicités lumineuses, soit dans leur commerce, soit dans les locaux de la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence ou de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA.
- de les conseiller dans la constitution desdits dossiers,
- de délivrer un accusé réception aux requérants lors du dépôt des dossiers d'indemnisation et ensuite de les remettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération du 17 mars 2016 portant délégation du conseil de la Métropole au

bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence

- La délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016 de constitution de la Commission Indemnisation Amiable métropolitaine ;
- La délibération URB 030-2788/17/CM du 19 octobre 2017 relative à l'approbation du bilan de concertation publique pour le projet de requalification de la place Jean Jaurès à la limite des 1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissements au sein des pôles du secteur de la Plaine ;
- La délibération FAG 019-5318/19/BM séance du 28 février 2019 élargissant le champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques, à l'examen des dossiers de demandes d'indemnisation des commerçants riverains des travaux d'aménagement de la place Jean Jaurès à la limite du 1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissement, au sein des pôles du secteur de la Plaine, et approuvant le périmètre relatif aux commerces impactés par le chantier ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA permet d'anticiper au mieux les répercussions sur la vie économique locale des travaux de requalification de la place Jean Jaurès à Marseille (1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissements).

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation de la convention de partenariat liée à la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques relative à la requalification de la place Jean-Jaurès à la limite des 1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissements.

PROX 030-198/19/CT

■ Indemnisation de tiers victimes de dommages matériels

Information du Conseil de Territoire DAJASV 19/17291/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La responsabilité de la collectivité est susceptible d'être engagée à l'égard des usagers dans le cadre de l'exercice de ses compétences, notamment par suite de défaut d'entretien d'un ouvrage public ou d'un dysfonctionnement du service public, dès lors que le lien de causalité entre le dommage et l'activité de la collectivité est établi.

Le contrat d'assurance souscrit auprès de la compagnie ALLIANZ en matière de responsabilité civile sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels dont le coût est supérieur à 30 000 euros. En deçà de ce montant, l'indemnisation des préjudices relève de la collectivité.

Onze dossiers de réclamations dont le montant global s'établit à 44 648.06 euros (Quarante-quatre mille six cent quarante-huit euros et six centimes) présentent les conditions requises pour une indemnisation des usagers. Ceux-ci acceptent l'indemnisation proposée et renoncent à tout recours contre l'administration. Il s'agit des affaires suivantes :

- M. MABILE Denis – sinistre du 1^{er} juillet 2016 – montant : 5 227.20 euros,
- Mme ZAOUCHE Régine – sinistre du 12 septembre 2017 – montant : 481.43 euros,
- M.SCHIFAUER Nicolas – sinistre du 13 décembre 2017 – montant : 2 011,57 euros,
- DDSIS - sinistre du 17 janvier 2018 – montant : 3 995,51 euros,
- SATISFEU – sinistre du 1^{er} mars 2018 – montant : 4646.64 euros,
- M. RODRIGUEZ Gérard – sinistre du 21 mars 2018 – montant : 1 787.10 euros,
- M. BOURILLON Catherine – sinistre du 02 août 2018 – montant : 3 402.98 euros,
- M. MARINELLA Serge – sinistre du 1^{er} octobre 2018 – montant : 5 300 euros,
- M. MAMAN Albert – sinistre du 1^{er} octobre 2018 – montant : 3 301.91 euros

- M. ROUMIEU Raymond – sinistre du 07 novembre 2018 – montant : 10 762.20 euros,
- M. Hakim DIAF – sinistre du 9 février 2019 – montant : 3 731.52 euros

L'indemnisation sera versée aux tiers victimes des dommages ou à leur assureur quand il y a subrogation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 26 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport relatif à l'indemnisation de tiers victimes de dommages matériels.

PROX 031-199/19/CT

■ **Approbation d'une convention cadre relative à la diffusion de programmes FM dans les tunnels hors concession de la métropole Aix-Marseille-Provence - périmètre Territoire Marseille Provence**

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/17265/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Le Décret n° 2006-165 du 10 février 2006 relatif aux « *communications radioélectriques des services de secours en opération dans les ouvrages routiers, ferroviaires ou fluviaux ou dans certaines catégories d'établissements recevant du public et modifiant le code de la construction et de l'habitation* » mentionne en son article 2 que :

« ... Les exploitants des ouvrages routiers, ferroviaires ou fluviaux doivent garantir aux services publics qui concourent aux missions de sécurité civile la continuité des communications radioélectriques avec les moyens propres à ces services en tout point de l'infrastructure.

Ces dispositions sont applicables :

- a) Pour le domaine routier, à tout ouvrage au stade des études dont le projet d'ouvrage d'art, pour le réseau routier national non concédé, ou dont l'avant-projet d'ouvrage d'art, pour les autoroutes concédées, n'a pas été approuvé à la date de publication du présent décret ;

Les ouvrages routiers, ferroviaires ou fluviaux qui ne relèvent pas des catégories mentionnées ci-dessus doivent se conformer à cette obligation dans un délai de trois ans à compter de la même date.»

Les tunnels Vieux-Port, Major et Saint-Charles sont dotés des équipements nécessaires à la diffusion de onze programmes de radios FM pour les véhicules qui les empruntent. Ces installations donnent aussi la possibilité d'insérer des messages d'urgence sur les programmes ainsi diffusés, depuis le Poste Central des Tunnels situé au Parvis Saint Laurent (Marseille, 13002).

Par délibération n° VOI 6/705/B du 15 septembre 2006, la Communauté urbaine Marseille Provence, a adopté une première convention cadre avec les radios désireuses d'utiliser le matériel communautaire pour retransmettre leurs programmes dans les tunnels gérés par la Communauté urbaine (tunnels du Vieux-Port, de la Major, et Saint Charles uniquement).

Suite à la mise en service du tunnel Joliette, les équipements de radiodiffusion ont été remis à niveau et permettent désormais la retransmission de 24 programmes radio dans chacun des ouvrages ainsi que la possibilité d'insérer des messages d'urgence

sur les programmes ainsi diffusés, depuis le Poste Central des tunnels. En conséquence, la convention cadre a évolué et a été de nouveau adoptée par délibération VOI 021-028/11/BC le 11 février 2011. La redevance applicable à l'émission de radios dans ces tunnels a été actualisé en conséquence (délibération n°VOI 003-055/11/CC du 11 février 2011).

Les tunnels gérés hors concession sur le territoire Marseille Provence de la métropole génèrent un fort trafic automobile. Le tunnel du Vieux-Port accueille chaque jour environ 50 000 véhicules, celui de la Major environ 34 000, celui de Saint-Charles jusqu'à 20 000 et pour le tunnel Joliette, 42 000 véhicules transitent par cet ouvrage.

Outre l'aspect réglementaire lié à la sécurité, constitué par la possibilité pour le Poste de Contrôle des tunnels de substituer aux fréquences retransmises un message de sécurité à l'attention des usagers, la continuité d'écoute d'un programme radio est aussi un gage de qualité et de confort.

Compte tenu de la création de la Métropole Aix Marseille Provence, la convention cadre et la redevance associée, doivent être mises à jour. Il est donc nécessaire de relancer la démarche auprès des radios et de réactualiser la délibération VOI 021-028/11/BC afin de pouvoir d'une part remplir nos obligations réglementaires, et d'autre part, offrir aux usagers un service de qualité.

Il est proposé, d'approuver par la présente, le modèle réactualisé de convention cadre à conclure avec les gestionnaires de radios, permettant l'émission des radios FM dans tous les tunnels hors concession de la Métropole Aix Marseille Provence (tunnels du Vieux-Port, de la Major, Saint-Charles, Joliette et autres ouvrages si nécessaire).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération au Bureau de Métropole concernant « l'Approbation d'une convention cadre relative à la diffusion de programmes FM dans les tunnels hors concession de la métropole Aix Marseille Provence - périmètre Territoire Marseille Provence ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Qu'il convient de réactualiser le modèle de convention cadre conclue avec les gestionnaires de radios, permettant la diffusion de programmes FM dans les tunnels hors concession de la Métropole Aix Marseille Provence (tunnels du Vieux-Port, de la Major, Saint-Charles, Joliette et autres ouvrages si nécessaire).

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relatif à «l'Approbation d'une convention cadre relative à la diffusion de programmes FM dans les tunnels hors concession de la métropole Aix Marseille Provence - périmètre Territoire Marseille Provence ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 032-200/19/CT

■ Approbation de l'actualisation de la redevance relative à la diffusion de programmes FM dans les tunnels hors concession de la Métropole Aix-Marseille-Provence - périmètre Territoire Marseille Provence

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/17283/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président

délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Le Décret n° 2006-165 du 10 février 2006 relatif aux « *communications radioélectriques des services de secours en opération dans les ouvrages routiers, ferroviaires ou fluviaux ou dans certaines catégories d'établissements recevant du public et modifiant le code de la construction et de l'habitation* » mentionne en son article 2 que :

« ... Les exploitants des ouvrages routiers, ferroviaires ou fluviaux doivent garantir aux services publics qui concourent aux missions de sécurité civile la continuité des communications radioélectriques avec les moyens propres à ces services en tout point de l'infrastructure.

Ces dispositions sont applicables :

- b) *Pour le domaine routier, à tout ouvrage au stade des études dont le projet d'ouvrage d'art, pour le réseau routier national non concédé, ou dont l'avant-projet d'ouvrage d'art, pour les autoroutes concédées, n'a pas été approuvé à la date de publication du présent décret ;*

Les ouvrages routiers, ferroviaires ou fluviaux qui ne relèvent pas des catégories mentionnées ci-dessus doivent se conformer à cette obligation dans un délai de trois ans à compter de la même date.»

Les tunnels Vieux-Port, Major et Saint-Charles sont dotés des équipements nécessaires à la diffusion de onze programmes de radios FM pour les véhicules qui les empruntent. Ces installations donnent aussi la possibilité d'insérer des messages d'urgence sur les programmes ainsi diffusés, depuis le Poste Central des Tunnels situé au Parvis Saint Laurent (Marseille, 13002).

Par délibération n° VOI 6/705/B du 15 septembre 2006, la Communauté urbaine Marseille Provence, a adopté une première convention cadre avec les radios désireuses d'utiliser le matériel communautaire pour retransmettre leurs programmes dans les tunnels gérés par la Communauté urbaine (tunnels du Vieux-Port, de la Major, et Saint Charles uniquement).

Suite à la mise en service du tunnel Joliette, les équipements de radiodiffusion ont été remis à niveau et permettent désormais la retransmission de 24 programmes radio dans chacun des ouvrages ainsi que la possibilité d'insérer des messages d'urgence sur les programmes ainsi diffusés, depuis le Poste Central des tunnels. En conséquence, la convention cadre a évolué et a été de nouveau adoptée par délibération VOI 021-028/11/BC le 11 février 2011. La redevance applicable à l'émission de radios dans ces tunnels a été actualisée en conséquence (délibération n°VOI 003-055/11/CC du 11 février 2011).

Les tunnels gérés hors concession sur le territoire Marseille Provence de la métropole génèrent un fort trafic automobile. Le tunnel du Vieux-Port accueille chaque jour environ 50 000 véhicules, celui de la

Major environ 34 000, celui de Saint-Charles jusqu'à 20 000 et pour le tunnel Joliette, 42 000 véhicules transitent par cet ouvrage.

Outre l'aspect réglementaire lié à la sécurité, constitué par la possibilité pour le Poste de Contrôle des tunnels de substituer aux fréquences retransmises un message de sécurité à l'attention des usagers, la continuité d'écoute d'un programme radio est aussi un gage de qualité et de confort.

Il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver l'actualisation de la redevance applicable à l'émission de radios FM dans tous les tunnels hors concession de la Métropole Aix Marseille Provence (tunnels du Vieux-Port, de la Major, Saint-Charles, Joliette et autres ouvrages si nécessaire).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil de Métropole portant « Approbation de l'actualisation de la redevance relative à la diffusion de programmes FM dans les tunnels hors

concession de la Métropole Aix Marseille Provence - périmètre Territoire Marseille Provence ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'actualiser la redevance applicable à l'émission de radios FM dans tous les tunnels hors concession de la Métropole Aix Marseille Provence (tunnels du Vieux-Port, de la Major, Saint-Charles, Joliette et autres ouvrages si nécessaire).

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relatif à la redevance concernant la diffusion de programmes FM dans les tunnels hors concession de la Métropole Aix Marseille Provence – périmètre Territoire Marseille Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 033-201/19/CT

■ Approbation d'une convention de gestion entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à la gestion de la propreté des plages de Marseille

Information du Conseil de Territoire DGPROP 19/17345/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La création de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, par arrêté préfectoral du 7 juillet 2000 et son installation effective à compter du 1er janvier 2001, ont généré, conformément aux règles en vigueur du Code Général des Collectivités Territoriales, un transfert de compétences en blocs homogènes, assorti d'un transfert des moyens humains, matériels, patrimoniaux et même

contractuels, adaptés à l'exercice par la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole des nouvelles compétences qui sont les siennes. Toutefois, ces transferts en bloc ont quelque fois révélé des situations plus délicates dans lesquelles les moyens n'ont pas rejoint la réalité des besoins à l'intérieur même des thématiques globales visées par le législateur.

Il en est ainsi pour l'entretien des plages de Marseille concédées par l'État au bénéfice de la Ville de Marseille, et relevant donc de ses compétences, mais dont la propreté s'effectue grâce aux moyens des services communautaires.

Plusieurs délibérations entre la Ville de Marseille et l'ex Communauté urbaine MPM, aujourd'hui, Conseil de Territoire Marseille Provence, ont acté la prise de la gestion de la propreté et l'entretien des plages de Marseille par les services communautaires, dans le cadre de conventions de prestations de services. La dernière convention ayant pris fin le 1^{er} octobre 2018, il convient de la renouveler.

Par conséquent, il appartient au Conseil de la Métropole d'approuver la convention de gestion afférente et notamment d'en préciser les modalités techniques et financières (Annexe n°1).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de

compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver la convention de gestion entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix Marseille Provence pour définir les modalités techniques et financières de la gestion de la propreté des plages de Marseille par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de convention de gestion avec la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à la gestion de la propreté des plages de Marseille.

PROX 034-202/19/CT

■ **Demande de subvention d'investissement relative au projet - Densification du déploiement du compostage individuel - intégré au Programme européen LIFE IP SMART WASTE PACA 2014-2020**

Information du Conseil de Territoire DPU 19/17253/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Dans le cadre de sa politique de réduction des déchets ménagers le Territoire Marseille Provence développe le compostage individuel en mettant à disposition des habitants des composteurs individuels, et en organisant des actions de sensibilisation des habitants.

Après une première période de déploiement de composteurs individuels le Territoire Marseille Provence, en lien avec le futur Plan Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers Assimilés, s'engage dans une densification de la démarche afin d'apporter aux habitants volontaires une solution pour valoriser leur biodéchets et aussi réduire les tonnages collectés.

Une partie de l'opération 2015112900 « Acquisition de conteneurs pour la collecte sélective » relative à l'acquisition de composteurs individuels a été intégrée au programme européen LIFE IP SMART WASTE PACA 2014-2020 dans l'action C4-3 Compostage individuel. Ce programme a lui-même été validé lors du Conseil métropolitain du 14 décembre 2017 par délibération n° ECO 023-2889/17/BM.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 210 000 euros HT (deux cent dix mille euros) soit 252 000 € TTC (deux cent cinquante-deux mille euros).

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Programme LIFE	30 %	63 000 euros
Région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur	30 %	63 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	40 %	84 000 euros
TOTAL HT		210 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil de la Métropole n° ECO 023-2889/17/BM du 14 décembre 2017 relative à l'approbation de la convention de partenariat du projet LIFE-IP SMART WASTE PACA dans le cadre du programme européen LIFE 2014-2020.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « densification du déploiement du compostage individuel »

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de rapport relatif à la demande de subvention d'investissement.

PROX 035-203/19/CT

■ **Demande de subvention d'investissement relative à l'opération - Etude stratégique d'opportunité d'un centre de tri métropolitain**

Information du Conseil de Territoire DTD 19/17260/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs de subventionnement, leur participation.

L'extension des consignes de tri des plastiques imposée par la loi de transition écologique nécessite d'adapter les centres de tri. Ces modifications coûteuses vont, d'une part réduire le nombre d'installations en capacité d'extraire ces nouveaux matériaux et, d'autre part induire une augmentation des coûts de la prestation.

La Métropole constituée de six Conseils de Territoire, produit désormais un gisement de collecte sélective largement suffisant pour justifier un centre de tri dédié à ses seules collectes. L'étude a pour but de définir et analyser les possibilités techniques et juridiques de maîtrise d'un centre de tri métropolitain, gage d'une maîtrise à long terme des coûts de la prestation.

La création de l'opération N° 2018101300 « Etude stratégique d'opportunité de maîtrise d'un Centre de Tri Métropolitain » a donc été créée et validée lors du Conseil métropolitain en date du 13 février 2018 par délibération n° Prox.019-051/18/CT pour un montant de 120 000 euros TTC (cent vingt mille euros).

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 75 000 euros HT (soixante-quinze mille euros) soit 90 000 € TTC (quatre-vingt-dix mille euros).

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Programme LIFE	10 %	7 500 euros
ADEME	60 %	45 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	22 500 euros
TOTAL HT		75 000 euros

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ; Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
 - La délibération du Conseil de la Métropole n DEA 002-3602/18 15 février 2018 créant l'Autorisation de Programme N° 2018101300 relative à l'opération « Etude stratégique d'opportunité de maîtrise d'un Centre de Tri Métropolitain »

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que par délibération n° DEA 002-3602/18 du CM, une AP a été créée pour un montant de 120 000€ relative à l'étude de la création d'un centre de tri métropolitain
- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Etude stratégique d'opportunité de maîtrise d'un Centre de Tri métropolitain »
- Qu'il convient de solliciter des subventions auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à la réalisation de cette opération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de territoire prend acte de la demande de subvention relative à l'opération « Etude stratégique d'opportunité d'un centre de tri métropolitain.

PROX 036-204/19/CT

■ Approbation de la signature d'une convention de partenariat concernant l'appel à projet pour la récupération et la valorisation matière des cartons des professionnels du centre-ville de Marseille avec l'entreprise Suez RV Rebond Insertion

Information du Conseil de Territoire DTD 19/17289/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

L'analyse du contenu des ordures ménagères collectées sur le territoire Marseille Provence fait apparaître que 18% d'entre elles sont constituées de cartons. Au centre-ville de Marseille, une très grande majorité de ce gisement provient d'activités professionnelles.

Or, afin de réduire la part des déchets pris en charge par le service public, les axes principaux du schéma

métropolitain de gestion des déchets approuvés par délibération DEA 018-2836/17/CM au Conseil de Métropole du 19 Octobre 2017 préconisent notamment de réduire les tonnages pris en charge par la collectivité en particulier en recentrant les flux des professionnels vers des déchèteries professionnelles qui pourront leur apporter un service plus adapté à leur besoin.

Dans ce cadre, la Métropole a souhaité susciter sur le centre-ville de Marseille l'émergence d'une offre de service permettant la collecte et la valorisation matière de ces cartons et qui fasse appel, dans la mesure du possible, à des acteurs locaux de l'économie sociale et solidaire. Conformément à la délibération 6483 du 22 mars 2018, deux entreprises ont répondu à l'appel à projet lancé par la Métropole Aix-Marseille-Provence. Les deux candidats B&P Environnement et SUEZ REBOND INSERTION ont été auditionnés par un jury composé d'élus le 07 mars 2019. Suite à celui-ci, des compléments d'information ont été demandés aux deux candidats. Suite à leur analyse, il a été décidé de retenir la proposition de l'entreprise Suez RV Rebond Insertion. C'est pourquoi, il est proposé au Conseil de Métropole d'approuver la signature d'une convention annuelle renouvelable deux fois une année par tacite reconduction avec cette entreprise pour la récupération et la valorisation matière des cartons des professionnels du centre-ville de Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il soit nécessaire d'extraire des ordures ménagères pris en charge par le service public les cartons produits par les professionnels ;
- Qu'il convient d'approuver la signature d'une convention de partenariat avec l'entreprise Suez RV Rebond Insertion pour la récupération et valorisation des cartons des professionnels du centre-ville de Marseille.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte d'une convention de partenariat avec l'entreprise Suez RV Rebond Insertion pour la récupération et valorisation des cartons des professionnels du centre-ville de Marseille.

PROX 037-205/19/CT

■ **Approbation de conventions avec l'éco-organisme ESR et l'organisme coordonnateur OCAD3E au titre de la Responsabilité Élargie du Producteur - REP - pour les lampes usagées**

Information du Conseil de Territoire DTD 19/17263/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Selon le principe de la responsabilité élargie des producteurs (REP), la gestion des lampes usagées doit être assurée par les metteurs sur le marché. Pour remplir leurs obligations, ces derniers doivent mettre en place un système individuel approuvé ou adhérer à un éco-organisme titulaire d'un agrément. Ce dispositif

a pour vocation d'optimiser la gestion de ces déchets, mais aussi de prévenir la production des déchets.

Créé dans le cadre du principe de la REP, ESR éco-organisme à but non lucratif agréé par les pouvoirs publics, regroupe les activités d'Eco-systèmes pour les DEEE ménagers et de Récylum pour les DEEE professionnels, les lampes et les petits appareils extincteurs. Depuis le 1er janvier 2018, les agréments de Récylum, sur la période du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2021, sont transférés à ESR.

A l'échelle de la Métropole, quatre des six Conseils de Territoire ont déjà conclu des contrats avec l'éco-organisme Recylum. Suite à la création de la Métropole en 2016, les contrats existants doivent être regroupés en contrat unique en maintenant l'ensemble des engagements existants. De plus, les 2 autres territoires seront inclus dans le périmètre de collecte.

Ces contrats apporteront à la Métropole Aix-Marseille-Provence la prise en charge opérationnelle des lampes usagées collectées séparément, la fourniture de conteneurs spécifiques, et le versement de soutiens financiers pour certaines actions de communication.

La convention avec OCAD3E régit les relations administratives et financières avec la Métropole qui développe un programme de collecte séparée des lampes usagées, et la convention avec ESR détermine les conditions opérationnelles de collecte séparée de ces dernières.

Les engagements prévus au sein desdites conventions couvrent la période du 16 mai 2019 au 31 décembre 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'arrêté du 09 novembre 2017 portant agrément d'ESR par transfert de celui de Recylum du 22 décembre 2015.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'afin de bénéficier de la prise en charge opérationnelle apportée par l'éco-organisme agréé, le contrat de gestion des lampes usagées doit être signé.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte des conventions avec l'éco-organisme ESR et l'organisme coordonnateur OCAD3E, au titre de la Responsabilité Elargie du Producteur (REP) pour les lampes usagées.

PROX 038-206/19/CT

■ Attribution d'une subvention à l'association Treize Evénements pour l'année 2019 - Approbation d'une convention

DGPROP 19/17328/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Plan National de Prévention des Déchets (PNPD) fixe les objectifs et les mesures en matière de prévention des déchets sur la période 2014-2020. Ce plan est renforcé par la loi n°2015-992 « transition énergétique pour la croissance verte » du 17 août 2015.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence a délibéré le 7 février 2017 (PGD 001-447/17/CT) sur un «Contrat d'Objectifs Déchets et Economie Circulaire » (CODEC) avec l'ADEME pour la période 2017-2019.

Ce CODEC, doté d'une subvention pour les 3 années de 450 k€, est la concrétisation de l'appel à projets «

Territoire Zéro Déchet Zéro Gaspillage ». Il a pour objectif de développer une démarche participative de réduction et de valorisation des déchets dans une dynamique d'économie circulaire sur le territoire.

L'association « Treize Evènements » basée à Marseille organise des manifestations pour sensibiliser le public à la lutte contre le gaspillage alimentaire.

Par ces opérations, « Treize Evènements » souhaite faire évoluer les comportements des citoyens en matière de lutte contre le gaspillage alimentaire.

Dans cette optique, l'association sollicite, le territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-

Provence pour l'obtention d'une subvention d'un montant de 6 000€ pour l'organisation d'une journée de lutte contre le gaspillage alimentaire.

Présentation de l'action

Dans le cadre de la Journée Nationale de Lutte contre le Gaspillage Alimentaire 2019 l'association souhaite organiser un grand repas gratuit ouvert au public et exclusivement réalisé à partir de produits tout à fait consommables et qui sont écartés de la vente.

A l'occasion de ce repas plusieurs associations, à travers des ateliers pratiques et ludiques (l'art d'accommoder les restes, jus de fruits avec des fruits présentant un défaut physique.....) attireront l'attention du consommateur sur le fait que la moitié des

aliments qui finissent à la poubelle sont des fruits ou des légumes tout à fait consommables et qui sont écartés de la vente à cause d'un « délit de sale gueule ».

Selon l'ADEME les économies financières sur les achats alimentaires grâce à la limitation du gaspillage alimentaire représentent 108 €/hab/an (ADEME 2016).

Cette manifestation se déroulera à Marseille en octobre 2019 de 11h00 à 14h00 avec distribution d'un brunch gratuit confectionné par les chefs de l'Association GOURMEDITERRANEE sur le vieux port de Marseille.

Les manifestations organisées par l'association Treize Evènement sur ce sujet depuis 2013 ont permis de sensibiliser en moyenne entre 3 000 et 4 000 personnes sur une journée.

Pour l'édition 2017, environ 3 000 personnes sont passées sur les différents stands d'information et de dégustation. Les chefs de Gourméditerranée ont préparé de petites assiettes confectionnées à partir de fruits et légumes difformes. La Banque alimentaire, Véolia, le Secours Populaire, Eqsphère, l'Assiette Verte, Solution Compost étaient présents et ont accueillis un public très nombreux et curieux.

Il n'y a pas eu de manifestation en 2018.

Budget prévisionnel de l'action :

Dépenses	Montants	Recettes	Montants
Achats	2 150 €	Treize Evènements	2 000 €
Services extérieurs (locations, assurances...)	6 450 €	Subvention d'exploitation	14 000 €
Autres services extérieurs (honoraires, publicité, déplacements, missions, cotisations, formations, frais postaux)	6 000 €	Dont DRAAF	2 000 €
Autres charges de gestion courante	1 400 €	Dont Région	4 000 €
		Dont Territoire de Marseille Provence	6 000 €
		Dont aides privées	2 000 €
Total charges	16 000 €	Total Recettes	16 000 €

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

Pour la mise en œuvre de cette action, l'association sollicite le territoire Marseille Provence de la Métropole à hauteur de 6 000 euros. Cette action s'inscrit dans le cadre du projet LIFE IP Smart Waste PACA/ LIFE16IPEFR005.

Il est proposé de répondre favorablement à cette demande de subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la sensibilisation des habitants à la lutte contre le gaspillage alimentaire représente un enjeu pertinent pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 6 000 euros à l'Association Treize Evènements.

Article 2 :

Est approuvée la convention de partenariat, ci-annexée, conclue avec l'Association Treize Evènements.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tout document nécessaire à son application.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Collecte et Traitement des Déchets 2019 du Conseil de Territoire Marseille Provence – Chapitre 65 - Nature 65748 – Sous-Politique G140 – Fonction 7212.

PROX 039-207/19/CT

■ Attribution d'une subvention à l'association CPIE Côte Provençale pour l'année 2019 - Approbation d'une convention DGPROP 19/17329/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Plan National de Prévention des Déchets (PNPD) fixe les objectifs et les mesures en matière de prévention des déchets sur la période 2014-2020. Ce plan est renforcé par la loi n°2015-992 « transition énergétique pour la croissance verte » du 17 août 2015.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence a délibéré le 7 février 2017 (PGD 001-447/17/CT) sur un « Contrat d'Objectifs Déchets et Economie Circulaire » (CODEC) avec l'ADEME pour la période 2017-2019.

Ce CODEC, doté d'une subvention pour les 3 années de 450 k€, est la concrétisation de l'appel à projets « Territoire Zéro Déchet Zéro Gaspillage ». Il a pour objectif de développer une démarche participative de réduction et de valorisation des déchets dans une dynamique d'économie circulaire sur le territoire.

Le CPIE Côte Provençale a pour objectif d'agir pour promouvoir des comportements de citoyens responsables, actifs et respectueux de leur cadre de vie, en particulier en milieu scolaire.

Dans cette optique, l'association sollicite, le territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'obtention d'une subvention d'un montant de 4 200 euros pour créer et promouvoir des plages zéro déchet pastique en commençant par le site pilote de la Ciotat.

Présentation de l'action

Le CPIE développe le projet « Commerçants engagés pour des plages zéro déchet » afin de créer et promouvoir des plages zéro déchet plastique en commençant sur des sites pilotes : concrètement, il s'agit d'accompagner les restaurants et commerces de bouche situés à proximité des plages à prévenir la production de déchets notamment plastiques (vaisselle jetable) dans le cadre de leur vente de boissons et nourriture aux usagers des plages.

Le projet vise à la fois une meilleure connaissance des usages de la restauration nomade en termes d'utilisation et de production de déchets plastiques afin de proposer des solutions alternatives adaptées, et la co-construction d'un discours et argumentaire de sensibilisation dont les restaurateurs et commerçants deviendront ambassadeurs auprès de leurs clients pour promouvoir le concept de « Plage Zéro déchet ». Différentes opérations de valorisation du projet auprès des habitants et des usagers des plages permettront de faire connaître et s'approprier le concept, en s'appuyant sur les collectifs et réseaux de ramasseurs de déchets du territoire, comme gage de visibilité et de pérennité du projet.

Les plages où les restaurateurs et commerçants se seront volontairement engagés dans le projet et dans un dispositif de réduction d'usage et/ou adoption d'alternatives à la vaisselle jetable en plastique se verront attribuer un label "Plage Zéro déchet plastique", décliné sous plusieurs supports de communication (panneaux, presse, événements ponctuels).

La méthodologie d'accompagnement des commerçants, la stratégie de communication et de

sensibilisation développée avec les acteurs associatifs et institutionnels constitueront à la fin du projet une "boîte à outils" reproductible sur d'autres territoires de la Région.

Pour réaliser cette action de sensibilisation, l'Atelier Bleu-CPIE Côte Provençale bénéficie du soutien

financier de la Région Sud et du soutien technique de la ville et des nombreux acteurs locaux impliqués dans des opérations de nettoyage de plage dont le collectif citoyen Déchet Zéro & co.

Budget prévisionnel de l'action :

Dépenses	Montants	Recettes	Montants
Achats	8 500 €	Autofinancement	9 460 €
Services extérieurs (locations, assurances...)	3 800 €	Subvention d'exploitation	37 840 €
Personnel	35 000 €	Dont Région	33 640 €
		Dont Territoire de Marseille Provence	4 200 €
Total charges	47 300 €	Total Recettes	47 300 €

Pour la mise en œuvre de cette action, l'association sollicite le territoire Marseille Provence de la Métropole à hauteur de 4 200 €. Cette actions s'inscrit dans le cadre du projet LIFE IP Smart Waste PACA/ LIFE16IPEFR005.

Il est proposé de répondre favorablement à cette demande de subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° PGD 001-447/17/CT du 7 février 2017 approuvant le Contrat

Objectifs Déchets et Economie Circulaire avec l'ADEME.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Que la sensibilisation des habitants à la pollution par les plastiques représente un enjeu pertinent pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 4 200 euros à l'Association CPIE Côte Provençale.

Article 2 :

Est approuvée la convention de partenariat, ci-annexée, conclue avec l'Association CPIE Côte Provençale.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tout document nécessaire à son application.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Collecte et Traitement des Déchets 2019 du Conseil de Territoire Marseille Provence – Chapitre 65 - Nature 65748 – Sous-Politique G140 – Fonction 7212.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 040-208/19/CT

■ Réforme d'engins, de poids lourds, de véhicules et équipements de la Métropole Aix-Marseille-Provence

**Information du Conseil de Territoire
DMT 19/17239/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information.

La Métropole Aix-Marseille-Provence dispose d'un parc diversifié d'engins, de poids lourds, de véhicules légers et d'équipements lui permettant d'exercer ses compétences dans les domaines variés de la propriété urbaine, de la voirie, de la circulation...

Compte tenu de l'ancienneté et du kilométrage important de certains de ces véhicules et équipements il est nécessaire de les retirer de l'inventaire du patrimoine de Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président

du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

**Entendues les conclusions du rapporteur,
CONSIDERANT**

- Qu'il est nécessaire de prononcer la réforme des engins, des poids lourds, des véhicules légers et des équipements dont la liste est ci-dessous, compte tenu de leur ancienneté et de leur kilométrage important.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil Territoire prend acte un projet de rapport relatif à la réforme d'engins, de poids lourds, de véhicules et équipements de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PROX 041-209/19/CT

■ Budget Territoire - Revalorisation et affectation de la revalorisation de l'opération interventions urgentes CT1 2018-2019 dans le cadre du budget primitif 2019 pour le Conseil de Territoire Marseille Provence

**Avis du Conseil de Territoire
DEASV 19/16806/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre du budget primitif 2019, il est proposé revaloriser le montant de l'opération budgétaire « interventions urgentes CT1 2018-2019 » et d'affecter cette revalorisation, conformément aux dispositions suivantes afin de permettre le lancement de procédures de commandes ou d'appels d'offres.

Sous politique	Code opération	Commune	Libellé d'opération	AP initiale	Ajustement d'AP	AP globale
F180	2018101900	CT	INTERVENTIONS URGENTES CT1 2018-2019	450 000	+ 200 000	650 000
TOTAL F180				450 000	200 000	650 000

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération DEA 033-3341/17/CM du 14 décembre 2017 portant sur l'approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement destinée aux travaux d'interventions urgentes sur les réseaux pluviaux du territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur la

revalorisation et son affectation de l'opération travaux d'interventions urgentes sur les réseaux pluviaux du territoire Marseille Provence, dans le cadre du budget primitif 2019 pour le Conseil de Territoire Marseille Provence

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la revalorisation et l'affectation de la revalorisation de l'opération travaux d'interventions urgentes sur les réseaux pluviaux du territoire Marseille Provence, dans le cadre du budget primitif 2019 pour le Conseil de Territoire Marseille Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 042-210/19/CT

■ **Approbation de la convention de financement de travaux réalisés par l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée - EPAEM - sur le réseau d'assainissement des eaux pluviales hors Zone d'Aménagement Concertée Saint-Charles - à l'aval de l'îlot Malaval-Fauchier - 13003 Marseille**

Avis du Conseil de Territoire DEASV 19/17256/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) à Saint-Charles, dans le 3^{ème} arrondissement de Marseille, l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) doit conduire un projet de requalification des rues Malaval et Fauchiers, depuis leur intersection, jusqu'à la place Marceau. Cette requalification comprend notamment la réalisation d'un plateau piéton sur la rue Malaval qui ne permettra plus l'écoulement des eaux pluviales en caniveau.

L'aménagement en question requiert la reprise de l'assainissement pluvial de ces deux rues jusqu'au

collecteur unitaire le plus proche situé, en dehors du périmètre de la ZAC, à l'intersection des rues Malaval et Montolieu. Le collecteur unitaire en question est une antenne du Collecteur 8 qui alimente le bassin de rétention République. Par conséquent, l'aménagement projeté permettra une meilleure collecte des ruissellements vers ledit bassin et un meilleur fonctionnement global du réseau unitaire du centre-ville de Marseille.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a accepté de participer financièrement à la réalisation des travaux de desserte pluviale, par EPAEM, en dehors du périmètre de la ZAC Saint-Charles. EPAEM a évalué le montant de ces travaux a été évalué, à 32 410,00 € HT. Cet accord doit faire l'objet d'une convention entre Aix-Marseille-Provence et EPAEM.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil d'Administration de l'EPAEM du 03 juillet 2018 approuvant la proposition de convention entre cet établissement et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les travaux réalisés par ses soins sur le réseau d'assainissement des eaux pluviales hors ZAC Saint-Charles, à l'aval de l'îlot Malaval-Fauchier, et ses annexes ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le bureau de Métropole, envisage d'adopter une délibération portant sur l'Approbation de la convention de financement de travaux réalisés par l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée - EPAEM - sur le réseau d'assainissement des eaux pluviales hors Zone d'Aménagement Concertée Saint-Charles - à l'aval de l'îlot Malaval-Fauchier - 13003 Marseille

Avis du Conseil de Territoire

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération sur l'Approbation de la convention de financement de travaux réalisés par l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée - EPAEM - sur le réseau d'assainissement des eaux pluviales hors Zone d'Aménagement Concertée Saint-Charles - à l'aval de l'îlot Malaval-Fauchier - 13003 Marseille

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 043-211/19/CT

■ Approbation de la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Marignane pour l'implantation d'un réseau d'assainissement et de deux postes de refoulement sous les chemins ruraux du Bausset et des Amoureux

Avis du Conseil de Territoire DEASV 19/17204/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Les quartiers Bausset-Raphelle et Billard présentent une activité industrielle et artisanale importante. L'implantation des entreprises s'est échelonnée dans le temps de façon plus ou moins anarchique dans des zones mal équipées en voirie et réseaux divers et leurs installations d'assainissement autonome sont souvent non-conformes. Il est nécessaire de réaliser la desserte sanitaire et l'extension du réseau d'eau potable de ces quartiers sur les communes de Marignane et Gignac-La-Nerthe.

Le tracé retenu nécessite d'emprunter les chemins ruraux du Bausset et des Amoureux, appartenant au domaine privé de la commune de Marignane.

Les travaux impactant ces chemins consisteront à mettre en place des conduites de collecte d'eaux usées gravitaire d'un diamètre de 200 et 350 mm, des regards de visites, des conduites de refoulement d'un diamètre de 63 mm ainsi que deux stations de pompes en ligne selon les plans annexés à la convention.

Il est donc nécessaire d'établir une convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Marignane pour constituer une servitude en tréfonds et l'occupation temporaire pendant la durée des travaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le bureau de Métropole, envisage d'adopter une délibération portant sur l'Approbation de la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Marignane pour l'implantation

d'un réseau d'assainissement et de deux postes de refoulement sous les chemins ruraux du Bausset et des Amoureux.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération sur l'approbation de la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Marignane pour l'implantation d'un réseau d'assainissement et de deux postes de refoulement sous les chemins ruraux du Bausset et des Amoureux.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 044-212/19/CT

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention avec l'association Eau Soleil PACA relative à la mise en œuvre d'un programme de solidarité et de coopération internationale pour l'eau dans le cadre de la loi Oudin Santini

**Avis du Conseil de Territoire
DGECE 19/17225/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Par délibération n°DEA 002-4015/18/BM, le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 28 juin 2018 a approuvé la convention n°18/0751 avec l'association EAU SOLEIL PACA dans le cadre de l'appel à projets 2017-2018 pour la mise en œuvre d'un programme de solidarité et de coopération internationale pour l'eau dans le cadre de la loi Oudin-Santini.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de contribuer financièrement à hauteur de 24 500 euros (équivalent à 29,81% du budget total prévisionnel du projet qui s'élève à 82 190 euros) au projet porté par l'association EAU SOLEIL PACA suivant : réalisation d'un réseau d'eau par pompage solaire dans le Village d'Anatamikétraka au Nord Est de Madagascar.

L'association EAU SOLEIL PACA a rencontré des problèmes d'ordre administratif avec l'association locale, la commune et le partenaire local, elle propose de déplacer son projet dans le village voisin, Ampohibé, présentant toutes les garanties administratives pour mener à bien le projet.

Nonobstant la modification du lieu, ce projet est en tout point identique à celui initialement prévu, dans la préparation, dans son dimensionnement et les besoins en eau du village.

Afin de permettre la mise en œuvre du projet, il est nécessaire d'approuver l'avenant n°1 à la convention citée en objet.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L5218-7;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération n°REX 002-2325/10/CC du 1^{er} octobre 2010 portant sur la coopération décentralisée de l'accès à l'eau des populations en stress hydrique ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n°DEA 002-4015/18/BM du 28 juin 2018 portant sur l'attribution des subventions dans le cadre de l'appel à projets "loi Oudin-Santini" 2017/2018 - Mise en œuvre d'un programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau et l'assainissement - Approbation des conventions ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°DEA 013-5233/18/CM du 13 décembre 2018 portant sur le lancement de l'appel à projets 2018-2019 pour la mise en œuvre d'un programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau et l'assainissement dans le cadre de la loi Oudin-Santini ;
- La convention de Délégation de service public pour l'exploitation du service de l'eau potable du Territoire de Marseille Provence attribuée à la Société des Eaux de Marseille par délibération AGER 001-607/13/CC du 31 octobre 2013 ;
- La convention n°18/0751 relative à la mise en œuvre d'un programme de solidarité et de coopération internationale pour l'eau dans le cadre de la loi Oudin-Santini attribuée à l'association EAU SOLEIL PACA.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'avenant n°1 à la convention n°18/0751 conclue avec l'association EAU SOLEIL PACA pour tenir compte du changement du lieu de sa réalisation.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°1 à la convention n°18/0751 conclue avec l'association EAU SOLEIL PACA.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 045-213/19/CT

■ Modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation de certains parkings métropolitains du centre-ville de Marseille portant sur la gratuité du stationnement à l'occasion du lancement de l'opération Marseille Provence Gastronomie 2019

Avis du Conseil de Territoire DMODSV 19/17395/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La gastronomie constitue un véritable art de vivre en Provence. Les produits du terroir foisonnent dès les beaux jours dans notre département méditerranéen. Il s'agit de les faire connaître et de les partager avec l'ensemble des habitants du département. C'est dans ce contexte que la Métropole Aix-Marseille Provence et le Département des Bouches-du-Rhône, ont décidé d'organiser une manifestation d'envergure nommée « Marseille Provence Gastronomie 2019 » qui permettra de faire rayonner l'ensemble des artisans, cuisiniers et producteurs, tout au long de l'année.

Le 28 juin 2019, constituera un temps fort de cette manifestation où de nombreuses activités et spectacles se dérouleront autour du Vieux-Port de Marseille et plusieurs axes centraux de la ville. Il s'agit d'un rendez-vous à un repas géant et de qualité, où chaque convive devrait trouver un plat à son goût.

L'ensemble du périmètre sera libéré des voitures qui seront invitées à se rabattre au sein d'un parking relais ou d'un parking du centre ville avant 16h00.

Afin d'accompagner cet événement et dans le cadre de ses compétences « Stationnement » la Métropole a décidé d'offrir la gratuité du stationnement au sein des parkings métropolitains concédés situés dans le périmètre du festival. Il s'agit des parkings Vieux-Port Hôtel de Ville, Estienne d'Orves, Monthyon gérés par la Société Qpark, et Charles de Gaulle, Vieux-Port Mucem et République, gérés par la Société INDIGO.

Il s'agit d'une décision unilatérale pour motif d'intérêt général qui s'appliquera du 28 juin 2019, 12 h00 au 29 juin 2019 2h00.

L'estimation de la compensation financière au profit des différents délégataires qui sera à la charge de la Métropole est d'environ 26 000 euros TTC. Elle impactera le budget de fonctionnement de l'EST du CT1

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 046-214/19/CT

■ Délégation de Service Public pour l'exploitation du parking Estienne d'Orves à Marseille - Approbation du choix du délégataire - Approbation du contrat de Délégation de Service Public et de ses annexes

**Avis du Conseil de Territoire
DMODSV 19/17397/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le

Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Par délibération TRA 016-1804/17/CM du 30 mars 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé le principe de la Délégation de Service Public, sous forme d'affermage d'une durée de 7 ans, comme mode de gestion du parking Estienne d'Orves, sis à Marseille.

Sur cette base, un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé à la publication le 11 octobre 2017 dans les journaux la Provence, le Moniteur des Travaux Publics, au BOAMP et au JOUE. Les candidats devaient présenter leur candidature et leur offre au plus tard le 13 décembre 2017 à 16h30.

La Commission de Délégation de Service Public s'est réunie le 21 décembre 2017 et a procédé à l'ouverture des plis déposés par les cinq candidats suivants :

- **Transdev Stationnement ;**
- **Effia Stationnement ;**
- **Q-Park France ;**
- **Société d'Assistance et de Gestion du Stationnement (SAGS)**
- **Indigo Infra ;**

Par courrier en date du 16 janvier 2018, la Collectivité a envoyé une demande de pièces complémentaires aux cinq candidats, avec une date limite de remise fixée au 24 janvier 2018.

La commission s'est réunie le 1er février 2018 en vue de sélectionner les candidatures. L'analyse des candidatures a conclu que les cinq candidats offraient des garanties techniques, économiques et financières satisfaisantes rendant aptes à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public. Lors de la même séance, la commission a procédé à l'ouverture et à l'enregistrement des plis des entreprises sélectionnées ayant remis une offre. Ces candidats sont les suivants :

- **Effia Stationnement ;**
- **Indigo Infra ;**
- **Q-Park France ;**

- **Société d'Assistance et de Gestion du Stationnement (SAGS) ;**
- **Transdev Stationnement.**

Suite à l'avis formulé par la Commission de délégation de service public, en date du 24 mai 2018, une phase de négociations a été engagée avec l'ensemble des candidats.

Le rapport joint en annexe, établi conformément aux dispositions de l'article L. 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, rend compte du déroulement de la procédure et en particulier de la phase de négociation.

Il présente les motifs de choix du candidat retenu par l'autorité habilitée à signer la convention, soit la société Indigo Infra. Celle-ci s'est engagée à créer, dans un délai de deux mois à compter de la notification du contrat, une société dédiée à l'exécution de la délégation, qui lui sera substituée dans ses droits et obligations en qualité de délégataire.

Ce rapport présente également les principales caractéristiques et l'économie générale du contrat de Délégation de Service Public qu'il est proposé de conclure avec le candidat retenu.

La durée du contrat d'affermage est fixée à 7 ans à compter de sa notification, pour tenir compte de l'amortissement des investissements demandés au délégataire. Le contrat de Délégation de Service Public confie à l'attributaire l'exploitation du parking Estienne d'Orves sis à Marseille, à ses risques et périls. Le délégataire se rémunérera à titre principal par la perception des tarifs sur les usagers.

Les tarifs sont listés en annexe 11 du contrat. Ils sont révisés chaque année selon une formule d'indexation prévue contractuellement. Au titre de la mise à disposition des équipements, le délégataire versera annuellement à La Métropole une redevance annuelle révisable, composée d'une part fixe et d'une part proportionnelle au chiffre d'affaires global hors taxe.

Au vu de l'exposé qui précède et du rapport annexé, il est proposé au Conseil de la Métropole :

- d'approuver le choix du délégataire pour l'exploitation du parking Estienne d'Orves, sis à Marseille ;

- d'approuver le contrat de Délégation de Service Public et ses annexes dont les principales caractéristiques et l'économie générale sont décrites dans ledit rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération relatif à l'approbation du choix du délégataire du contrat de délégation de service public pour l'exploitation du parking d'Estienne d'Orves à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 047-215/19/CT

■ Approbation du programme de l'opération de réparation de l'Ouvrage d'Art Saint-Pierre

Avis du Conseil de Territoire DMET 19/17224/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Dans le cadre de la création des lignes de Tramway à Marseille, le Bureau de la Communauté Urbaine approuvait, par délibération n° TRA 6/613/BC du 15 octobre 2004, le marché relatif à la réalisation d'un ouvrage d'art de franchissement des voies ferrées à Saint Pierre, de ses murs en retour et son mur de soutènement.

Au début de l'exploitation de la ligne en juillet 2007, l'exploitant RTM a constaté un affaissement au droit du remblai sud de l'ouvrage, puis une déformation des rails. Afin de garantir la sécurité de la circulation dans la zone considérée, ledit exploitant a imposé un ralentissement de la vitesse de circulation des rames de 60 à 20 Km/h.

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a saisi le juge des référés du tribunal administratif de Marseille en janvier 2008 afin qu'il désigne un expert. Par ordonnance du 25 mars 2008, Mr Daniel Ginoux a été désigné expert-judiciaire en vue de décrire la nature et l'étendue des désordres affectant l'ouvrage d'art et d'indiquer les travaux à effectuer d'urgence en vue d'assurer la continuité de l'exploitation du tramway.

L'expert a ainsi ordonné l'exécution de mesures conservatoires.

Pour ce faire, la Communauté Urbaine a conclu un marché de travaux ayant pour objet la remise en sécurité provisoire de la voie ferrée au droit de l'ouvrage d'art Saint Pierre. Ce marché a été approuvé par délibération du 19 décembre 2008 pour un montant total de 606 064.82 d'euros HT, soit 724 853.52 d'euros TTC.

En parallèle, en vue d'éviter un risque de dégradation supplémentaire de cet ouvrage et de ses abords, il a été convenu de prévoir la réparation définitive de cet ouvrage, à frais avancés.

Ainsi, par délibération n° DTUP/09/CC du 26 mars 2009, il a été affecté à cette opération, une autorisation

de programme spécifique d'un montant de 1 000 000 d'euros TTC, porté à 1 500 000 euros TTC au budget primitif 2010.

Des missions et des frais, d'expertises complémentaires, d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de maîtrise d'œuvre et des travaux ont été prévus. Pour le lancement des marchés correspondants, l'autorisation de programme initiale de 1 500 000 euros a été portée à 6 500 000 euros TTC, soit une augmentation d'autorisation de programme de 5 000 000 d'euros en 2011 entérinée par délibération n° DTUP/11/CC du 28 mars 2011.

L'expert judiciaire a rendu son rapport définitif en avril 2014 dans lequel il conclut que les désordres constatés sont bien de nature à compromettre la solidité de l'ouvrage et à le rendre impropre à sa destination.

Une requête en référé provision et indemnitaire a été déposée par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en juin 2016. Par une ordonnance en date du 3 octobre 2016, le juge des référés a rejeté la demande de provision considérant qu'elle était sérieusement contestable au sens de l'article R.541-1 du CJA.

Par jugement du 19 juin 2018, le tribunal administratif de Marseille a rejeté la requête au titre de la garantie décennale tendant à obtenir réparation du préjudice causé par les désordres constatés.

La Métropole Aix-Marseille-Provence venant aux droits de la CUMPM a interjeté appel dudit jugement. L'instruction est actuellement pendante devant la Cour administrative d'appel de Marseille.

En parallèle, un marché public de mandat de maîtrise d'ouvrage n°Z17-129 relatif aux missions d'études et de réalisation des travaux de réparation de l'ouvrage a été conclu avec la RTM le 20 décembre 2017.

Ainsi, pour poursuivre l'opération, en qualité de maître d'ouvrage, il y a lieu d'approuver le programme pour les études et travaux de réparations définitives et pérennes de confortement des voies tramway et ouvrages connexes à proximité de l'ouvrage d'art Saint Pierre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Loi n°85-704 du 12 juillet 1985, article 2 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la mission d'expertise de l'expert judiciaire Mr Daniel Ginoux sur la constatation des désordres sur le site de l'ouvrage d'art Saint Pierre est achevée depuis le dépôt de son rapport final en avril 2014,
- Les conclusions de l'expert judiciaire sur l'évaluation du coût des travaux nécessaires à réparer les désordres,
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence venant aux droits de la CUMPM a interjeté appel du jugement du tribunal administratif de Marseille du 19 juin 2018,
- Qu'un marché public de mandat de maîtrise d'ouvrage n°Z17-129 relatif aux missions d'études et de réalisation des travaux de réparation de l'ouvrage a été conclu avec la RTM le 20 décembre 2017,
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est maître d'ouvrage de l'opération,
- Qu'il convient d'approuver le programme portant sur les études et travaux liés à cette opération en vue de procéder à la réparation définitive de l'ouvrage d'art Saint Pierre, à frais avancés, dans l'attente du versement des indemnités résultant de ladite procédure,
- Que ces travaux feront l'objet d'un marché de conception-réalisation sous mandat de maîtrise d'ouvrage RTM.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le programme de l'opération de réparation de l'ouvrage d'art Saint-Pierre.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 049-216/19/CT

■ Approbation du principe d'une Délégation de Service Public pour le renouvellement de l'exploitation du réseau de transport de la Direction de proximité Centre Nord-Ouest - réseau Bus de l'Etang et Libebus et desservant les communes de Carry-le-Rouet, Sausset-Les-Pins et Châteauneuf-les-Martigues

Avis du Conseil de Territoire DGMOB 19/17402/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

En application de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes situées sur son territoire, la compétence en matière d'organisation de la Mobilité et est à ce titre Autorité organisatrice de la Mobilité Durable sur son ressort territorial.

Les transports publics au niveau national sont marqués par une dégradation de leurs conditions de financement. C'est également une réalité sur le territoire métropolitain notamment en raison de spécificités telles qu'un périmètre vaste à l'urbanisation discontinue, un étalement périurbain, des recettes commerciales faibles, un fort attachement culturel à la voiture, une politique tarifaire peu dynamique et une forte congestion des réseaux de voirie urbains et périurbains, se traduisant par une vitesse commerciale faible et irrégulière.

La Métropole doit d'agir sur les leviers qui permettent de réduire sensiblement les coûts, retrouver des marges de manœuvre et pouvoir ainsi financer le développement des transports.

La Métropole cherche ainsi à obtenir les meilleurs services au meilleur coût économiquement possible. Il est donc opportun, à chaque échéance de contrat de réfléchir au périmètre le plus pertinent et de mettre en concurrence les services publics qu'elle exerce et de remettre ainsi à plat les coûts de production.

A l'occasion de l'échéance de la délégation de service public des Bus de l'Etang, à l'est de l'étang de Berre, la Métropole a souhaité redéfinir un périmètre plus pertinent et cohérent. Il est ainsi apparu opportun afin de bénéficier d'économies d'échelles de regrouper un certain nombre de « réseaux » permettant de réduire le nombre de procédures et ainsi faciliter la gestion et l'optimisation des coûts de structure mais aussi des coûts de production de l'offre de transport. Ce périmètre élargi permettra aux réseaux de taille plus modeste de bénéficier de la même qualité de service que ceux de plus grande envergure au meilleur coût au vu de la mutualisation des moyens.

En effet, le réseau des Bus de l'Etang est exploité aujourd'hui par la société Autobus de l'Etang du groupe Transdev dans le cadre d'une convention de délégation du service public conclue pour une durée d'exécution de 8 ans à compter du 1er janvier 2012 dont le terme est fixé au 31 décembre 2020

Compte tenu de l'échéance au 31 décembre 2020 de la convention de délégation de service public, il appartient à la Métropole de :

- décider du futur mode de gestion du service public de transport urbain sur le périmètre du réseau des bus de l'Etang, du réseau Libebus du bassin de mobilité de Salon de Provence ainsi que des communes de Carry-le-Rouet, Sausset-Les-Pins, et Châteauneuf-les-Martigues, périmètre élargi de la direction de proximité centre nord-ouest.
- de convoquer et réunir les instances décisionnelles pour que la nouvelle exploitation de ce service soit opérationnelle au plus tard le 1^{er} janvier 2021,

Le présent rapport reprend les orientations prises pour l'exploitation du service telles qu'elles résultent de la démarche d'analyse des différentes options et scénarii de gestion envisageables pour ce bassin de mobilité. Cette démarche d'analyse s'est appuyée d'une part sur :

- Les études préalables menées
- L'enquête Origine Destination réalisée en 2018.

Et d'autre part sur :

- La démarche de concertation engagée auprès des usagers dans le cadre du Plan de Déplacement Urbain, en parallèle des études de programmation d'un réseau mieux intégré au territoire Métropolitain.

Le présent rapport présente les données suivantes :

- Principales caractéristiques de l'actuel réseau de transport
- Etudes des modalités d'organisation et modes de gestion retenus

- Consistance des services attendus et orientations posées par la Métropole
- Caractéristiques principales du contrat d'exploitation à passer
- Principales modalités de consultation

1/Principales caractéristiques des services de transports concernés

Les services sont exploités par divers contrats :

- Convention de délégation de service public passée avec la société des Autobus de l'Etang (Groupe Transdev) pour les lignes du bassin de déplacement des Bus de l'Etang décomposées en 16 lignes régulières, 33 circuits scolaires, 5 secteurs de Transport à la demande, 1 service de transport à la demande réservé aux PMR.
Cette convention de délégation du service public du Réseau des Bus de l'Etang a été signée le 26 décembre 2012 pour une durée d'exécution de 8 ans à compter du 1er janvier 2012, elle prend fin au 31 décembre 2020.
- Accord cadre passé avec la société Car Postal pour les lignes Libébus du bassin de mobilité de Salon de Provence composé de 15 lignes régulières, 3 navettes de centre-ville, 5 doublages scolaires, 3 secteurs de TAD, 1 service de TAD PMR
- Accords cadre passés avec différents opérateurs pour l'exploitation de circuits scolaires du bassin de mobilité de Salon de Provence (clause de réexamen)
- Accord cadre passé avec la société SUMA pour les lignes du secteur de la côte bleue décomposées en 5 lignes régulières, 2 secteurs de TAD

Ces services de transport s'entendent sur 28 communes représentant une superficie de 845 Km² et une population de 299 384 habitants. Le nombre de kilomètres effectués sur ces lignes en 2018 est de l'ordre de 6,1 millions pour 5,12 millions de voyages effectués.

Afin d'assurer l'ensemble des services, les exploitants disposent fin 2018 d'un parc de 192 matériels roulants composé de cars, bus moyen et minibus.

A l'échéance de l'actuel contrat de délégation de service public, le patrimoine de la Métropole comptera :

- Un dépôt complet constitué d'une aire de stationnement des bus, d'un atelier de réparation-maintenance, d'une station-service gasoil et de distributeurs charges rapide et lente GNV et des locaux abritant le personnel administratif (Vitrolles)

- 2 pôles d'échanges (Salon de Provence gare et Vitrolles Pierre Plantée)
- 2 agences commerciales « Boutiques mobilité » (Vitrolles, Marignane)
- 1 parc relais (Salon de Provence).

Les objectifs de la politique tarifaire générale menée par la Métropole visent à conquérir une nouvelle clientèle, à fidéliser l'usager des transports en commun, développer l'intermodalité, simplifier la grille tarifaire pour une meilleure lisibilité par les usagers.

A ce jour, la gamme tarifaire du réseau métropolitain est composée de Pass Métropolitains (tout public, scolaire, étudiant, sénior) et d'une gamme et des abonnements différents selon les bassins de mobilité.

Conclusion :

La Métropole s'inscrit dans une volonté constante de promouvoir l'intermodalité sur l'ensemble de son ressort territorial, en tenant compte des spécificités de celui-ci, de son organisation et des nouveaux besoins des habitants qu'il dessert ainsi que de l'évolution des équipements et des rythmes de déplacements induits.

La conjugaison et l'organisation des différents modes de déplacement (cars, bus, BHNS, navettes électriques, midi et minibus) permettent d'articuler efficacement ces derniers afin de proposer une alternative au « tout voiture » tout en s'inscrivant, de manière pérenne, au centre de la stratégie de « transition énergétique » de la Métropole.

La gestion des différentes composantes des services décrites doit être regardée en termes de complémentarités nécessaires au bon fonctionnement d'un réseau efficient.

2/Etudes des modalités d'organisation et modes de gestion retenus

L'Autorité Organisatrice de la Mobilité Durable est libre de décider du mode de gestion qu'elle estime le plus approprié pour la gestion du service public de transports urbains. Le mode de gestion choisi doit permettre d'assurer notamment un niveau élevé de qualité, de sécurité et d'accessibilité, l'égalité de traitement ainsi que la promotion de l'accès universel et des droits des usagers en matière de services publics

Plusieurs types de modes de gestion peuvent être envisagés :

- **La gestion en régie** qui peut prendre 3 formes :

a) La régie directe n'ayant aucune autonomie financière, ni organe de gestion, ni personnalité juridique propre, a été écartée puisqu'elle n'est pas possible s'agissant d'un service public industriel et commercial (article L. 2221-4 du CGCT).

b) La régie dotée de la seule autonomie financière, par laquelle la collectivité gère directement le service et au sein de laquelle les personnels sont soumis au droit administratif. Un budget annexe doit être institué ainsi qu'un conseil d'exploitation.

Ce mode de gestion a été écarté, l'avantage de maîtriser le service s'effaçant devant les inconvénients liés au poids d'une gestion entièrement publique et du risque, notamment commercial, exclusivement assumé par l'Autorité Organisatrice.

Cependant, a été examiné ci-après l'avantage que présenterait le recours à une régie dite « personnalisée ».

c)La régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière qui se voit confier tout ou partie des missions de contrôle et/ou d'exploitation du service public (établissement public industriel et commercial, EPIC, juridiquement distinct de l'autorité Organisatrice au sein duquel le personnel à l'exception du directeur et du comptable public sont soumis au droit privé). Bien que soumis au droit privé, l'EPIC a l'obligation de passer des marchés pour ses besoins propres et bien que son budget soit indépendant de celui de la Métropole, il applique les règles de la comptabilité publique.

En principe, la régie à personnalité morale et à autonomie financière impose la création d'un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), auquel les prérogatives d'autorité organisatrice et le pouvoir décisionnel sont généralement largement transférés y compris en terme de fixation des tarifs.

Il convient de rappeler que le Règlement européen sur les Obligations de Service Public (ROSP 2007 - article 7) encadre les conditions dans lesquelles l'Autorité Organisatrice doit contrôler son opérateur interne.

La Métropole en tant qu'organisatrice de la Mobilité Durable sur son ressort territorial dispose de 2 opérateurs internes, la RTM, opérateur historique sur le périmètre marseillais et la RDT 13 depuis le transfert des compétences transport du Département vers d'autres collectivités ; la Métropole étant devenue l'Autorité de rattachement de la RDT13. Cet EPIC était chargé d'exploiter les services de transport public de personnes du Département des Bouches du Rhône.

Confier la gestion du service public de transport présente des avantages organisationnels et opérationnels une stabilité de gestion car non tributaire des aléas du marché, une souplesse de gestion grâce au lien direct avec la gouvernance de la personne publique et une autonomie juridique et financière déchargeant la Métropole de la gestion de l'activité entièrement tournée vers le service public et l'intérêt général., L'EPIC en qualité d'opérateur interne réalise ainsi pour le compte de la Métropole toutes les opérations de l'activité de transport tant en recettes qu'en dépenses. Le choix de ce mode de gestion

apparaît adapté dans le secteur des transports, où la politique tarifaire incitative de la Métropole est largement en deçà du coût du service.

Pour autant, dans un contexte budgétaire contraint, la Métropole est confrontée à des freins propres à son territoire conséquences d'une urbanisation discontinue et d'un fort étalement urbain dont le premier impact est un coût élevé du service de transport pour l'autorité organisatrice.

Dans le cas présent, la métropole a souhaité redécouper les périmètres pertinents des bassins de mobilité. Il est ainsi apparu opportun afin de bénéficier d'économies d'échelles de regrouper un certain nombre de contrats permettant d'en faciliter la gestion et d'optimiser les coûts de production.

Le périmètre géographique a donc été redessiné pour permettre une mutualisation des moyens. Les coûts de production de ce périmètre agrégé n'étant pas connu, il apparaît opportun que la métropole consulte largement différents opérateurs afin de pouvoir bénéficier des meilleurs coûts et de la meilleure organisation possible.

C'est dans cet objectif de recherche d'économies et d'optimisation des moyens, qu'ont donc également été examinées les solutions d'externalisation ci-après exposées.

- **La gestion externalisée** qui est un acte statutaire ou contractuel par lequel l'Autorité Organisatrice de la Mobilité confie la gestion du service public.

a) Gestion externalisée statutaire : Il s'agit d'une société à capital majoritairement public (SEML), ou totalement public comme la SPL (Société Publique Locale) dont les interventions respectivement énumérées par les articles L.1521-1 et L. 1531-1 du Code Général des Collectivités Territoriales recouvrent notamment l'exploitation des services publics à caractère industriel et commercial. Enfin la SEMOP (Société d'économie mixte à opération unique, qui est une nouvelle forme de partenariat public-privé créé par la Loi n° 2017-744 du 1er juillet 2014 peut également être créée pour la conclusion et l'exécution d'un contrat dont l'objet est la gestion d'un service public pouvant inclure la construction ou l'acquisition des biens nécessaires au service.

La création d'une SEML qui doit être mise en concurrence ne garantissant par l'obtention du contrat d'exploitation du service public, l'intérêt de recourir à ce type de structure a dans le cas d'espèce été écarté.

La SEMOP a également été écartée compte tenu qu'elle constitue un dispositif nouveau dont la mise en œuvre, est méconnue.

Enfin, la création d'une SPL n'est pas apparue opportune compte tenu des formalités nécessaires à sa création et à l'existence de deux opérateurs

internes, la RTM et la RDT13, sur lesquels la Métropole exerce déjà, seule, un contrôle analogue à celui qu'elle exerce sur ses propres services. De plus, la participation d'une collectivité ou d'un groupement de collectivités à une SPL est conditionnée par l'exercice de l'ensemble des compétences sur lesquelles porte l'objet social de la SPL (CE, 14 novembre 2018, Syndicat mixte pour l'aménagement et le développement des Combrailles, n° 405628 405690, B.). Les services de transport concernés sont de la compétence exclusive de la Métropole condamnant ainsi toute création de SPL.

b) Gestion externalisée contractuelle : Il s'agit d'un opérateur privé (autres que les entreprises publiques ci-dessus) qui via la conclusion d'une convention se voit confier la gestion du service de transport. Ce contrat peut prendre la forme d'un marché public de services ou d'un contrat de concession, en l'occurrence d'une convention de délégation de service public.

b1) Le marché public : la Métropole peut conclure, avec un ou plusieurs opérateurs économiques, un marché public ayant pour objet l'exécution des prestations du service public de transport. Le titulaire ne tire pas sa rémunération du droit d'exploiter le service mais du versement, par la collectivité, d'un prix, habituellement forfaitaire dans le cadre des marchés publics de transport (coût kilométrique par exemple), qui couvre les charges d'exploitation de l'entreprise sur la base d'une offre de service donnée et ce, sans aucun lien en théorie avec les résultats commerciaux fonction de la fréquentation. Quels que soient les résultats de son activité, le prestataire n'en subira donc pas les conséquences financières et sera rémunéré à hauteur du prix contractuellement défini dans l'acte d'engagement.

Ce mode de gestion a été écarté principalement parce qu'il suppose que la collectivité dispose des finances suffisantes pour assumer intégralement la prise en charge de l'ensemble des frais d'établissement du service et d'acquisition des biens nécessaires à leur exploitation. De même, il fait peser sur l'Autorité Organisatrice, le risque d'exploitation, notamment commercial, du service. A noter que, les conditions de mise en concurrence ne permettent pas la négociation et sont ainsi susceptibles d'induire des « prix agressifs » entraînant de facto une exécution incertaine des prestations quant à la qualité attendue ainsi que l'application des mesures coercitives du contrat, source de différends contractuels qui ne résoudraient pas le défaut de qualité supporté directement sur l'utilisateur.

B2) La délégation de service public : le titulaire se voit confier à ses risques et périls l'exploitation du service de transport. Dans le cadre de cette délégation le concessionnaire qui agit pour son compte peut être chargé ou non de construire un ouvrage et/ou d'acquérir des biens nécessaires au service.

L'article L.1121-1 du Code de la Commande Publique définit le contrat de concession comme un contrat par lequel une ou plusieurs autorités concédantes confient l'exécution de travaux ou la gestion d'un service à un ou plusieurs opérateurs économiques, à qui est transféré un risque lié à l'exploitation de l'ouvrage ou du service, en contrepartie soit du droit d'exploiter l'ouvrage ou le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix. La part de risque transférée au concessionnaire implique une réelle exposition aux aléas du marché, de sorte que toute perte potentielle supportée par le concessionnaire ne doit pas être purement théorique ou négligeable. Le concessionnaire assume le risque d'exploitation lorsque, dans des conditions d'exploitation normales, il n'est pas assuré d'amortir les investissements ou les coûts, liés à l'exploitation de l'ouvrage ou du service, qu'il a supportés.

Conformément à l'article L.1121-3 du Code de la Commande Publique, la délégation de service public mentionnée à l'article L. 1411-1 du Code Général des Collectivités Territoriales est une concession de services ayant pour objet un service public et conclue par une collectivité territoriale, un établissement public local, un de leurs groupements, ou plusieurs de ces personnes morales.

L'exploitation du réseau de transport objet de la présente délibération étant qualifiée de service public par la loi, il convient donc de qualifier le contrat de contrat de délégation de service public.

Le poids financier et les contraintes d'entretien et de maintenance d'un parc de matériels roulants conséquent (192 véhicules), la construction d'un dépôt, la gestion de la transition énergétique, induisent inévitablement des charges importantes que la Métropole souhaite limiter en externalisant à un opérateur privé spécialisé avec lequel s'ouvriront de grandes possibilités de négociation orientées sur des économies d'échelles et un modèle économique fondé sur des coûts d'exploitation réalistes non déconnectés de la réalité économique.

Le nouvel environnement normatif des concessions avec la mise en œuvre de clauses de réexamen précises et non équivoques peut en outre s'avérer un levier efficace à l'avantage du service public dans le cadre des négociations.

En outre, la construction d'un dépôt sur le secteur de Salon de Provence, permettra le transfert à l'opérateur privé d'une mission globale regroupant le financement et la construction de l'ouvrage sous maîtrise d'ouvrage privée, ce qui est un gage de réactivité et de souplesse pour la programmation de l'investissement.

En effet, si en gestion déléguée, le coût du service payé par l'Autorité Délégante comporte des frais de structure spécifiques tels que l'assistance technique du groupe ou la politique de rémunération du

personnel, ce coût est également construit sur des économies d'échelle et sur du retour sur investissements auxquels l'Autorité Organisatrice ne pourrait accéder seule. De ce point de vue, la mise en concurrence du service à exploiter sur le marché offre à l'Autorité Organisatrice l'opportunité d'accéder via une société dédiée à des coûts de revient avantageux qui peuvent être ceux de grands groupes opérant également à l'International. Ces avantages concernent des charges d'exploitation minorées comme le carburant ou les pneumatiques qui grâce à des effets de seuils obtenus par l'opérateur privé sur ses achats mutualisés bénéficie indirectement à l'Autorité Organisatrice même si le délégataire répercute dans sa rémunération le risque porté par lui dans l'exploitation du réseau qui lui est confiée.

Certains avantages fiscaux tels que les aides à la formation des personnels roulants, des taux de CVAE plus favorables, des mesures fiscales telles que le suramortissement pour l'acquisition de véhicules propres permettent également à l'autorité déléguée de bénéficier indirectement d'avantages accordés à l'opérateur privé qui en tant que concessionnaire est exploitant fiscal.

Enfin, concernant les véhicules nécessaires et recherchant les meilleures réponses aux obligations tirées de la Loi de transition énergétique pour la croissance verte qui dès 2020 exigent que le parc en renouvellement présente 50% de matériels à faibles émissions il a été considéré qu'une mise en concurrence suivie d'une négociation devrait permettre d'accéder à un plan pluriannuel d'investissement optimisé.

En matière de contrôle du service délégué les nouvelles dispositions réglementaires sur l'accès aux données d'exploitation dite « open data » sont de nature à limiter l'asymétrie de la relation contractuelle entre délégant et délégataire, neutralisant de fait un des avantages préexistants de l'internalisation.

Au vu des éléments qui précèdent, il est apparu que ce mode de gestion présentait plus d'avantages que d'inconvénients.

Deux modes gestion, ont donc été étudiés à partir de 4 critères : technico-économique, savoir-faire commercial, financier et transfert de risque : la délégation de service public de type concessif d'une part et la régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière d'autre part au regard des services publics, objets du présent rapport dont les coûts sont difficiles à anticiper, et nécessitent un savoir-faire technique et commercial important :

- Exploitation d'un réseau commercial
- Participation au projet d'extension du BHNS et son exploitation future
- Mise en œuvre de la transition énergétique à l'ensemble du parc concerné
- Construction d'un dépôt sur le bassin de mobilité de Salon de Provence

- Gestion de pôles d'échanges et de parcs relais
- Mise en place de solutions innovantes

• Critère technico-économique :

Eu égard aux objectifs temporels concernant l'attractivité du réseau (les usagers se révèlent très sensibles à l'impact des transports urbains sur leur qualité de vie et attendent que le service soit sans délai à la hauteur du prix payé), la Métropole a recherché dans les modes de gestion pressentis la mise en œuvre de deux leviers :

L'innovation : Des moyens de transport qui permettent aux usagers d'accéder aux dernières innovations est une garantie d'une meilleure qualité de vie grâce à des moyens de déplacement propres. Il est ainsi attendu du nouvel exploitant des innovations pour satisfaire à l'objectif d'accroissement de l'attractivité du réseau.

La maîtrise des aspects techniques de lignes régulières qui demain seront exploitées également avec des matériels à faible émissions (GNV) ou électriques, représente en effet un enjeu qu'il convenait de prendre en considération dans le choix du mode de gestion.

L'anticipation des coûts : La réduction des coûts au kilomètre ne peut se limiter à la seule question du coût d'exploitation, la maintenance notamment peut représenter jusqu'à 50% du roulage, de même l'achat ou le remplacement d'un matériel roulant n'induit pas que des coûts directs. L'organisation du service exploité suppose donc des coûts indirects qu'il convient de limiter, de ce point de vue la délégation de service public sur un périmètre élargi est apparue la plus efficiente, car la contractualisation va permettre à la Métropole de mettre en concurrence et de négocier des coûts de possession (coût d'acquisition, coût énergétique, coût moyen de maintenance préventive) qui en gestion directe sont incompressibles et pèsent sur le coût final du service pour une durée de vie d'un matériel généralement estimée à 12 ans.

La métropole souhaite bénéficier du savoir-faire et de l'ingénierie des groupes opérateurs de transport en matière de construction de l'outil de production à savoir un dépôt sur le bassin de Salon de Provence. Il est en effet envisagé de confier les études et la construction de ce dépôt et que l'outil soit un bien de retour à la métropole. La maîtrise du foncier et le positionnement stratégique des dépôts sont en effet un élément indispensable à la maîtrise des coûts car il permet de limiter les kilomètres improductifs dits hauts le pied mais aussi de ne pas être tributaire d'un opérateur et permettre une meilleure concurrence à l'échéance des contrats.

En conséquence, au regard du critère technico-commercial, il est apparu opportun de confier à un délégataire mis en concurrence la commercialisation de l'ensemble des lignes.

- **Critère du savoir-faire commercial :**

Gérer un réseau de transport urbain est une activité commerciale tournée au quotidien vers la recherche de nouveaux clients et la satisfaction de leurs besoins. C'est une activité qui s'inscrit dans un vaste mouvement d'ouverture à la concurrence qui dépasse le cadre Métropolitain et qui se faisant touche l'attractivité même du territoire.

L'exercice de cette activité dans le champ concurrentiel ne fait aujourd'hui plus débat, d'autant qu'avec le développement des modes de déplacements alternatifs et les grands chantiers de modernisation des infrastructures l'usager n'est pas captif.

Le savoir-faire commercial est donc primordial. Au-delà d'une exploitation performante des lignes, l'équilibre du service dépendra également de la capacité du gestionnaire à optimiser l'exploitation du réseau ; en effet, plus nombreux sont les usagers empruntant le réseau de transport, plus la charge d'amortissement du réseau est répartie, donc plus faible rapportée à l'usager. Cette activité de commercialisation et de promotion du réseau présente donc pour l'exploitant une part non négligeable d'un risque industriel et commercial que la Métropole ne souhaite pas assumer compte tenu notamment de l'impératif d'efficacité du service public.

En conséquence, au regard du critère relatif au savoir-faire commercial, il est apparu opportun de confier à un délégataire mis en concurrence la commercialisation de l'ensemble des lignes.

- **Critère financier :**

L'objectif poursuivi sur ce périmètre élargi par rapport au périmètre de l'actuelle DSP et des marchés publics en cours est de parvenir à une gestion efficace consistant à produire le meilleur service au moindre coût.

La gestion d'un réseau de transport repose sur deux variables principales nécessaires à la production kilométrique : le personnel de conduite et l'outil de production dont le matériel roulant.

Or, il est à noter que cette seconde variable pourrait peser demain de manière plus importante dans la production kilométrique pour répondre aux exigences de la Loi de transition énergétique qui impose à l'autorité organisatrice, en cas de renouvellement de son parc d'autobus et d'autocars, d'acquiescer ou d'utiliser dans la proportion de 50% du renouvellement en 2020 puis de 100% en 2025, des véhicules à faibles émissions : véhicules électriques ou électriques-hybrides ou roulant au gaz avec 20% de biogaz..

De surcroît, il est à noter que la modernisation des matériels roulants affectés à l'exploitation des services de transport est un élément incitatif majeur pour l'usager des transports en commun.

Au regard du critère financier, la gestion déléguée sous forme concessive est apparue la plus opportune,

également parce les opérateurs privés de ce secteur d'activité bénéficient de tarifs de location ou d'acquisition des véhicules auxquels seuls les professionnels du secteur accèdent. L'optimisation de ces charges répercutées ainsi de manière indirecte sur le versement effectué par l'Autorité déléguée est apparue comme un avantage qui ne pourrait être obtenu si la Métropole procédait elle-même aux investissements nécessaires à l'exécution du service.

Par Ailleurs, les professionnels du secteur ont la capacité de mobilisation pour répondre de manière efficace et rapide à une demande d'augmentation du nombre de véhicules de l'autorité déléguée.

De surcroît, une gestion par un contrat permet de préserver de manière suffisante la capacité d'emprunt de la Métropole.

Sur ce critère et notamment sur la base de cette composante essentielle des coûts il est apparu que la gestion déléguée mettant à la charge du délégataire la constitution du parc de matériels roulants et la construction d'un dépôt, était le mode de gestion le plus pertinent pour le futur réseau.

- **Critère du transfert de risque :**

Dans le cadre d'une DSP, le délégataire s'engage sur les coûts d'exploitation (charges) et sur les recettes commerciales. Ainsi, sont délégués à l'exploitant l'intégralité du risque dit industriel sur l'évolution des dépenses de l'exploitation, et le risque commercial sur l'évolution des recettes de l'exploitation.

Le délégataire assure sa rémunération à partir des recettes commerciales de manière substantielle et d'une contribution forfaitaire fixée au début et pour toute la durée du contrat (à offre kilométrique constante et hors révision).

S'agissant des charges, le coût du personnel est un élément important. Sur ce volet social, la métropole reste vigilante quant au respect des obligations légales en matière de gestion du personnel dans le cadre des différentes conventions collectives qui régissent la profession au travers du cahier des charges. Elle choisit cependant de transférer ce risque vers un délégataire plutôt que de le conserver à travers une gestion par un opérateur interne.

Conclusion :

Sur la base des éléments qui précèdent et dans un contexte budgétaire contraint, l'objectif Métropolitain de développer les transports publics, impose de jouer sur notamment trois leviers, une politique tarifaire volontariste, des coûts de production compétitifs, et une vitesse commerciale permettant de concurrencer la voiture particulière.

Il s'agit pour la Métropole d'obtenir les meilleurs services au meilleur coût. Il apparaît donc opportun, à

l'échéance des contrats susvisés de mettre en concurrence les opérateurs sur le marché dans les meilleures conditions d'efficacité du service public.

La Métropole fait ainsi le choix de conserver une diversité d'opérateurs de transport et la possibilité d'utiliser chacun d'eux dans son domaine de pertinence, en veillant à pouvoir comparer en toute transparence les avantages des uns et des autres.

Dans le cas présent, le redécoupage des périmètres pertinents des bassins de mobilité du secteur Centre-Nord-ouest est également apparu opportun pour bénéficier d'économies d'échelles et de possibilité de réutilisation des moyens matériels, via le regroupement des contrats.

La Métropole escompte ainsi optimiser le contrôle, le suivi et la gestion des services autant que les coûts de production in fine obtenus, ces derniers n'étant cependant pas connus de manière certaine sur le nouveau périmètre, il est apparu opportun d'en transférer le risque dans le cadre d'une procédure avec négociation que seule la concession dans la forme d'une délégation de service public autorise. L'objectif in fine est un niveau élevé de qualité, de sécurité et d'accessibilité, d'égalité de traitement ainsi que la promotion de l'accès universel et des droits des usagers en matière de service de transport public de voyageurs sur tout le territoire.

Afin d'agir sur les leviers identifiés ci-avant pour réduire sensiblement les coûts, retrouver des marges de manœuvre et pouvoir ainsi financer le développement des transports publics, la délégation à un opérateur privé est apparue la solution la plus efficace à court et moyen terme.

Au regard des 4 critères développés ci-dessus la Métropole propose de recourir à une délégation de service public qui confie au délégataire la gestion de différents services de transport, la fourniture du parc de véhicules nécessaire à l'exploitation des lignes régulières devant assurer la transition énergétique, la gestion des pôles d'échange et parcs relais ainsi que la construction d'un dépôt pour le bassin de mobilité de Salon de Provence.

Ce choix est apparu après analyse le plus opportun pour assurer notamment un niveau élevé de qualité, de sécurité et d'accessibilité, l'égalité de traitement ainsi que la promotion de l'accès universel et des droits des usagers en matière de service de transport public de voyageurs.

3) Consistance des services attendus et orientations données par la Métropole

L'objectif de la Métropole en confiant à un délégataire l'exploitation technique et commerciale du service de transport est de proposer aux usagers des transports en commun un service moderne et attractif. L'exploitant répondra au programme de la Métropole

dans un objectif d'amélioration constante et d'harmonisation de la qualité de service avec la garantie de la continuité du service public.

Objet et description de la mission d'exploitation :

La mission d'exploitation vise les services de transport urbains sur le périmètre de la Direction de Proximité Centre Nord-Ouest (réseaux des Bus de l'Etang et Libebus) étendu aux communes de Carry le Rouet, Châteauneuf les Martigues et Sausset les pins.

Le délégataire sera responsable de la bonne gestion du service qu'il assure seul. La mission d'exploitation du réseau que lui confie l'Autorité délégante met à la charge de l'exploitant :

- La responsabilité des opérations de transport des voyageurs y compris l'acquisition des véhicules dans le respect des dispositions relatives à la transition énergétique,
- L'entretien et la maintenance du parc relais de Salon de Provence et des pôles d'échange de Salon de Provence et de Vitrolles,
- La gestion du personnel,
- La relation commerciale et contractuelle avec les usagers,
- La gestion et la rémunération des dépositaires du réseau,
- Les obligations dues au titre de l'activité de transport urbain de voyageurs, aux administrations fiscales et sociales, ainsi qu'aux organismes spécialement dédiés aux différents contrôles de cette activité,
- La garde du matériel et la surveillance de l'état des biens mis à disposition par l'autorité délégante
- L'entretien, la maintenance, les travaux de grosses réparations des installations et équipements nécessaires à l'exploitation et mis à disposition par l'autorité délégante à l'exclusion des poteaux d'arrêt et des abribus
- Le déménagement du dépôt des Estroublans à celui de l'Anjoly à Vitrolles
- La construction d'un dépôt sur le bassin de mobilité de Salon de Provence adapté à la transition énergétique et son aménagement
- L'aménagement, l'entretien et la maintenance des dépôts et des bâtiments annexes mis à disposition par l'autorité délégante à l'exception des travaux de grosses réparations et de gros entretien qui permettent de prolonger la durée de vie de ces biens immobiliers relevant du propriétaire,
- La gestion des espaces à usage commercial (boutiques mobilité)

- L'application du plan de maintenance des matériels roulants qu'il est chargé de fournir
- Le conseil technique et toute action de formation pour aider ou parfaire la maîtrise des services confiés,

Objet et consistance des services attendus

Dans l'objectif d'amélioration et d'optimisation du service l'Autorité Organisatrice structure son réseau afin de faciliter l'intermodalité aux usagers et d'inciter à l'usage des transports en commun. L'exploitant organise et propose des conditions de mise en œuvre des services de transport pour atteindre ces objectifs.

Les services de transport de voyageurs confiés sont notamment les suivants :

- Exploitation (gestion technique et commerciale), commercialisation et promotion des lignes régulières de transport urbain du réseau, internes au périmètre géographique
- Exploitation, commercialisation et promotion de la prestation de transport des scolaires internes au périmètre géographique du réseau,
- Exploitation, commercialisation et promotion de la prestation de transport à la demande y compris en soirée en fin de semaine, y compris la gestion de la centrale de réservation et des services de transport dédiés aux Personnes à Mobilité Réduite.

Le kilométrage prévisionnel du réseau délégué au démarrage de la convention est estimé environ 6 120 000 km/an en charge tenant compte de l'extension du périmètre géographique mais pas de l'intégration de certains circuits de transport scolaire actuellement exploités au travers d'accords cadre qui font l'objet de clauses de réexamen.

L'autorité organisatrice ambitionne d'adapter progressivement le réseau selon les principes d'organisation suivants :

- Hiérarchisation et optimisation des lignes et circuits scolaires
- Limitation des superpositions de services métropolitains
- Proposition de dessertes plus efficaces : trajets plus directs
- Développement des transports de proximité « innovants et interactifs »
- Proposition d'un transport à la demande plus performant et optimisé pour les secteurs peu denses
- Desserte adaptée vers les zones d'emplois
- Privilégier les lignes régulières pour le transport des scolaires

- Promouvoir un réseau respectueux de l'environnement

Des modifications ultérieures du réseau délégué et leurs conséquences financières et contractuelles seront gérées au travers des clauses de réexamen prévues à cet effet dans le projet de convention.

En tant qu'Autorité Organisatrice, la Métropole privilégie une approche systémique de la mobilité sur son ressort territorial qui repose sur la mutualisation des outils existants comme le SAEIV (Système d'Aide à l'Exploitation et à l'Information Voyageurs) ou le système billettique qu'elle met à disposition du délégataire. Dans ce cadre les missions de ce dernier sont les suivantes :

- Réalisation des opérations d'installation et de câblage des systèmes embarqués mis à disposition,
- Entretien et maintenance de premier niveau des systèmes billettiques, d'exploitation et d'information des voyageurs mis à disposition,
- Contrôle des flux de fréquentation à l'aide du système billettique
- Prise en charge des interfaces nécessaires au transfert de l'ensemble de la topologie du réseau réalisée sur son outil de gestion et d'exploitation propre
- Financement, fourniture, entretien et maintenance des véhicules de transport public et élaboration d'un plan pluriannuel de renouvellement conforme aux dispositions de l'article 37 de la Loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte et du décret 2017-23 du 11 janvier 2017. Le nombre de véhicules nécessaires à l'exploitation du réseau délégué au démarrage de la concession est estimé à environ 192 véhicules (hors et circuits scolaires du bassin de mobilité de Salon de Provence).

Dans une logique de cohérence technique et fonctionnelle, d'autres prestations concourant à la mobilité des habitants sur le périmètre géographique susvisé sont confiées au délégataire. Elles sont les suivantes :

Gestion, entretien et maintenance (hors gros entretien et remplacement des bâtiments et infrastructures de voirie) des parkings relais et pôles d'échange situés sur le périmètre géographique du réseau défini ci-dessous soit :

- pôles d'échanges de Salon-de-Provence et Vitrolles ;
- parcs relais de Salon.

Et dans le cadre d'une clause de réexamen, cette mission pourra être étendue à des parkings relais

supplémentaires dans des conditions financières établies sur le fondement d'un bordereau des coûts unitaires contractuel adapté aux différents types de parkings relais.

Information des voyageurs sur supports numériques (Borne d'information voyageurs et écrans) et physiques (poteaux d'arrêt, abribus et dans les P+R et pôles d'échanges) par la conception et la distribution des supports qui comprend l'information multimodale de tous les réseaux

Le délégataire aura la charge d'animer et rémunérer un réseau de dépositaires ainsi que 3 agences commerciales (boutiques mobilité) mise(s) à disposition par l'autorité délégante.

Dans le cadre d'une clause de réexamen, des services connexes seront présentés par le délégataire afin de répondre aux objectifs multimodaux de l'Autorité Organisatrice. Ces services connexes innovants tels que véhicules en libre-service, co-voiturage organisé, vélo en libre-service, Transport à la demande innovant pourront être développés progressivement selon un plan d'actions proposé. La clause de réexamen encadrera les conditions financières de la mise en œuvre de ces services connexes sur le fondement de cadres de coûts individualisés pour lesquels toutes les composantes seront déterminées à l'exception des quantités.

La Métropole dans son rôle de facilitateur des déplacements et de promoteur du transport en commun pourra autoriser le délégataire, après accord expresse, à effectuer des activités annexes et accessoires dont notamment : le transport en commun des usagers lors des manifestations et événementiels organisées par les opérateurs publics ou privés en charge de l'animation des pôles culturels, sportifs ou touristiques implantés sur le périmètre géographique du réseau délégué.

D'une manière générale, le délégataire sera tenu d'assurer la continuité du service public de transports urbains, sauf en cas de force majeure. Il contribuera également aux objectifs de développement durable poursuivis par la Métropole.

4) Principales caractéristiques du contrat à passer

En application de l'article L1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Métropolitain statue sur le choix de la délégation de service public au vu d'un rapport présentant les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire.

L'objet du contrat vise d'une manière générale l'exploitation des services de transport dans le respect des principes d'égalité de traitement des usagers et de continuité du service public de transports urbains sur le périmètre géographique visé.

Afin de répondre de manière efficiente aux besoins des usagers, le contrat d'exploitation qui sera passé avec le futur délégataire comporte un objectif d'optimisation du pilotage économique et de l'ajustement du service de transport urbain en continu.

Le contrat permettra de faire progresser les services délégués au fil des besoins et sur la durée du contrat grâce à des clauses de réexamen claires précises et non équivoques décrivant selon les services pressentis l'encadrement de leur rémunération sur le fondement exclusif des coûts définis initialement au contrat.

Pour atteindre les objectifs fixés par le contrat, l'exploitant conservant son autonomie de gestion aura toute latitude pour définir et mettre en œuvre à ses risques et périls les moyens appropriés, il contracte à cet égard une obligation de résultat doublée d'une obligation d'information et d'un devoir d'alerte vis-à-vis de l'Autorité délégante.

Pour contrôler cette obligation de résultat et préserver une relation partenariale, le contrat prévoira un système de mesure factuel de la performance selon des plans d'action établis dans une démarche globale « gagnant-gagnant ».

En particulier, et dans cet esprit, le contrat d'exploitation définira les mécanismes contractuels encadrant la mission du délégataire, les prestations mises à sa charge.

Durée du contrat d'exploitation :

La durée, eu égard aux investissements mis à la charge du délégataire est de 9 ans, à compter de la date d'entrée en vigueur du contrat. Une clause de réexamen spécifique prévoira les conditions dans lesquelles le contrat pourra se poursuivre au-delà de 9 ans dans la limite d'une année complémentaire.

Conditions financières et rémunération du délégataire :

Le délégataire se verra transférer le risque lié à l'exploitation du service.

Sa rémunération prendra principalement la forme d'un versement de l'autorité organisatrice :

- Tenant compte des obligations de service public qui lui sont imposées ;
- Basé sur un engagement ab initio de charges qui constituera le risque industriel supporté par le délégataire ;
- Minoré d'un engagement de recettes acquittées par les usagers sur lequel sera basé son risque commercial.

La délégataire s'engagera également sur les recettes annexes (amendes, publicité etc...).

La convention pourra prévoir des modalités de reversement des recettes à l'autorité organisatrice dans le cas où ces dernières dépasseraient les

prévisions définies dans la convention, au-dessus d'un seuil et selon un taux définis contractuellement.

Elle pourra également prévoir un mécanisme d'intéressement basé sur la qualité du service, la fréquentation et l'évolution de la fraude.

Les tarifs ainsi que les conditions d'évolution de ces tarifs seront fixés dans le contrat. Ces tarifs seront établis selon les principes suivants :

- Respect du principe d'égalité de traitement des usagers devant le service public,
- Convergence Métropolitaine progressive
- TVA à taux intermédiaire à la mise en service du contrat
- Compensation des tarifs sociaux
- Chambre de compensation qui encadre et définit les mécanismes de répartition des recettes entre la métropole et ses opérateurs de mobilité.

- **Clauses de réexamen**

La convention comprendra plusieurs clauses de réexamen permettant de faire évoluer au cours de la concession les caractéristiques des prestations à assurer ou les conditions d'exécution de la convention.

En première approche, il est prévu des clauses de réexamen portant sur :

- La prolongation d'un an de la durée de la convention
- L'évolution des tarifs dans le cadre de l'harmonisation des tarifs des réseaux de transports gérés par la Métropole non encore définie
- L'évolution du réseau délégué
- L'intégration éventuelle de circuits scolaires
- L'évolution du réseau suite à la mise en œuvre progressive du Réseau Express Métropolitain et l'intégration éventuelle des lignes « Le Car »
- L'évolution de la composition du parc de véhicules, pour permettre l'utilisation de véhicules de type hybride, électrique, fonctionnant au gaz naturel et non affectés au départ dans la délégation ou encore pour répondre à une évolution importante de la fréquentation
- L'exploitation de nouveaux parkings-relais
- La mise en œuvre expérimentale ou pérenne de services connexes et innovants tels que le covoiturage intégré, l'autopartage, des véhicules et vélos en libre-service et des navettes autonomes

- La modification des conditions d'exploitation du pôle d'échange de Vitrolles dans le cadre d'une éventuelle reconfiguration ;

- L'exploitation de la liaison en site propre entre la gare SNCF de Vitrolles – Airbus hélicoptères et l'Aéroport Marseille Provence en mode routier ou par câble.

Ces clauses seront claires, précises et sans équivoque et seront encadrées financièrement pour permettre leur mise en œuvre effective dans un cadre financier préétabli.

Conditions d'exécution du service :

Le délégataire devra prendre toutes les assurances nécessaires pour couvrir l'ensemble des responsabilités dont il a la charge au regard des missions qui lui seront confiées et en produira copie à l'autorité délégante.

L'autorité délégante remettra au délégataire un ensemble de biens meubles et immeubles affectés à la délégation selon un inventaire mis à jour qui sera préalablement communiqué aux candidats puis revu de façon contradictoire avec l'attributaire de la délégation.

Cet inventaire mis à jour annuellement, comportera notamment :

- Le dépôt de Vitrolles ainsi que ses équipements indissociables tels que les équipements lourds de l'atelier de maintenance (ponts élévateurs, station carburant Gazole, station lavage, recyclage, extracteur gaz d'échappement, distributeurs charge rapide GNV et distributeurs et perches équipant les quais pour un rechargement en GNV en charge lente...),
- Le matériel billettique, logiciels et équipements embarqués, terminaux de travail et ordinateur,
- Le SAEIV, logiciels, équipements embarqués et ordinateurs,
- Les sanitaires au terminus des lignes,
- Le parking relais de Salon de Provence et les pôles d'échanges de Salon de Provence et Vitrolles
- Les boutiques mobilité (Marignane, Salon de Provence, Vitrolles).

Le délégataire devra se doter de l'ensemble des autres moyens matériels nécessaires à l'exécution des prestations qui lui sont confiées et notamment du matériel roulant. Il devra en outre assurer le déménagement du dépôt des Estroublans vers le nouveau dépôt situé à l'Anjoly à Vitrolles. Il aura également à sa charge l'aménagement de ce nouveau dépôt.

A l'issue de la construction du dépôt du bassin de mobilité de Salon de Provence, le délégataire prendra aussi à sa charge l'aménagement et assurera le déménagement.

Il devra également faire son affaire du remisage des véhicules, en sus des dépôts mis à sa disposition par l'autorité délégante.

Le délégataire fera son affaire de l'éventuelle reprise du personnel actuellement affecté à l'exploitation des services qui lui sont confiés selon les dispositions légales applicables. Il devra par ailleurs s'engager à affecter à l'exécution des prestations qui lui sont confiées l'ensemble du personnel nécessaire, que ce personnel soit repris du précédent exploitant ou issu de nouveaux recrutements.

Relations avec les usagers :

Les relations entre les usagers et le délégataire seront définies dans le règlement de transport urbain métropolitain.

Il sera contractuellement prévu des dispositifs d'information en direction des usagers.

Société dédiée :

Afin de permettre le contrôle des comptes de la délégation de service public, le délégataire retenu constituera une société dédiée au service public délégué pour l'exécution du contrat d'exploitation.

Rôle de l'autorité délégante :

La Métropole, autorité délégante, en sa qualité d'Autorité Organisatrice de la Mobilité Durable sur son ressort territorial au sens des articles L.1231-1, L.1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du Code des Transports et en application de l'article 18 de la NOTRe décide de confier par voie de concession, le service public de transport urbain sur le périmètre de la Direction de Proximité Centre Nord-Ouest – réseaux Bus de l'Etang et Libebus et étendu aux communes de Carry le Rouet, Sausset les Pins et, Châteauneuf les Martigues à un ou des opérateurs privé(s) après publicité et mise en concurrence conformément à l'ordonnance 2016-65 et au décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016 pris pour son application.

La Métropole conservera un droit d'information et de contrôle permanent du service concédé, qui s'exercera notamment au travers du rapport prévu à l'article L.3131-5 du Code de la Commande Publique. Des sanctions (pénalités, résiliation, mise en régie) seront prévues par le contrat pour assurer le respect des obligations du délégataire.

Conformément à l'article L.3131-5 du Code de la Commande Publique, le délégataire produira chaque année un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à

l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des ouvrages ou des services. Le contrat de concession à passer prendra toutes dispositions pour que ce rapport permette en outre d'apprécier les conditions d'exécution du service tant en quantité qu'en qualité.

Dans un souci constant de la continuité du service de transports publics de voyageurs, quelles que soient les circonstances (grèves, manifestations, pics de pollution...) la Métropole dans son rôle d'Autorité Organisatrice veillera à ce qu'une offre de transport soit mise en place le cas échéant aux frais et risques de l'exploitant défaillant.

A l'impératif de continuité du service public s'ajoute celui de son efficacité, de son efficience et de sa qualité.

Ainsi, l'autorité délégante s'est dotée des moyens d'assurer un suivi financier et technique lui permettant de procéder à des contrôles directs, grâce auxquels les deniers publics seront mieux gérés et les besoins des usagers satisfaits de manière plus efficiente. L'autorité délégante suivra les indicateurs techniques et financiers, via des agents dûment mandatés par ses soins ou par un organisme tiers.

La délégation de l'exploitation du service de transport public permettra également à la Métropole de développer des démarches répondant aux exigences du développement durable notamment sur la dimension environnementale (limitation des émissions de gaz à effet de serre...).

Pour ce faire, la Métropole sensible aux innovations entend apporter sa contribution notamment au travers d'expérimentations que le contrat à passer prévoira d'opérer, comme à titre d'exemple la desserte du 1^{er} ou dernier kilomètre le cas échéant via des véhicules autonomes...

5/ Principales modalités de consultation

La procédure de consultation sera organisée dans le cadre des nouvelles dispositions du code de la commande publique et du Code général des collectivités territoriales.

La procédure retenue sera une procédure ouverte, impliquant que les candidats déposent en même temps leur candidature et leur offre.

Cette consultation fera l'objet de l'insertion d'un avis d'appel public à la candidature dans les publications suivantes :

- Journal officiel de l'Union européenne (JOUE),
- Bulletin officiel des annonces de marchés publics (BOAMP),
- Une revue spécialisée dans les services de transport urbains

Les entreprises intéressées seront invitées à retirer un dossier qui comprendra principalement :

- un règlement de candidature.

- un projet de contrat et ses annexes décrivant les caractéristiques quantitatives et qualitatives des prestations ainsi que les exigences de la future délégation ;
- un document programme.

Les données de base de la consultation seront celles définies au projet de contrat et, en particulier, les prestations et conditions de tarification qui y seront spécifiées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le code de la Commande Publique.
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics locaux du 7 mai 2019.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire e Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 050-217/19/CT

■ Approbation du Schéma d'Accessibilité Programmée des Transports des communes des Pennes Mirabeau et Vitrolles réseau urbain - Bus de l'Etang -

Avis du Conseil de Territoire DGMOB 19/17399/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La loi N°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées imposait la mise en accessibilité des réseaux de transport pour 2015.

Devant la difficulté de l'ensemble des Autorités Organisatrices de Mobilité (AOM) à tenir cette échéance et compte tenu des difficultés de mise en œuvre de cette loi, une ordonnance puis plusieurs décrets (les derniers datés du 4 novembre 2014) ont précisé les priorités, la méthode et les contenus du Schéma d'Accessibilité Programmée (Sd'AP).

La Métropole doit de se mettre en conformité avec la réglementation. À cette fin le Schéma d'Accessibilité Programmée (Sd'AP) des Transports correspondant aux communes du réseau urbain des « Bus de l'Etang » (Les Pennes Mirabeau et Vitrolles) a été rédigé et est soumis à l'approbation du Conseil Métropolitain. Les autres communes composant le réseau urbain des « Bus de l'Etang » ont été intégrées dans le Sd'AP de la Communauté Urbaine de Marseille (pour les communes de Marignane Gignac-La-Nerthe et Saint Victoret) et le Sd'AP de la Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance (pour les communes de Berre l'Etang, Velaux et Rognac).

En conséquence, ces documents seront remis après approbation du Conseil Métropolitain aux services concernés de l'État.

La rédaction du Sd'AP des communes des Pennes Mirabeau et Vitrolles (du réseau de transport urbain « Bus de l'Etang ») a été l'occasion d'établir une véritable programmation dans la mise en accessibilité des points d'arrêt, année par année sur les 3 prochaines années.

Ces deux communes, comptabilisent 391 points d'arrêt, dont 258 ont été identifiés comme prioritaires conformément aux caractéristiques établies par le décret en vigueur N°2014-1323.

Sur les 258 arrêts identifiés comme prioritaires 74 arrêts répondent aux conditions légales d'une

Impossibilité Technique Avérée (ITA) et 76 sont considérés comme accessibles.

La Métropole doit programmer sur les trois prochaines années les travaux de mise en accessibilité correspondant aux 108 arrêts restants non accessibles sur ces deux communes pour un montant prévisionnel total de 680 400 € HT.

Scénario retenu à partir de la notification d'approbation par les services de l'Etat :

	Année 1	Année 2	Année 3
Nombre d'arrêts sur la commune des Pennes Mirabeau	11	3	24
Nombre d'arrêts sur la commune de Vitrolles	11	13	46
Montant prévisionnel à engager	138 600 € HT	100 800 € HT	441 000 € HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 051-218/19/CT

■ Attribution d'une subvention pour l'année 2019 à l'association RAMDAM pour la promotion du vélo, de la marche et des transports en commun

Information du Conseil de Territoire

DPMOD 19/17401/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information aux Conseils de Territoire.

L'association Rassemblement d'Associations pour les Modes de Déplacements Alternatifs – RAMDAM a pour objet d'être une force de propositions pour le développement du vélo, de la marche et des transports publics sur le territoire métropolitain. Elle coordonne six associations spécialisées dans la promotion des modes actifs (ADAVA- APROVEL-LVDE- Action vélo- Vélo sapiens et CVV).

L'association a déposé une demande de subvention pour une action spécifique d'organisation d'une rencontre publique à Marseille « *le vélo dans tous ses états, quelle place pour le vélo dans le Département et la Métropole ?* ».

Les objectifs de cette action sont les suivants :

- Mettre en valeur et assurer le suivi du plan vélo de la Métropole ;
- Montrer la volonté du réseau associatif et de la Métropole de voir enfin « le système global vélo » mis en œuvre de façon planifié avec un financement pérennisé ;
- Présenter le vélo « dans tous ses états » (services, emplois, transition écologique, tourisme, santé, aménagement du territoire...);
- Informer les collectivités (techniciens, élus), les associations d'entreprises, le réseau des bénévoles ;
- Favoriser les rencontres tout au long de la journée d'échanges.

Au vu des objectifs de l'action proposée par l'association RAMDAM et de leur cohérence avec les objectifs inscrits au sein de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine, il est proposé de soutenir l'association RAMDAM pour la réalisation de cette action.

Il est proposé d'accorder une aide d'un montant de 3200 euros TTC à cette association, sous la forme d'une subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention pour l'année 2019 à l'association RAMDAM pour la promotion du vélo, de la marche et des transports en commun

PROX 052-219/19/CT

■ Attribution d'une subvention pour l'année 2019 au profit de l'association Collectif Vélos en Ville - CVV - Approbation d'une convention

Information du Conseil de Territoire DPMOD 19/17396/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence

L'association Collectif Vélos en Ville - CVV - a pour objet de sensibiliser, de former et de faire participer le public le plus large possible au développement de la

pratique du vélo en ville. L'association compte environ 200 bénévoles et 1600 adhérents et dispose d'un local sur Marseille centre-ville.

Outre l'organisation de balades à vélo et l'animation d'un atelier de réparation solidaire, elle propose des vélos écoles adultes et des actions de sensibilisation à la pratique du vélo en ville auprès d'un large public. En parallèle, elle participe à des réunions régulières avec la Métropole sur la question des aménagements cyclables et des services vélos en ville.

En complément d'un soutien à son fonctionnement global, l'association a déposé, pour l'année 2019, une demande de subvention spécifique pour l'organisation de la fête du vélo.

Au vu des objectifs et actions de l'association et de leur cohérence avec les objectifs inscrits au sein de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine, il est proposé de soutenir cette association suivant des modalités définies dans la convention d'objectif pour l'année 2019.

Il est ainsi proposé d'accorder une aide d'un montant de 20 000 euros TTC en fonctionnement global et de 20 000 euros TTC en fonctionnement spécifique à cette association, soit la somme de 40 000 euros TTC, sous la forme d'une subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de

compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération de l'attribution d'une subvention pour l'année 2019 au profit de l'association - Collectif Vélos en Ville - CVV – Approbation d'une convention.

PROX 053-220/19/CT

■ Demandes de subvention relative au lancement d'une étude de préfiguration d'une Zone à Faibles Emissions dans la Métropole Aix-Marseille-Provence

Information du Conseil de Territoire DPMOD 19/17403/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information aux Conseils de Territoire.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Par délibération du 15 décembre 2016, le Conseil Métropolitain a approuvé l'Agenda de la Mobilité de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Un des axes importants de l'Agenda de la Mobilité est lié aux enjeux que représente la qualité de l'air au niveau sanitaire, économique et réglementaire. La politique de Mobilité de la Métropole se donne ainsi comme objectif la mise en œuvre d'actions permettant d'agir sur les flux et l'environnement pour moins de congestion et moins de pollution sur son territoire. La

pollution chronique correspond à des niveaux de polluants dans l'air durant des périodes de temps relativement longues. Elle s'exprime généralement par des moyennes de concentrations sur une année. Il s'agit de niveaux de pollution auxquels la population est exposée le plus longtemps et auxquels il est attribué l'impact sanitaire le plus important.

Deux procédures précontentieuses européennes ont été engagées à l'encontre de la France pour non-respect des valeurs limites de particules (PM10) et azote (NO2) et insuffisance des plans d'actions. L'agglomération Aix-Marseille est visée par ces deux contentieux.

En effet selon AtmoSud, 12 % des habitants de la Métropole (227 000 personnes) sont exposés à des teneurs supérieures aux valeurs limites (polluants NO2 et PM10). Les secteurs les plus sensibles sont le centre urbain de Marseille (220 000 personnes exposées) et les quartiers sud-ouest d'Aix en Provence (7 000 personnes) ainsi que les autoroutes, les axes à forte circulation et les secteurs à proximité des pôles industriels.

Lors du Conseil de Métropole du 18 octobre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est engagée à mener une étude de préfiguration pour évaluer les impacts d'un projet de mise en place d'une Zone à faibles Emissions notamment dans le centre de Marseille.

Les zones à faibles émissions sont des territoires dans lesquels, une interdiction d'accès est instaurée, le cas échéant sur des plages horaires déterminées, pour certaines catégories de véhicules qui ne répondent pas à certaines normes d'émissions et donc qui ont un impact nocif sur la santé des résidents de l'ensemble du territoire. Ce type de mesure vise à réduire la pollution chronique et le nombre d'habitats exposés. Les zones à faibles émissions reposent sur le système des vignettes Crit'Air.

Il est actuellement possible de mettre en œuvre ce dispositif selon l'article L.2213-4-1 du CGCT et le décret 2016-847 du 28 juin 2016, sous l'appellation « zone à circulation restreinte (ZCR) ». Le gouvernement a prévu de proposer dans le cadre de la future loi d'orientation des mobilités de remplacer ce terme par « zone à faibles émissions » sans modifier le cadre réglementaire de mise en œuvre.

Le projet de la Métropole est composé de deux volets :

- Un volet réglementaire pour les études de préfiguration ZFE selon la réglementation en place et comprenant

- ✓ Une évaluation de la population concernée par les dépassements ou le risque de dépassement des normes de qualité de l'air ;
- ✓ Une évaluation des émissions de polluants atmosphériques dues au transport routier sur la zone concernée ;
- ✓ Une évaluation de la proportion de véhicules concernés par les restrictions et, le cas échéant, les dérogations prévues ;
- ✓ Une évaluation des réductions des émissions de polluants atmosphériques attendues par la création de la zone à circulation restreinte.

- Un volet sociologique pour évaluer les impacts sociaux de la mise en place d'une ZFE et élaborer des mesures d'accompagnement pour en réduire l'impact sur les populations les plus défavorisées qui sont nombreuses dans le centre de Marseille.

Planning des études :

- ✓ Démarrage de l'étude : début 2019
- ✓ Durée de l'opération : 18 mois

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) souhaite accompagner financièrement les Métropoles et les EPIC au travers de l'Appel à Projets (AAP) « Accompagnement pour déployer des zones à faibles émissions pour améliorer la qualité de l'air » visant la réalisation de tous travaux permettant de préfigurer une « ZFE ». La Métropole Aix-Marseille-Provence a sollicité l'ADEME, dans le cadre de cet AAP, pour bénéficier d'une subvention de 140 000 euros HT destinée à l'aider financièrement à coordonner et animer cette étude.

Une réponse du comité de sélection a été envoyée le 21 février 2019 à la Métropole, précisant que le projet de la Métropole a retenu toute l'attention du comité de sélection de l'appel à projet ZFE et pourrait être soutenu à hauteur de 70 000 euros HT (assiette des dépenses éligibles = 100 000 euros maximum). Les démarches de contractualisation du projet seront prochainement lancées.

La présente délibération vise à approuver le plan de financement modifié—de ce projet et à autoriser la demande de subvention auprès du Département des Bouches-du-Rhône, et à signer tous les documents y afférents.

Le plan de financement prévisionnel d'un montant total de 200 000 euros HT est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	ASSIETTE DES DEPENSES ELIGIBLES	MONTANTS SOLLICITES	TAUX SUR MONTANT TOTAL DES DEPENSES DE 200 000 euros HT
ADEME	70%	100 000 euros HT	70 000 euros HT	35%
DEPARTEMENT DES BOUCHES –DU- RHÔNE	70%	100 000 euros HT	70 000 euros HT	35%
METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE	30%	200 000 euros HT	60 000 HT euros	30%
		TOTAL	200 000 euros HT	100%

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur « Demandes de subvention relative au lancement d'une étude de préfiguration d'une Zone à Faibles Emissions dans la Métropole Aix-Marseille-Provence ».

Commission "Vie Economique"

VECO 001-221/19/CT

■ **Approbation d'un dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises et du règlement d'attribution y afférent**

Avis du Conseil de Territoire DPEAT 19/17254/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Doté d'un tissu productif dynamique et diversifié, et bénéficiant de plusieurs filières d'excellence en expansion, le territoire métropolitain offre de réelles opportunités de développement pour ses entreprises. Dans ce contexte, l'Agenda du Développement Économique métropolitain, voté en 2017, prône le soutien à la création d'emplois et une politique volontariste de soutien à l'industrie, afin de conforter

la capacité du territoire à créer de la valeur ajoutée. Par ailleurs, la Métropole tient à proposer une offre d'accompagnement à chaque étape de la vie d'une entreprise.

L'Agenda du Développement Économique prévoit ainsi la mise au point progressive d'un système d'aides homogène sur l'ensemble de son territoire. À ce jour, l'assemblée délibérante s'est prononcée en faveur de l'abondement de projets de R&D collaboratifs et de la création du dispositif Aix-Marseille-Provence Amorçage (AMPA). Une convention cadre avec la Région Sud est également en cours de signature, afin de permettre à la Métropole de cofinancer, le cas échéant, des projets économiques relevant de la compétence de la Région.

En complémentarité de l'action en matière de foncier économique, il est aujourd'hui proposé de déployer, à l'échelle de la Métropole, le dispositif d'aide à l'immobilier mis en œuvre jusqu'à présent sur le territoire du Pays d'Aix. Une politique de portée métropolitaine paraît d'autant plus justifiée que les aides à l'investissement immobilier s'inscrivent dans le cadre de la compétence propre de la Métropole, en complémentarité des dispositifs de soutien régionaux aux entreprises.

Point sur la réglementation en vigueur

La Loi NOTRe du 7 août 2015 a modifié la répartition des compétences entre les différents échelons territoriaux, précisant notamment le cadre d'intervention complémentaire de la Région et des EPCI. Le soutien à l'investissement immobilier des entreprises représente désormais une compétence propre des EPCI. S'appuyant sur le décret n°2016-733 du 2 juin 2016 actualisant le régime des aides à l'investissement immobilier et à la location d'immeubles accordées aux entreprises par les collectivités territoriales et leurs groupements, le Code Général des Collectivités Territoriales a intégré ces nouvelles dispositions à travers son article L1511-3, qui souligne que l'aide a pour objet la création ou l'extension d'activités économiques, et R1511-4/ et suivants. Par ailleurs, l'aide à l'investissement immobilier des entreprises s'inscrit dans le cadre du Schéma régional de développement économique, d'internationalisation et d'innovation (SRDEII), approuvé par la délibération métropolitaine ECO 002-1776/17/CM du 30 mars 2017, conformément aux dispositions de l'article L.4251-17 du CGCT.

Il convient de noter également que les articles R1511-10 à R1511-16 admettent, sous certaines conditions, le soutien aux projets immobiliers de grandes entreprises en zone AFR. Enfin, les taux réglementaires de l'aide à l'immobilier sont en adéquation avec le cadre réglementaire européen et plus particulièrement le Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014.

Objectifs et fondement du dispositif d'aide à l'immobilier

D'importants efforts sont aujourd'hui consentis en faveur du développement des filières d'excellence et du soutien à l'innovation. Néanmoins, la compétitivité et le développement des entreprises passent aussi par l'amélioration du cadre et des conditions de travail. Nombreuses sont les TPE ou PME qui, à défaut de locaux appropriés, sont freinées dans leur développement mais aussi dans leur relation client avec les donneurs d'ordre. Par ailleurs, l'investissement immobilier tend à ancrer durablement sur le territoire les entreprises, notamment en permettant l'extension de leurs surfaces d'activités.

La Métropole Aix-Marseille-Provence propose ainsi de favoriser, moyennant un soutien financier, le développement et l'emploi des Petites entreprises (effectifs inférieurs à 50 salariés et chiffre d'affaires annuel ou dont le total du bilan annuel est inférieur à 10 millions d'euros), Moyennes entreprises (effectifs inférieurs à 250 salariés et chiffre d'affaires annuel inférieur à 50 millions d'euros ou dont le total du bilan annuel est inférieur à 43 millions d'euros) et des Grandes entreprises (effectifs supérieurs à 250 salariés et chiffre d'affaires annuel supérieur à 50 millions d'euros ou dont le total du bilan annuel est supérieur à 43 millions d'euros), seulement si elles se trouvent sur des zones d'Aide à Finalité Régionale, fixées par le décret n°2014-758 du 2 juillet 2014. Le versement de l'aide est soumis à certaines conditions réglementaires. Sont exclusivement concernées par ce dispositif les entreprises industrielles ou de services à l'industrie, issues prioritairement des 6 filières d'excellence retenues dans le cadre de l'Agenda du Développement Économique (Santé, Maritime et logistique, Mécanique et aéronautique, Industries numériques et créatives, Environnement et énergie, Art de vivre et tourisme), sans oublier les entreprises de l'industrie agroalimentaire.

Quatre types de projets sont concernés par ce dispositif :

- achat d'un terrain et construction,
- acquisition de locaux professionnels,
- extension d'un bâtiment existant,
- réhabilitation d'un bâtiment existant.

Modalités de mise en œuvre

Le dispositif proposé se traduirait par l'attribution d'une subvention, faisant l'objet d'une convention d'application spécifique, fixant les engagements de chaque partie. La subvention est versée, selon le montage du projet, à la société exploitante, à la Société Civile Immobilière (SCI), ou à un crédit-bailleur. Il s'avère en effet que de très nombreuses entreprises choisissent le passage par une SCI, répondant ainsi notamment à une exigence de la part des banques, dans un souci de partage des risques. Dans ce cas, la subvention est versée à la SCI

(titulaire du prêt bancaire), dans le cadre d'une convention tripartite entre la collectivité, la société exploitante et la SCI. La société exploitante s'acquittant d'un loyer auprès de la SCI, la subvention est répercutée sur le montant du loyer (en général durant les premières années).

Il est à noter que si l'opération fait intervenir une société à vocation immobilière de type SCI, le capital de celle-ci doit impérativement être détenu majoritairement par les actionnaires majoritaires de la société bénéficiaire de l'aide et exploitant les locaux. Une attention particulière sera portée à ce point au moment de l'instruction du dossier.

La subvention pourrait également être versée à une société de crédit-bail, dans le cadre d'une convention tripartite voire quadripartite (en cas de présence d'une SCI). Cette option est parfois issue des négociations entre la structure porteuse et les banques. La subvention est répercutée sur le montant des annuités du crédit-bail.

Dans le respect des dispositions réglementaires, l'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne peut dépasser un taux d'intervention de 20 % pour les Petites entreprises et de 10% pour les Moyennes entreprises. En zone AFR, ces proportions peuvent atteindre 30 % pour les Petites entreprises et 20 % pour les Moyennes entreprises. Dans le cas d'une grande entreprise située en zone AFR, et à titre exceptionnel, le taux maximal d'intervention est fixé à 10 %. Dans la limite de cette réglementation, les taux d'intensité de l'aide appliqués à chaque dossier apparaîtront dans les conventions d'application.

Compte-tenu du contexte budgétaire, il est proposé de plafonner l'aide à 200.000€ par entreprise. Un déplafonnement pourrait être envisagé à titre exceptionnel notamment si le projet assurait la création de plus de 50 emplois. Ce déplafonnement se fera dans le respect des taux réglementaires.

Ce dispositif d'aide est conditionné par la création d'emplois en CDI (augmentation des ETP au minimum de 10 % sur 3 ans). Dans certains cas, le simple maintien d'emplois pourrait être pris en compte. L'entreprise devra présenter un projet de développement visant l'augmentation du chiffre d'affaires et de l'activité de l'entreprise. Le choix de la Métropole tiendra compte également de l'éventuelle démarche de qualité environnementale, qu'il s'agisse d'une démarche globale sur la phase conception réalisation et fonctionnement du type Bâtiment Durable Méditerranée ou HQE ou, à défaut, de la réalisation d'investissements favorisant les économies d'énergies ou basés sur les énergies renouvelables. L'octroi de la subvention donnera lieu à une convention d'application.

L'enveloppe maximale allouée est limitée aux montants des autorisations de programme et des crédits de paiement votés.

Une proposition de règlement du dispositif est annexée au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La volonté de la Métropole de soutenir l'économie productive et de favoriser son ancrage sur le territoire.
- Le souhait de la Métropole de faciliter la vie des entreprises, en proposant une offre d'accompagnement adaptée à chaque étape de leur parcours.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole relatif à l'approbation d'un dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises.

Cette proposition mise aux voix est adoptée .

VECO 002-222/19/CT

■ Approbation de la Stratégie Métropolitaine de l'Immobilier de bureaux

**Avis du Conseil de Territoire
DPEATSV 19/17251/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Dans le cadre de sa stratégie en matière de développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération n° ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 l'Agenda du Développement Economique, dont l'ambition est de répondre aux besoins des entreprises et ainsi contribuer au développement de l'emploi pour assurer l'attractivité de son territoire.

Pour permettre le développement des activités économiques et assurer une dynamique des projets de développement, la Métropole a souhaité engager un travail d'analyse sur le foncier et l'immobilier d'entreprises de son territoire. Deux dispositifs de travail ont été menés parallèlement en 2017 et 2018 pour permettre à la Métropole d'avoir une vision d'ensemble sur la gamme des produits immobiliers à destination des entreprises.

Par délibération n° ECO 001-5077/18/CM du 13 décembre 2018, la Métropole a adopté le dispositif de production de l'offre foncière et immobilière pour les activités productives pour les quinze prochaines années avec pour objectif de produire 1 450 hectares de foncier pour les entreprises.

Le présent rapport a pour but de compléter ce dispositif en présentant le travail mené par les agences d'urbanisme de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'immobilier de bureaux, dont l'un des objectifs de l'Agenda du Développement Economique est, en effet, d'atteindre à moyen terme 200 000m² de transactions annuelles pour développer l'emploi tertiaire.

Par cette étude, la Métropole a souhaité analyser les mécanismes du marché de bureaux, déterminer les enjeux et définir les ambitions qui lui permettront d'accroître son attractivité à l'échelle des grands marchés nationaux et internationaux et ainsi contribuer à la croissance de l'emploi tertiaire.

I/ Constats soulevés par l'analyse de l'immobilier de bureaux sur la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- Malgré les efforts en termes de production neuve d'immobilier de bureaux et de rattrapage engagés depuis vingt ans, la Métropole Aix-Marseille-Provence conserve un niveau annuel de commercialisation plus faible que d'autres métropoles françaises comparables : 130 000m² commercialisés en moyenne par an depuis 2010, contre 270 000m² pour la Métropole de Lyon par exemple.

Or, la dynamique du marché est un des principaux indicateurs d'attractivité sur les marchés nationaux et internationaux.

- Un marché en bipolarité concentré essentiellement sur les villes d'Aix-en-Provence et Marseille.

Sur les 5,5 millions de m² de bureaux, ces villes concentrent 90% du parc de la Métropole essentiellement sur deux pôles de rayonnement majeurs : Euroméditerranée et le Pôle d'Activités d'Aix-en-Provence.

Ce modèle de production, à savoir la bipolarité, perdure sur les programmes de bureaux engagés à court terme.

- Un niveau de production de bureaux neufs insuffisant et ne pouvant donc pas jouer ce rôle moteur et dynamisant pour le marché (40% des transactions annuelles sont faites dans le neuf en moyenne).
- Une profondeur de gamme du marché immobilier de bureaux insuffisante en raison de cette localisation préférentielle de la production. Il ressort une dominante de deux types de produits : le bureau-parc sur le pôle d'activité en périphérie et le bureau de type Quartier Central d'Affaires (QCA) sur des valeurs « primes ».

Or, la profondeur de gamme est également un moteur de la dynamique de commercialisation et d'attractivité et une trop forte concentration de la production sur ces deux sites ne permet d'apporter qu'une réponse partielle à la demande.

- Une desserte en transports en communs insuffisante pour assurer la desserte des polarités tertiaires. Aujourd'hui seulement 50% de la production neuve de bureaux est bien desservie par une offre de transports en commun urbains et inter-urbains.

Or, la densification économique doit s'envisager sans augmentation de la saturation routière et dans le respect des objectifs de mobilité durable de la Métropole.

II/ Enjeux et ambitions de la Métropole pour son territoire :

Les objectifs et ambitions proposés dans la stratégie métropolitaine de l'immobilier de bureaux sont :

- **Produire plus** d'immobilier de bureaux sur le territoire pour passer de 130 000m² à 200 000m² de demande placée d'ici 2030.

Pour ce faire, augmenter la production neuve d'immobilier de bureaux et ainsi passer de 60 000m²/an à 80 000m²/an d'ici 2030 (40% des 200 000m² commercialisés par an le seront dans le neuf).

- **Produire différemment**
 - Proposer une diversité dans la gamme de produits avec des prix plus variés.
 - Cette diversité passe également par une intervention sur la vacance du parc tertiaire de centre-ville des pôles urbains de la Métropole où le parc le plus ancien est très logiquement concentré.
 - Privilégier des opérations de réhabilitation dans les centres-villes pour développer un segment de gamme différent et répondre à la demande dans toute sa diversité, tant sur la nature de l'offre que sur sa localisation.
 - Le retour sur le marché d'un parc immobilier de centre-ville devenu obsolète sur les pôles urbains de la Métropole, doit être accompagné. Ces actions sont à rapprocher de la démarche Nationale et Métropolitaine engagée pour l'attractivité des centres villes dans l'ambition « Envie de Ville ». Le bureau de centre-ville est un facteur d'attractivité et de redynamisation économique, un axe structurant pour la revitalisation des centres urbains en favorisant une mixité des usages.
 - Favoriser la production de bureaux neufs dans les zones de bonne desserte. Proposer plus de cohérence entre la production

neuve et l'accessibilité sur le territoire pour assurer une desserte plus efficace des pôles périphériques les plus attractifs.

- Pour ce faire et en lien avec les ambitions de l'Agenda de la Mobilité, il convient d'améliorer la desserte des espaces périphériques attractifs, et d'éviter le développement de pôles tertiaires diffus sans cohérence avec la stratégie sur la mobilité.

- S'adapter à l'évolution des modes de travail et aux nouvelles activités et produits de bureaux qui forment la demande de demain (coworking, maker space...) pour mieux répondre à l'évolution des besoins des entreprises : utilisation croissante des outils numériques, le bureau devient plus nomade et éphémère.

- L'évolution des usages et la demande des nouvelles générations doivent être pris en compte dans la programmation de l'immobilier de bureaux : développement de bureaux aux environnements plus flexibles avec des surfaces de travail plus réduites ou des espaces de bien être sont recherchés. Ces tiers lieux s'inscrivent dans la reconquête du centre-ville et peuvent s'intégrer dans une mixité des usages.

- **Produire sur d'autres sites / Elargissement des lieux de production de bureaux**

- Réorienter la production sur d'autres polarités existantes, bien desservies en transports en commun et intégrées au tissu urbain.
 - L'émergence ou le renforcement de nouveaux pôles tertiaires, bien connectés, sur les villes d'Aix-en-Provence et Marseille devra être conditionné à la réalisation d'équipements structurants en matière de transport.
- Rééquilibrer le territoire de la Métropole et renforcer son maillage

en favorisant l'émergence et le développement de marchés secondaires dans des villes moyennes, par l'incitation à produire et commercialiser de l'immobilier de bureaux. L'action développement économique devant être relayée et mise en cohérence avec les documents de planification et la politique de mobilité durable.

➤ L'incitation à la production neuve dans les villes moyennes qui ont une fonction de « back office » ou d'économie présentielle et de proximité, doit permettre d'atteindre un doublement de la production dans ces pôles secondaires.

Plan d'actions à initier par l'action publique pour atteindre ces ambitions :

- Intégrer ces dispositions dans les documents de planification à l'échelle de la Métropole et notamment dans le Schéma de Cohérence Territoriale en cours d'élaboration et le PDU, ainsi que dans les PLU, PLUI des territoires.
- Mobiliser les outils réglementaires existants pour faciliter la réalisation de ces dispositions.
- Proposer des actions innovantes en terme de politiques publiques et des dispositifs partenariaux.
- Mieux prendre en compte l'enjeu du tertiaire en intégrant une production de bureaux dans les opérations d'aménagements urbaines.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, relative à l'approbation de l'Agenda du Développement Economique Métropolitain,
- La délibération n°TRA 001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, relative à l'approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine,
- La délibération n° ECO 001-5077/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018, relative à l'approbation du dispositif de Production de l'Offre Foncière et Immobilière à vocation économique sur le territoire de la Métropole (2018-2032) ;
- La délibération proposée au Conseil du 28 mars 2019, relative à l'approbation du programme « envie de ville »
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'Agenda du Développement Economique de la Métropole, approuvé par délibération n°ECO 001-1775 du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, a permis de définir les priorités stratégiques et un plan d'actions à mener pour répondre aux ambitions et accroître l'attractivité du territoire métropolitain ;
- Que la dynamique du marché de l'immobilier de bureaux est déterminante pour l'attractivité des investisseurs et entreprises tertiaires de services ;
- Que le développement de pôles secondaires au sein des villes moyennes, sur des fonctions présentielles, permettra de compléter le maillage à l'échelle du territoire métropolitain ;
- Que les enjeux et ambitions en termes de production de l'immobilier de bureaux doivent s'accompagner d'actions publiques volontaristes ;

- Qu'il convient d'approuver ces objectifs et ambitions en terme de production de production de l'immobilier de bureaux sur le territoire de la Métropole ;
- Qu'il convient d'approuver la synthèse relative à la Stratégie Métropolitaine de l'Immobilier de bureaux ci-jointe ;
- Que ces dispositions devront s'intégrer dans les documents de planification à l'échelle de la Métropole et notamment dans le Schéma de Cohérence Territoriale en cours d'élaboration et le PDU, ainsi que dans les PLU, PLUI des territoires.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole, relatif à l'approbation des objectifs et ambitions en matière de production de l'immobilier de bureaux sur le territoire de la Métropole et à l'approbation de la Stratégie Métropolitaine de l'Immobilier de Bureaux.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 003-223/19/CT

■ Approbation de l'avenant n°2 à la concession d'aménagement de la ZAC des Aiguilles à Ensues-la-Redonne

Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 19/17250/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Par délibération n° ECO 001-500/11/CC du 8 juillet 2011, le Conseil Communautaire a approuvé le contrat de concession d'aménagement avec la Sarl BARJANE, pour la réalisation de l'opération d'aménagement de la ZAC des Aiguilles à Ensues-la-Redonne.

Puis suivant les dispositions du contrat, la filiale ENSUA, société dédiée à l'exécution de la concession d'aménagement s'est substituée de plein droit à la Sarl BARJANE.

Par délibération n°DEV 003-059/14/CC du 21 février 2014, un avenant n°1 a été approuvé pour proroger la

durée trois années supplémentaires et porter la durée globale de la concession à 8 ans. Cet avenant a été notifié au concessionnaire en date du 14 mai 2014.

Dans le cadre de l'exécution de la concession, le concessionnaire a poursuivi les études pré-opérationnelles de l'opération d'aménagement qui ont conduit à l'adaptation des documents de planification et d'urbanisme et aux différentes autorisations administratives.

Ces documents contractuels sont annexés, par le présent avenant, au contrat de concession.

Conformément au traité de concession, le concessionnaire a également mis en œuvre les modalités d'acquisition et de libération des emprises foncières incluses dans le périmètre de la ZAC.

A ce titre et au terme d'une longue procédure, le concessionnaire a sollicité et obtenu, l'arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique et de cessibilité. Suite à des aléas judiciaires et au refus partiel de prononcer l'expropriation des terrains, des investigations complémentaires ont dû être réalisées et une enquête parcellaire complémentaire a ainsi été conduite. L'ordonnance d'expropriation des terrains devrait être prononcée au 2^{ème} semestre 2019.

Par ailleurs, des procédures contentieuses ont été introduites contre certaines autorisations obtenues (telles que la procédure de DUP et les permis de construire) or, ces autorisations sont indispensables pour réaliser les travaux d'aménagement de la ZAC et poursuivre les négociations commerciales en lien avec la cession des lots de terrain.

Dans ce contexte, il convient de conclure un nouvel avenant afin de proroger de cinq années la durée de la concession d'aménagement qui, dans le délai contractuel restant à courir ne permet pas d'achever l'ensemble des études et travaux prévus dans le programme de la ZAC, la portant ainsi du 12 septembre 2019 au 12 septembre 2024.

En conséquence, le présent avenant prévoit de prolonger la durée du contrat de concession et d'intégrer en annexe les différents arrêtés et ordonnances relatifs à la ZAC obtenus depuis la signature du précédent avenant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération n° DEV 001-500/11/CC du 8 juillet 2008 qui approuve le contrat de concession d'aménagement entre la Sarl BARJANE et la Communauté Urbaine MPM pour la réalisation de l'opération des Aiguilles à Ensues-la-redonne,
- Le contrat de concession relatif à la réalisation de cette opération et notifié le 9 septembre 2011 au concessionnaire BARJANE,
- La délibération n°DEV 002-929/13/CC du 13 décembre 2013, relative à l'approbation du Dossier de Réalisation de la ZAC des Aiguilles.
- La délibération n°AEC 004-869/13/CC du 13 décembre 2013, relative à l'approbation de la modification n°2 du PLU de la commune d'Ensues-la-Redonne,
- La délibération n°DEV 003-059/14/CC du 21 février 2014, relative à l'approbation de l'avenant n°1 à la concession d'aménagement pour la réalisation de la ZAC des Aiguilles à Ensues-la-Redonne,
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que des procédures contentieuses ont été introduites contre certaines autorisations obtenues (telles que la procédure de DUP et les permis de construire), or ces autorisations sont indispensables pour réaliser les travaux d'aménagement de la

ZAC et poursuivre les négociations commerciales en lien avec la cession des lots de terrain.

- Qu'au regard de l'avancement de l'opération d'aménagement, il apparaît nécessaire de prolonger de cinq années la durée de la concession d'aménagement qui, dans le délai contractuel restant à courir ne permet pas d'achever l'ensemble des études et travaux prévus dans le programme de la ZAC.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération du Bureau de la Métropole, relatif à l'approbation de l'avenant n°2 au contrat de concession d'aménagement de l'opération économique de la ZAC des Aiguilles à Ensues-la-Redonne, pour modifier la durée du contrat en le prorogeant de 5 années supplémentaires, pour porter la durée globale à treize années à compter de la date de notification.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 004-224/19/CT

■ Approbation de l'avenant n°3 à la convention avec la SPL La Ciotat Shipyards, relative au financement du Plan Stratégique à Long Terme sur le Domaine des Industries et Activités Maritimes de la Ciotat

Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 19/17252/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Par délibération n° DEV 013-378/11/BC du 8 juillet 2011, la Communauté Urbaine Marseille Provence a approuvé une convention de partenariat avec la SPL Semidep Ciotat, devenue SPL La Ciotat Shipyards, pour le financement du Plan Stratégique à Long Terme (PLT) sur le Domaine des Industries et des Activités Maritimes de la Ciotat.

Ce Plan stratégique à Long Terme (PLT), lié à la reconversion du site des chantiers navals de la Ciotat,

repose sur un partenariat entre les acteurs privés du site et les collectivités territoriales engagés à soutenir ce développement.

La convention n°11/1351, signée le 23 septembre 2011, fixe les modalités de financement de ce Plan stratégique à Long Terme et de versement des participations des différentes collectivités, dont l'objet est de renforcer les infrastructures portuaires pour accueillir plus de yachts et d'activités sur le site.

Ce Plan Stratégique à Long Terme avait également pour objectif de permettre d'atteindre un doublement du nombre des entreprises accueillies, un doublement du chiffre d'affaires réalisé (de 50 millions à 100 millions d'euros) et un doublement de l'emploi (de 500 à 1 000 emplois).

Un premier avenant à cette convention a été approuvé par délibération n°DEV 002-031/12/BC en date du 13 février 2012, pour tenir compte de l'état d'avancement de l'opération et du réajustement du calendrier des dépenses, conduisant ainsi à la fixation de nouvelles modalités de versements de la participation pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Par délibération n°DEV 003-704/13/CC en date du 31 octobre 2013, un avenant n°2 à la convention a été approuvé pour tenir compte des évolutions réglementaires européennes en matière de financement public et modifier les dépenses d'entretien et de réalisation des infrastructures dites « de base ».

Les financements publics portent essentiellement sur les travaux de construction et d'aménagement de la Grande forme, aujourd'hui finalisés, et sur le confortement des quais du port vieux. Ces derniers, actuellement en cours de réalisation, ont été estimés dans le plan de financement à 650 000 euros HT.

Il a toutefois été découvert, lors de la phase préparatoire, des travaux imprévus liés à une faiblesse structurelle des quais qui ont engendré des coûts supplémentaires pour un montant de 209 000 euros HT.

Ces travaux qui relèvent des équipements de base, font l'objet d'un financement croisé de la part des collectivités, dont la participation représente pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, 26.67%.

En fonction de la clé de répartition des collectivités, la Métropole s'est déjà engagée à verser à la SPL Ciotat Shipyards une subvention de 3 370 000 euros HT. Ces travaux complémentaires imprévus portent le montant de cette subvention à 3 426 000 euros HT,

soit une subvention complémentaire de 56 000 euros HT.

Le présent avenant a pour objet d'acter cette participation complémentaire pour le financement de ces travaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°DEV 002-261/11/CC du 28 mars 2011 du Conseil de Communauté, portant création et affectation d'une autorisation de programme d'un montant de 5.007.000 euros ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération n° DEV 013-378/11/BC du 8 juillet 2011, relative à l'approbation d'une convention avec la SPL Semidep Ciotat pour le financement du Plan stratégique à Long Terme sur le Domaine des Industries et des Activités Maritimes de La Ciotat ;
- La délibération n°DEV 002-031/12/BC du 13 février 2012, relative à l'approbation de l'avenant n°1 à la convention avec la SPL Semidep Ciotat pour le financement du PLT ;
- La délibération n°DEV 003-704/13/CC du 31 octobre 2013, relative à l'approbation de l'avenant n°2 à la convention avec la SPL Semidep Ciotat pour le financement du PLT ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Que la convention n°11/1351, signée le 23 septembre 2011, fixe les modalités de financement de ce Plan stratégique à Long Terme et de versement des participations des différentes collectivités, dont l'objet est de renforcer les infrastructures portuaires pour accueillir plus de yachts et d'activités sur le site.
- Que les avenants n°1 et n°2 ont été approuvés le 13 février 2012 et le 31 octobre 2013 pour tenir compte de l'état d'avancement de l'opération et du réajustement du calendrier des dépenses, conduisant ainsi à de nouvelles modalités de versements des collectivités territoriales et de fait de la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Que les financements publics portent essentiellement sur les travaux de construction et d'aménagement de la Grande forme, aujourd'hui finalisés, et sur le confortement des quais du port vieux.
- Que lors de la phase préparatoire des travaux des quais du port vieux, des travaux imprévus ont été découverts en lien avec une faiblesse structurelle des quais, engendrant ainsi des travaux supplémentaires pour un montant de 209 000 euros HT.
- Que ces travaux font l'objet d'un financement croisé de la part des collectivités, dont la participation représente pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, 26.67%.
- Que la Métropole s'est déjà engagée à verser à la SPL Ciotat Shipyards une subvention de 3 370 000 euros HT.
- Que ces travaux complémentaires imprévus portent le montant de la participation de la Métropole à 3 426 000 euros HT, soit une subvention complémentaire de 56 000 euros HT.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération du Bureau de la Métropole, relatif à l'approbation de l'avenant n°3 à la convention avec la SPL Ciotat Shipyards relative au financement du Plan Stratégique à Long Terme, joint en annexe, ayant pour objet d'apporter une subvention complémentaire au financement des infrastructures de base, du fait de travaux imprévus, pour un montant de 56 000 euros HT.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 005-225/19/CT

■ Attribution d'une subvention à l'Association - Incubateur Inter-universitaire Impulse - et approbation d'une convention d'objectifs

Avis du Conseil de Territoire DPEAT 19/17234/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

L'incubateur inter-universitaire de l'Académie d'Aix-Marseille, IMPULSE, a été créé dans le cadre de la loi sur l'innovation de 1999, par les universités de l'Académie d'Aix-Marseille et d'Avignon, rejointes par le CEA Cadarache, le CNRS, l'INSERM, l'IRD, l'École Centrale de Marseille, l'École des Mines de Saint Étienne et l'École d'arts et Métiers Paris Tech Campus d'Aix-en-Provence.

Il est soutenu financièrement par le Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement et de la Recherche, par les Fonds Européens et par les collectivités locales.

Sa mission consiste en la valorisation des résultats de la recherche publique française en les transformant en entreprises innovantes. Cette structure apporte un soutien aux projets innovants et cherche à favoriser la création d'entreprises et d'emplois sur le territoire métropolitain.

Elle détecte et accompagne les projets de créations d'entreprises innovantes en liaison avec des laboratoires de recherche, portés par des chercheurs, des étudiants ou des entrepreneurs.

Elle sensibilise plus largement la communauté scientifique au transfert de technologie et à la création d'entreprise.

38 % des projets incubés par Impulse concernent les sciences de la vie et de la santé, 37 % sont issus des sciences et technologies de l'ingénieur, 20 % des sciences et technologies de l'information, de la communication et du numérique, et 5 % des sciences humaines et sociales.

L'incubateur peut affecter une aide financière sous forme d'avance remboursable de l'ordre de 30 000 à 40 000 euros sur les projets qu'il accompagne.

L'incubateur en quelques chiffres depuis sa création :

- 12 millions d'euros investis ;

- 182 projets accompagnés et financés donnant lieu à près de 152 entreprises innovantes créées ;
- 1200 emplois directs créés.

Actuellement, son investissement est de l'ordre de 700 000 à 800 000 euros pour environ 10 à 12 nouveaux projets par an. Il est le premier incubateur à avoir été conventionné avec l'INPI (Institut National de la Propriété Industrielle) et près de 53% des projets sont lauréats au concours national d'aide à la création d'entreprises de technologies innovantes I-LAB, en émergence ou en création.

Il accueille deux types de projets :

- les projets portés par des personnels de recherche ;
- les projets d'entrepreneurs qui utilisent une technologie mise au point par un laboratoire.

L'incubateur Impulse propose un accompagnement personnalisé durant 2 ans en interne avec ses propres équipes (certifié par un label Qualité AFNOR) et dispose également de services mutualisés tels que :

- un pool d'experts au service des porteurs de projet ;
- des formations à l'entrepreneuriat dédiées ;
- une mise à disposition de ressources et moyens.

Il est un outil essentiel dans la chaîne de l'innovation au sein de la Métropole Aix-Marseille Provence. Situé en aval des laboratoires de recherche publics, il est partie prenante du réseau des pépinières développé sur la Métropole, tant avec Marseille Innovation sur les sciences pour l'ingénieur et le numérique qu'avec les pépinières innovantes du Pays d'Aix.

Pour l'année 2018, les dossiers prévus en accompagnement ont permis la création de 12 entreprises et près de 100 emplois directs créés. L'objectif fixé de 10-11 projets a été dépassé et 4 nouveaux projets sont déjà intégrés pour l'année 2019.

En complément des animations réservées aux « incubés », (1/2 journée d'information une fois par mois, réunion du club des « incubés ») Impulse a pu déployer une série d'actions sur le territoire en faveur de l'émergence et de la consolidation de projets d'entreprises innovantes :

- Présentation de l'incubateur Impulse à la Ministre de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'Innovation à Marseille ;
- Participation à un séminaire de l'INSERM à Marseille ;
- Atelier de présentation des modalités du concours I-LAB, au sein de l'Incubateur Impulse ;

- Participation et organisation du séminaire Spin-off Luminy – Sensibilisation à la création d'entreprise, à Marseille ;
- Atelier de présentation des différents dispositifs de financement PACA EMERGENCE et R2V, au sein de l'Incubateur Impulse ;
- Signature d'une convention avec Novachim – engagement pour dynamiser la création d'entreprises, à Martigues ;
- Présentation de l'incubateur Impulse à l'École Polytech ;
- Atelier de présentation des différents projets d'innovation en région Provence-Alpes-Côte d'Azur – PIA3, dans les locaux de l'Incubateur Impulse ;
- Rencontre avec une délégation Marocaine dans le cadre du projet SATELIT à Marseille ;
- Atelier de présentation du Règlement général pour la protection des données – RGPD : Êtes-vous prêts ? Dans les locaux de l'Incubateur Impulse ;
- Journée Inova Science dans le cadre de la fête des sciences au Technopôle de Château-Gombert ;
- Participation à l'organisation de la journée Entreprendre et Innover au Technopôle de Château-Gombert ;
- Participation au « Salon Innov in MED » 2018 à Marseille ;
- Contribution à la Semaine AMU-Entreprise à la CCIMP – Palais de la Bourse ;
- Organisation de la 11ème édition des Portes ouvertes de l'Incubateur Impulse.

L'incubateur a également participé :

- aux activités du Pôle Entreprendre d'AMU et du pôle PEPITE PACA OUEST ;
- aux différentes assemblées des pôles de compétitivité partenaires ;
- aux comités de sélection du Dispositif d'Amorçage de Provence aujourd'hui dénommé Aix-Marseille-Provence Amorçage (AMPA).

Il est par ailleurs prescripteur de nombreux concours visant les entreprises innovantes en région parmi lesquels : « PME innovantes du numérique PACA 2018 », « Entreprendre en Provence », « i-Lab » du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, « Tremplins de la Provence », « Solution Climat », etc...

Pour l'année 2019, au-delà de l'intégration de nouveaux projets de création d'entreprises et leur accompagnement, l'incubateur programmera une série de nouvelles actions et poursuivra l'accompagnement des projets intégrés en 2017 et 2018 (action cofinancée avec le soutien de l'Europe) :

Programmation 2019 :

1 – Sélection, accompagnement et financement d'une dizaine de projets de création d'entreprises : sélection, détection et incubation des projets candidats sur une durée de 24 mois ; chaque porteur de projet est suivi et accompagné par un chargé d'affaires ;

2 – Sensibilisation et information auprès des universités et établissements de recherche : participation au cycle de formation des universités et écoles associées pour sensibiliser très tôt les étudiants et doctorants à la création d'entreprises ;

3 – Sensibilisation, formation et information auprès des porteurs de projet : réunions du Club des créateurs, demi-journées d'information thématiques, mise en place d'un cycle de formation spécialisé réservé aux porteurs de projets ;

4 – Sensibilisation et information auprès d'un large public : comme réalisé en 2018, mise en place d'une nouvelle grande journée autour des projets de l'incubateur ;

5 – Partenariats : poursuite de la stratégie de partenariats envers les pôles de compétitivité, les pépinières et la S.A.T.T. Sud Est afin de favoriser le mieux travailler ensemble et bénéficier d'une ouverture sur l'international pour faire rayonner les projets et les acteurs.

Stratégie de l'Incubateur Impulse à court, moyen et long terme :

- Intégration de nouveaux membres associés ;
- Poursuite des relations avec les différents partenaires et coordination des actions avec la cité de l'innovation et des savoirs Aix-Marseille ;
- Coordination avec la CCI Marseille Provence dans le cadre d'une convention ;
- Suivi des changements territoriaux et leurs possibles impacts ;
- Recherche de nouveaux partenaires financiers pour amplifier les actions ;
- Maintien de la démarche « Qualité » en sa version 2015.

Pour ces actions spécifiques au titre de la valorisation de la recherche publique et de sa transformation en projet d'entreprise, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'incubateur IMPULSE porté par l'association de préfiguration de l'incubateur inter-universitaire de l'Académie-d'Aix-Marseille s'élèvera à 55 000 €, représentant 11,45 % du budget prévisionnel 2019 de 480 000 €.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 30 000 € seront pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- 25 000 € seront pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

L'intérêt de l'action de l'incubateur IMPULSE porté par l'Association de préfiguration de l'incubateur inter-universitaire de l'académie d'Aix-Marseille pour la valorisation entrepreneuriale de la recherche universitaire.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de délibération du Bureau de la Métropole relatif à l'attribution d'une subvention à l'association INCUBATEUR IMPULSE.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 006-226/19/CT

■ Attribution d'une subvention à l'association
Pôle Métropolitain pour l'Entrepreneuriat - PME -
pour l'animation et la gestion du Carburateur -
Approbation d'une convention
DPEATSV 19/17249/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Profitant de l'effet de levier du dispositif ZFU et de l'opportunité du Programme Opérationnel Feder 2007-2013 Axe 4.1, la communauté urbaine Marseille Provence Métropole (désormais Conseil de Territoire Marseille Provence) a décidé de réaliser le Carburateur, Pôle de l'Entrepreneuriat en ZFU-TE afin de soutenir les porteurs de projet issus de ces territoires.

Le bâtiment, livré au 1er avril 2016 a pu voir le jour grâce au soutien financier d'un bon nombre d'acteurs institutionnels tels que la Métropole Aix-Marseille-Provence (maître d'ouvrage) le FEDER, l'Etat, la Région, Département, la Ville de Marseille. Avant que d'autres acteurs s'ajoutent au projet pour soutenir l'Association Pôle métropolitain pour l'Entrepreneuriat dans les missions qui lui ont été confiées. C'est le cas de la Caisse des Dépôts, qui, en 2015, a adhéré au projet en soutenant le Pôle de l'Entrepreneuriat de la Cabucelle, qui correspond parfaitement aux valeurs de la « *La Fabrique à Entreprendre* ».

Un partenariat autour du dispositif La Fabrique à Entreprendre a reposé sur une convention tri-annuelle pour la période 2016/2018 et signée par l'Etat, la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Caisse des Dépôts et le Carburateur afin d'assurer le développement de ce dernier.

L'animation et la gestion du Carburateur sont confiées à l'association « Pôle Métropolitain pour l'Entrepreneuriat » (PME). Cette association, créée spécifiquement en juillet 2015 et présidée par Monsieur Patrick Torre, est issue d'un groupement de 7 structures telles que Petra Patrimonia, la couveuse Interface, Planet Adam, Initiative Marseille Métropole, Cosens, BGE Acces conseil et Esia. L'équipe du Carburateur repose sur 4 Emplois Temps Plein : une directrice, une secrétaire-comptable, une chargée d'entreprise et une chargée de projet. Un pool d'experts (avocat, expert-comptable, marketing stratégie et communication) vient enrichir l'équipe du pôle. Pour accompagner les porteurs de projets du territoire, les réseaux d'appui à la création d'entreprises sont également présents par le biais de permanences ; de même que l'association d'entreprises de Marseille Nord (Cap Au Nord Entreprendre), les chambres consulaires (CMAR et CCIMP), des cadres dirigeants et chefs d'entreprises du territoire par le biais de mentorat (issus de la CMA CGM, la SNEF etc..), et autres réseaux contribuent à

enrichir l'écosystème autour de ce lieu de par l'organisation de diverses manifestations.

Le site a pour finalité de proposer des locaux adaptés aux créateurs (petits locaux d'activité en majorité) à des conditions préférentielles (baux précaires, absence ou diminution des cautions et garanties exigées, services adaptés) et de mettre en place un lieu lisible et de proximité dédié à la création d'entreprises (lieu de permanences, de ressources, de conseil et d'innovation).

Les objectifs sont :

- Le soutien à la création d'entreprises et l'hébergement de 50 jeunes entreprises sur 3 ans.
- L'accompagnement de 120 porteurs de projets par an relevant pour la plupart des dispositifs soutenus par les pouvoirs publics (RSA, NACRE, CAPE etc.)
- Le soutien au développement de 50 entreprises du territoire (ne résidant pas au Carburateur) par an.
- La diffusion de l'esprit d'entreprendre auprès de différents publics

BILANS

En 2018 après deux ans d'activité, le bilan est très positif :

- Près de 1500 porteurs de projets accompagnés
- 44 entreprises résidentes
- 50 emplois créés (hors dirigeant-e-s)
- Des permanences d'experts

OBJECTIFS

Les objectifs 2019 sont :

- Capter les entrepreneurs non accompagnés → améliorer le taux d'accompagnement
- Articuler l'offre du réseau → optimiser et sécuriser les parcours
- Sécuriser la croissance des entreprises → créer richesse et emploi
- Installer une synergie avec le territoire et ses acteurs économiques → connecter
- Faire rayonner l'entrepreneuriat → valoriser
- Faire valoir le potentiel du territoire nord et agir sur son attractivité → défendre

Le budget 2019 de l'association PME :

Le budget prévisionnel 2019 de l'association s'élève à 504 367 euros (il s'élevait à 401 242 € en 2018). Il est réparti, par grands postes, de la manière suivante :

Dépenses

Salaires et charges :	234 500 euros
Achats :	25 351 euros
Services extérieurs :	125 806 euros
Autres services extérieurs	48 710 euros
Impôts et Taxes :	70 000 euros

Total 504 367 euros

Recettes

Vente de produits finis :	178 117 euros
Subventions :	274 500 euros
MAMP :	70 000 euros
Politique de la Ville :	55 000 euros
Région :	45 000 euros
Département :	25 000 euros
BPI :	79 500 euros
Autres produits de gestion courante :	1 750 euros
Financements privés	50 000 euros

Total 504 367 euros

Le Conseil de Territoire de Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient financièrement l'association PME depuis sa création, par une subvention annuelle de 65 000€. En 2018, l'association PME a bénéficié d'une subvention du Conseil de Territoire Marseille Provence de 65 000€. En 2019, l'association sollicite le Conseil de Territoire à hauteur de 70 000€ cependant le Conseil de Territoire a inscrit dans son budget 2019 un soutien à hauteur de 65 000€.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de soutenir la création et le développement des TPE innovantes du Territoire de Marseille Provence, en leur proposant des locaux et services adaptés ainsi qu'un accompagnement renforcé ;
- L'enjeu majeur que représente cette opération pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en termes de développement économique et d'emplois ;
- La cohérence avec la stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de ville intercommunal, notamment son pilier « développement de l'activité et de l'emploi ».

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de 65 000 euros pour 2019 à l'association Pôle Métropolitain pour l'Entrepreneuriat pour l'animation et la gestion du Carburateur.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative à l'attribution d'une subvention à l'association Pôle Métropolitain pour l'Entrepreneuriat.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire de Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2019 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de

Territoire Marseille-Provence – chapitre 65 – article 65748 « subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé » fonction 61 - Sous Politique B320.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 007-227/19/CT

■ Approbation du cadre d'intervention financière en faveur des formations labellisées Grande Ecole du Numérique - Label GEN DPEATSV 19/17255/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En date du 15 Mai 2018, le Conseil de Territoire Marseille Provence a délibéré son cadre d'intervention financière dans le domaine de l'insertion, de l'emploi et de l'économie sociale et solidaire (VECO 022-195/18/CT), permettant ainsi le soutien de 5 structures parties prenantes aux politiques publiques de réduction des déchets.

Aujourd'hui, ce cadre doit être complété par des filières d'avenir qui favorisent l'accès à l'emploi. Accompagner les publics les plus fragiles aux métiers liés au numérique pourrait répondre à ce défi. D'autant que sur le territoire métropolitain, des grandes entreprises et des Entreprises de Taille Intermédiaire/Petites et Moyennes Entreprises (ETI/PME) doivent opérer leur transformation digitale. Ces dernières ont besoin de développer des nouvelles interfaces digitales de relation avec leurs clients, de distribuer en ligne certains de leurs produits, d'adapter leurs systèmes d'informations internes à la croissance importante des requêtes et des informations disponibles (Big Data). Ces entreprises ont souvent du mal à recruter localement. Pourtant le taux de chômage sur les Quartiers Politique de la Ville (QPV) et auprès de la population féminine demeure très élevé.

Ainsi l'Etat, par le biais du Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC), vise à former et accompagner des demandeurs d'emploi (femmes et jeunes) peu qualifiés et éloignés du marché du travail, qui résident notamment en Quartier Politique de la Ville (QPV) en labellisant certaines formations « Label GEN » (Grande Ecole du Numérique).

Au 31 Décembre 2018, cette effervescence avait permis la mise en place de 46 projets de formations différentes (Développeur Web, Développeur Mobile, Intégrateur Web / Mobile, Chef de Projet Technique, Formateur Développement Web...) sur le Territoire.

Ce mouvement trouve un écho :

- dans l'agenda métropolitain du Développement Economique qui préconise d'accompagner la transition numérique par le financement et le soutien à la montée en compétences,
- dans les orientations du schéma directeur de l'Emploi et Insertion économique et

Sociale par la nécessité de repérer et d'anticiper les besoins de qualification notamment en mobilisant la convention Pôle Emploi,

- dans l'appel à projet du Fonds Social Européen (FSE), animé par le Service Europe de la Métropole et dédié à l'inclusion sociale et professionnelle,
- dans le Contrat de ville Marseille-Provence sur les aspects du développement économique et social.

Aussi le Conseil de Territoire Marseille Provence souhaite-t-il s'impliquer dans ce dispositif et propose de participer au financement des formations dédiées aux métiers du numérique labellisé Grande Ecole du Numérique (Label GEN) à hauteur de 100.000,00 euros par an dont la répartition entre les structures bénéficiaires sera précisée dans une délibération subséquente.

Ces structures, auxquelles contribuera l'établissement public, auront préalablement obtenu le « Label GEN ».

Les principes d'intervention proposés pour guider la sélection des associations et les montants financiers envisagés sont les suivants :

CRITERES « GRANDE ECOLE DU NUMERIQUE » :

- Que chaque formation se doit de former gratuitement au minimum 10 personnes peu ou pas qualifiées, en recherche d'emploi, par session. L'objectif ultime étant d'atteindre 80% de personnes formées disposant d'un niveau bac ou inférieur au bac,
- Que les formations labellisées doivent intégrer un minimum de 30% de femmes,
- Qu'une priorité est donnée aux formations situées dans les Quartiers Politique de la Ville (QPV).

CRITERES « CONSEIL DE TERRITOIRE MARSEILLE PROVENCE » :

- Localisation : être situé sur le Territoire Marseille Provence avec une attention pour les résidents des QPV ou de Veille Active. Les projets d'autres territoires de la Métropole pourraient être instruits selon le niveau de consommation de l'enveloppe dédiée à l'appel à projet ;
- Public : retenir dans les effectifs recrutés une proportion significative de public suivi par les 3 PLIE Marseille Provence ;
- Partenariat : être en lien avec les services de la Métropole : Politique de la Ville, Emploi-Insertion, ESR ;
- Relation avec le monde économique : connaissance des entreprises pouvant recruter les publics formés....

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l’élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération n°ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 portant approbation de l’Agenda du Développement Economique métropolitain.
- Les orientations du schéma directeur de l’Emploi et Insertion économique et Sociale ;
- Les appels à projet « Emploi et inclusion en métropole » dans le cadre du Fonds Social Européen (FSE).

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence est compétent pour l’animation des dispositifs en matière d’insertion par l’économique ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence préconise d’accompagner la transition numérique par le financement et le soutien à la montée en compétences des personnes en insertion.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le principe d’une contribution financière du Conseil de Territoire Marseille Provence dans le cadre du dispositif présenté.

Article 2 :

Le montant pour 2019 de cette contribution financière est de 100.000,00 euros. Une délibération subséquente viendra préciser la répartition entre les structures bénéficiaires.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer tout document afférent à la mise en œuvre de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l’exercice 2019 à l’Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille-Provence - Chapitre 65 - Article 65748 - Fonction 65 - Sous-Politique E 120.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 008-228/19/CT

**■ Attribution d'une subvention à l'association Centre d'Information et de documentation sur le Bruit - CIDB - pour 2019 et approbation d'une convention
DEE 19/17220/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Territoire Marseille-Provence, compétent en matière de lutte contre les nuisances sonores sur son périmètre, a la charge de l’évaluation et de la gestion du bruit dans l’environnement à savoir, la cartographie du bruit et le Plan de Prévention du Bruit dans l’Environnement (PPBE), réglementairement exigibles.

Sur le Territoire Marseille-Provence, la cartographie actualisée du bruit a été approuvée par le Conseil du 26 juin 2018.

Par suite, le Plan de Prévention associé, préalablement validé par les acteurs du Territoire, a fait l’objet d’une consultation publique, réglementaire, durant 2 mois soit, du 1^{er} janvier 2019 au 28 février 2019.

Conformément aux actions inscrites dans son projet de PPBE, le Conseil de Territoire Marseille-Provence a la volonté de compléter la réalisation obligatoire des documents suscités et de la valoriser au sein d’une démarche cohérente de bonnes

pratiques en faveur de la qualité de l'environnement sonore par l'organisation d'événements de sensibilisation et de communication dans les communes de son territoire.

Pour faciliter la mise en œuvre d'actions en faveur d'une meilleure qualité de l'environnement sonore sur son territoire, Marseille-Provence s'est vu proposer l'expertise et l'accompagnement du Centre d'Information et de Documentation sur le Bruit (CidB).

Association reconnue d'utilité publique vouée à la promotion de la qualité de l'environnement sonore, le CIDB a pour principales missions d'informer, de sensibiliser, de documenter et de former sur le thème de la protection de l'environnement sonore. Le CidB est l'interlocuteur privilégié du grand public et de nombreux organismes publics ou privés intervenant dans le domaine de la gestion de l'environnement sonore. De par ses missions et son statut d'entité d'utilité publique, le CidB propose depuis plus de trente ans, un soutien aux collectivités qui veulent sensibiliser leur population au bruit et à ses effets, à travers des expositions, des réunions débat ou par de la sensibilisation auprès du jeune public.

Dans le cadre de l'adhésion de Marseille-Provence au Club déciBel Ville pour l'exercice 2019, le CidB, qui anime le Club, propose d'assurer des campagnes de sensibilisation auprès de la population, et plus particulièrement le jeune public.

Cette action permettra au CidB d'étendre un peu plus ses missions d'information et de sensibilisation sur le territoire national, de déployer ses outils de sensibilisation destinés à divers publics sur la thématique du bruit et, le cas échéant, de les adapter voire de les améliorer.

La démarche sera initiée par une première action dans une des 18 communes du Territoire, en vue d'un possible déploiement sur l'ensemble du périmètre de Marseille-Provence.

La sensibilisation proposée se décompose en 2 volets :

- Une action de sensibilisation à destination des personnels de crèche et des parents : le CidB mettra à disposition du Conseil de Territoire l'exposition « *Grandir avec les sons* » (6 panneaux autoportants) sur le bruit et ses effets sur la santé dès la petite enfance, assurera la formation des personnels et la sensibilisation des parents intéressés lors d'un café-débat.

- Une action de sensibilisation à destination du jeune public (écoliers) en milieu scolaire visant à les sensibiliser aux dangers du bruit sur la santé et adapter leurs comportements, et à s'assurer de la bonne intégration par les écoliers de l'information transmise (ex : seconde intervention par le CidB).

Les lieux de sensibilisation seront choisis par la commune en fonction de l'objectif et des publics visés.

Pour l'organisation de l'évènement dans chacun des lieux choisis, la commune mettra donc à disposition du CidB le lieu choisi ainsi que la logistique adaptée à l'évènement et au nombre de personnes attendues : tables, chaises, vidéo-projecteur, pupitre ou équivalent pour les animateurs,...

Les réflexions initiées pour la mise en place de cette action pilote aboutiront à l'organisation de l'évènement durant l'année 2019 en fonction des disponibilités des différents acteurs concernés (enseignants, personnels de crèche, etc.).

A partir des réflexions initiées préalablement, la mise en œuvre de cette action de sensibilisation tiendra compte du retour d'expérience associé en vue d'un éventuel déploiement à d'autres communes du Territoire Marseille-Provence.

Pour cette action de sensibilisation il est proposé de verser à l'association CidB une subvention d'un montant de 6 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le Code de l'Environnement, Livre V, articles R512, R571, R572 ;
- La Loi du 12 juillet 1999 sur le renforcement et la simplification de la coopération intercommunale ;
- La loi 2005-1319 du 26 octobre 2005, qui ratifie l'ordonnance n°2004-1199 du 12 novembre 2004 transposant la directive 2002/49/CE du 25 juin 2002, instituant les obligations en matière de planification de la lutte contre les nuisances sonores ;

- Le Décret n° 2006-361 du 24 mars 2006 relatif à l'établissement des cartes de bruit et des plans de prévention du bruit dans l'environnement et modifiant le Code de l'Urbanisme ;
- L'arrêté ministériel du 4 avril 2006 relatif à l'établissement des cartes de bruit et des Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement ;
- La délibération ENV 017-5416/19/CM du 28 février 2019 portant approbation pour l'année 2019 des renouvellements des adhésions aux associations du secteur de l'environnement et notamment du Club déciBel Ville animé par le CIDB.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de mettre en place une action de sensibilisation sur le Bruit dans les communes du Conseil de Territoire Marseille-Provence pour renforcer la mise en œuvre du Plan de Prévention du bruit dans l'Environnement du Territoire Marseille-Provence et poursuivre les actions de sensibilisation initiées sur le Territoire,

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention à l'association Centre d'Information et de Documentation sur le Bruit (CidB) d'un montant de 6 000 euros pour l'année 2019.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs 2019 établie entre le Conseil de Territoire Marseille Provence et l'association CidB, ci-annexée.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial du Territoire (EST) 2019 du Territoire Marseille Provence : Section de Fonctionnement - Sous-Politique G310 — Nature 65748— Fonction 78.

Les crédits seront répartis comme suit : - Année 2019 : 5 000 € - Année 2020 : 1400 €.

Article 4 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 011-229/19/CT

■ Approbation de l'avenant n°1 de la Délégation de Service Public pour la gestion et l'animation portuaire du port de la Pointe Rouge de Marseille - périmètre 3 consentie au Yachting Club de la Pointe Rouge

Avis du Conseil de Territoire DEE 19/17245/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence compétente, en création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire, gère 28 ports de plaisance représentant 9 200 postes à flot. Ainsi, le 1er janvier 2016, elle a intégré les 24 ports de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, aujourd'hui Territoire Marseille Provence ; en outre, le 1er janvier 2018, 4 ports communaux sont devenus métropolitains ; 2 situés sur le Territoire d'Istres Ouest Provence et 2 sur celui du Pays Salonais.

Parmi ses missions, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi la responsabilité d'organiser la gestion de ses ports.

Par délibération MER 003-4236/18/CM du 28 juin 2018, le Conseil de la Métropole a décidé de déléguer la gestion et l'animation d'une partie du Port de la Pointe Rouge à Marseille au Yachting Club de la Pointe Rouge (YCPR). Ledit contrat de délégation de service public a pris effet au 1^{er} septembre 2018 pour une durée de 10 ans.

Dans un souci d'ajustement des conditions d'exécution techniques et financières du contrat, de simplification des relations entre délégant et délégataire, et dans l'objectif de permettre au délégataire de commencer la réalisation des aménagements nécessaires à la bonne prise en charge des épreuves de voile pour les Jeux Olympiques 2024, il est nécessaire de procéder par voie d'avenant à une modification des conditions du contrat.

Ces modifications interviennent dans le cadre de l'article 41 du contrat de DSP qui prévoit le réexamen des conditions financières dans les cas où, des aménagements aux conditions d'organisation, de gestion et d'animation des plans d'eau et terre-pleins du périmètre, au programme d'investissements ou au plan stratégique seraient arrêtés (notamment déplacements de bateaux, acquisition de matériel, sécurité des plans d'eau, utilisation de terre-pleins, etc.) pour la période de préparation des Jeux Olympiques 2024 et la tenue des épreuves.

Ainsi, il est prévu de réaliser une extension du périmètre géré par le délégataire jusqu'à la zone de stationnement mitoyenne de l'actuel périmètre et comportant une zone de mise à l'eau. Ladite zone ne faisant pas l'objet à ce jour d'un entretien suffisant,

génère des troubles quant à l'accès à la mer et à la bonne gestion du port. Le projet a ici pour objet de restaurer l'espace et d'y adjoindre une gestion afin de favoriser l'arrivée et la mise à l'eau de plaisanciers. Ce même espace, du fait de sa restauration, constituera un point d'accès à la mer au cœur de la préparation des épreuves olympiques et dont l'espace serait à même d'accueillir plusieurs équipes, c'est pourquoi la gestion de celui-ci apparaît aujourd'hui centrale.

Cet avenant a également pour objet l'ajustement de délais de transmission de documents entre le délégataire et le délégant et l'intégration de la possibilité d'une variation de 20% des tarifs pour les activités économiques, permettant d'utiliser les tarifs comme critères pour les mises en concurrence au sein du périmètre délégué.

Le projet de restauration de l'espace ainsi que sa gestion représentent une variation des recettes d'exploitation de 5,25% sur la durée de la délégation de service public.

Conformément à l'article R3135-8 du code de la commande publique, la modification étant inférieure à 10 % ne peut être qualifiée de substantielle. Le présent avenant peut être régulièrement approuvé.

La Commission de Délégation de Service Public a été saisie pour avis, conformément aux dispositions de l'article L 1411-6 Code Général des Collectivités Territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de

compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

- L'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique ;
- Le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique ;
- Le projet d'avenant n° 1 de la Délégation de Service Public pour la gestion et l'animation d'une partie du port de la Pointe-Rouge de Marseille – périmètre 3 ;
- L'avis de la Commission de Délégation de Service Public ;
- L'avenant joint en annexe.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence gère 28 ports de plaisance au sein de son territoire, celle-ci s'est notamment substituée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole dans la gestion des 24 ports de plaisance situés sur le territoire Marseille-Provence ;
- Que la gestion et l'animation du port font partie intégrante du service public d'exploitation d'un port.
- Que l'actuel contrat de délégation de service public consenti à l'YCPR nécessite d'être modifié par voie d'avenant pour permettre la bonne réalisation des missions de service public, sans que cela ne modifie substantiellement le contrat ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable à l'approbation de l'avenant n°1 de la Délégation de Service Public pour la gestion et l'animation portuaire du port de la Pointe Rouge de Marseille - périmètre 3 consentie au Yachting Club de la Pointe Rouge.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 012-230/19/CT

■ Approbation de l'avenant n°1 de la Délégation de Service Public pour la gestion et l'animation portuaire du Vieux-Port de Marseille - périmètre 2 consentie à la Société Nautique de Marseille

Avis du Conseil de Territoire

DEE 19/17246/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence compétente, en création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire, gère 28 ports de plaisance représentant 9 200 postes à flot. Ainsi, le 1er janvier 2016, elle a intégré les 24 ports de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, aujourd'hui Territoire Marseille Provence ; en outre, le 1er janvier 2018, 4 ports communaux sont devenus métropolitains ; 2 situés sur le Territoire d'Istres Ouest Provence et 2 sur celui du Pays Salonais.

Parmi ses missions, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi la responsabilité d'organiser la gestion de ses ports.

Par délibération n° MER 002-4235/18/CM du 28 juin 2018, le Conseil de la Métropole a décidé de déléguer la gestion et l'animation d'une partie du Vieux-Port de Marseille à la Société Nautique de Marseille (SNM). Ledit contrat de délégation de service public a pris effet au 1^{er} septembre 2018 pour une durée de 10 ans.

Dans un souci d'ajustement des conditions d'exécution techniques et financières du contrat, de simplification des relations entre délégant et délégataire, il est nécessaire de procéder par voie d'avenant à une modification des conditions du contrat. En effet, cet avenant a pour objet :

- L'ajustement de délais de transmission de documents entre le délégataire et le délégant,
- L'intégration de la possibilité d'une variation de 20% des tarifs pour les activités économiques, permettant d'utiliser les tarifs comme critère pour les mises en concurrence au sein du périmètre délégué,
- La possibilité d'une dérogation à l'utilisation des espaces de grutage et de carénage dans le cas de problèmes techniques ou fonctionnels au sein des autres espaces du Vieux-Port,
- Repréciser les tarifs au sein de la grille tarifaire en y intégrant le tarif des frais d'inscription sur liste d'attente.

Nous constatons un impact non substantiel de l'avenant sur les produits de la délégation de service public (de + 0,18 %).

En application de l'article L3135-1, cet avenant ne change pas la nature globale du contrat ni ne modifie substantiellement son économie générale. Conformément à l'article R3135-8 du code de la commande publique, il convient de préciser que cette modification est inférieure à 10% du montant du contrat initial.

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales ce projet d'avenant peut être conclu après avoir été soumis à l'information de la commission de délégation de service public.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- L'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique ;
- Le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique ;
- Le projet d'avenant n° 1 de la Délégation de Service Public pour la gestion et l'animation d'une partie du Vieux-Port de Marseille – périmètre 2 ;
- L'information de la Commission de Délégation de Service Public ;
- L'avenant joint en annexe.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence gère 28 ports de plaisance au sein de son territoire, celle-ci s'est notamment substituée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole dans la

gestion des 24 ports de plaisance situés sur le territoire Marseille-Provence ;

- Que la gestion et l'animation du port font partie intégrante du service public d'exploitation d'un port.
- Que l'actuel contrat de délégation de service public consenti à la SNM nécessite d'être modifié par voie d'avenant pour permettre la bonne réalisation des missions de service public, sans que cela ne modifie substantiellement le contrat ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable à l'approbation de l'avenant n°1 de la Délégation de Service Public pour la gestion et l'animation portuaire du Vieux-Port de Marseille – périmètre 2 consentie à la Société Nautique de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 013-231/19/CT

■ Approbation de l'avenant n°1 de prolongation de la Délégation de Service Public pour l'avitaillement consentie à la société Nouvelle Aire au sein du Port de la Pointe Rouge situé à Marseille

Avis du Conseil de Territoire DEE 19/17244/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence compétente, en création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire, gère 28 ports de plaisance représentant 9 200 postes à flot. Ainsi, le 1er janvier 2016, elle a intégré les 24 ports de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, aujourd'hui Territoire Marseille Provence ; en outre, le 1er janvier 2018, 4 ports communaux sont devenus métropolitains ; 2 situés sur le Territoire d'Istres Ouest Provence et 2 sur celui du Pays Salonais.

Parmi ses missions, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi la responsabilité d'organiser le service public d'avitaillement des bateaux des usagers des ports.

Dans le cadre de la modernisation des modes de gestion des ports, amorcée par la Communauté Urbaine et poursuivie par la Métropole, il a été décidé de diversifier les outils de gestion afin de s'adapter au mieux au contexte de chaque port et d'en permettre la meilleure exploitation et le développement.

Par délibération n° POR 002-493/11/CC du 08 juillet 2011, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole avait décidé de déléguer la gestion de l'avitaillement du port de la Pointe Rouge. Ce mode de gestion ayant donné satisfaction en termes de qualité du service, le Conseil de la Métropole a adopté par délibération n°MER 002-5518/19/CM en date du 28 février 2019, le principe de la reconduction de ce mode de gestion.

Suite à cette délibération, une procédure de mise en concurrence a été lancée et actuellement en cours afin de choisir le nouveau délégataire de service public.

Compte tenu des délais incompressibles de la procédure de mise en concurrence, la Métropole n'est pas en mesure d'attribuer le futur contrat de délégation de service public au 31 juillet 2019, date d'échéance du contrat en cours. Ainsi, afin de garantir la continuité du service public, il est proposé par avenant, de prolonger le contrat de délégation de service public pour une période d'un an, temps strictement nécessaire pour mener à bien la procédure de passation.

En application des dispositions du Code de la Commande publique, notamment ses articles L3135-1 et R3135-7, cette prolongation ne change pas la nature globale du contrat en cours et ne revêt pas un caractère substantiel dans la mesure où elle ne modifie pas substantiellement l'économie de ce contrat.

La Commission de Délégation de Service Public a été saisie pour avis, conformément aux dispositions de l'article L1411-6 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de la Commande publique ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'avis de la Commission de Délégation de Service Public.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence gère 28 ports de plaisance au sein de son territoire, celle-ci s'est notamment substituée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole dans la gestion des 24 ports de plaisance situés sur le territoire Marseille-Provence ;
- Que le service d'avitaillement fait partie intégrante du service public d'exploitation d'un port.
- La nécessité d'assurer dans de bonnes conditions le service d'avitaillement des usagers du port de La Pointe Rouge ;
- Que les délais incompressibles de la procédure de mise en concurrence ne permettent pas d'attribuer le futur contrat de délégation de service public à la date d'échéance du contrat en cours ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°1 de prolongation de la Délégation de Service Public pour l'avitaillement consentie à la société Nouvelle Aire au sein du Port de la Pointe Rouge situé à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 014-232/19/CT

■ Approbation de l'avenant n°3 de prolongation de la Délégation de Service Public pour l'avitaillement et le carénage consentie à la société DG Services au sein du Port de Carry-le-Rouet

**Avis du Conseil de Territoire
DEE 19/17243/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence compétente, en création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire, gère 28 ports de plaisance représentant 9 200 postes à flot. Ainsi, le 1er janvier 2016, elle a intégré les 24 ports de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, aujourd'hui Territoire Marseille Provence ; en outre, le 1er janvier 2018, 4 ports communaux sont devenus métropolitains ; 2 situés sur le Territoire d'Istres Ouest Provence et 2 sur celui du Pays Salonais.

Parmi ses missions, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi la responsabilité d'organiser le service public d'avitaillement des bateaux des usagers des ports.

Dans le cadre de la modernisation des modes de gestion des ports, amorcée par la Communauté Urbaine et poursuivie par la Métropole, il a été décidé de diversifier les outils de gestion afin de s'adapter au mieux au contexte de chaque port et d'en permettre la meilleure exploitation et le développement.

Par délibération n° POR 002-690/11/CC du 21 octobre 2011, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole avait décidé de déléguer la gestion des services d'avitaillement et de carénage du port de plaisance de Carry-le-Rouet. Ce mode de gestion ayant donné satisfaction en termes de qualité du service, le Conseil de la Métropole a adopté par délibération n° MER003-5519/19/CM en date du 28 février 2019, le principe de la reconduction de ce mode de gestion.

Suite à cette délibération, une procédure de mise en concurrence a été lancée et est actuellement en cours afin de choisir le nouveau délégataire de service public.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles de la procédure de mise en concurrence, la Métropole n'est pas en mesure d'attribuer le futur contrat de délégation de service public au 29 juillet 2019, date d'échéance du contrat en cours. Ainsi, afin de garantir la continuité du service public, il est proposé de prolonger, par avenant, le contrat de délégation de service public pour une période d'un an, temps strictement nécessaire pour mener à bien la procédure de passation.

En application des dispositions du Code de la Commande publique, notamment ses articles L3135-1 et R3135-7, cette prolongation ne change pas la nature globale du contrat en cours et ne revêt pas un caractère substantiel dans la mesure où elle ne modifie pas substantiellement l'économie de ce contrat.

La Commission de Délégation de Service Public a été saisie pour avis, conformément aux dispositions de l'article L1411-6 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de la Commande Publique
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'avis de la Commission de Délégation de Service Public.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence gère 28 ports de plaisance au sein de son territoire, celle-ci s'est notamment substituée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole dans la gestion des 24 ports de plaisance situés sur le territoire Marseille-Provence ;
- Que les services d'avitaillement et de carénage font partie intégrante du service public d'exploitation d'un port.
- La nécessité d'assurer la continuité des services d'avitaillement et de carénage pour les usagers du port de Carry-le-Rouet
- Que les délais incompressibles de la procédure de mise en concurrence ne permettent pas d'attribuer le futur contrat de délégation de service public à la date d'échéance du contrat en cours ;

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°3 de prolongation de la Délégation de Service Public pour l'avitaillement et le carénage, consentie à la société DG Service au sein du Port de Carry-le-Rouet.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 15-233/19/CT

■ Adhésion à l'Union des Ports de Plaisance Provence-Alpes-Côte d'Azur - UPACA - et versement de la cotisation pour l'année 2019

Information du Conseil de Territoire DEE 19/17228/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Face au développement des activités de plaisance, la gestion et l'exploitation des ports de plaisance se complexifient. Aussi les responsables de nombreux ports tant privés que publics ont ressenti la nécessité de coordonner leurs actions au sein d'un groupement associatif régional ; l'Union des Ports de Plaisance Provence-Alpes-Côte-d'Azur (UPACA) en Méditerranée ou National ; la Fédération des Ports de Plaisance.

Par délibération n° MER 006-3659/18/CM du 22 mars 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a maintenu son adhésion à cette association.

Cette association est l'organisme professionnel des ports de plaisance. Elle a été créée par et pour les gestionnaires de ports de plaisance. C'est leur outil collectif à l'échelle de la région PACA, elle vit et évolue au travers des besoins des demandes et souhaits de développement exprimés par ses membres. Elle représente les gestionnaires de port de plaisance auprès des institutions, de l'État et des collectivités territoriales.

L'UPACA qui regroupe plus de 90% des ports de plaisance de la région :

- fédère les ports à gestion publique et à gestion privée et leurs apporte des conseils, de l'assistance technique, administrative, sociale, environnementale et juridique dans tous les domaines relatifs à la gestion portuaire,

- anime le réseau des ports de plaisance et les échanges de bonnes pratiques,
- est une interface entre les gestionnaires de ports et les entreprises proposant des produits et services pour les activités portuaires,
- assure la promotion des activités portuaires et nautiques de la région PACA,
- entretient des relations avec tous les organismes ayant trait à la navigation de plaisance, et tout particulièrement le Conseil Régional PACA, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, la DREAL, la DIRM, les Conseils Départementaux des six départements, les Chambres Consulaires, le Crossmed, la S.N.S.M., les Prud'homies de pêche, et toutes les entités représentatives dans le domaine portuaire et nautique,
- négocie des subventions pour les ports de plaisance en matière d'équipements portuaires, d'actions de communication et de prestations de toute nature avec les acteurs cités précédemment
- collabore au développement économique, touristique et social de la région PACA dans le domaine portuaire et nautique,
- participe à la mise en place de tout programme et action concernant l'amélioration, l'extension des installations portuaires, et la protection de l'environnement,
- a des missions de coopération avec les autres acteurs de la plaisance, comme les professionnels du nautisme (par exemple la Fédération des Industries Nautiques), les professionnels de la pêche, en règle générale tous les acteurs du nautisme, et avec les professionnels du tourisme en lien avec la plaisance.

L'UPACA fait aussi de la coopération inter-régionale (Occitanie, Corse, Bretagne, Hauts de France, Atlantique, etc.), européenne (Italie, Espagne, Grande-Bretagne) et mondiale (Brésil, Maroc, Vietnam, etc.). Elle a un poste de vice-présidente de l'Assemblée Maritime pour la croissance Régionale et l'Environnement (AMCRE), elle est membre de l'Accord RAMOGE et du Conseil Maritime de Façade.

L'Union des Ports de Plaisance est membre à part entière de la Fédération Française des Ports de Plaisance et réunit en son sein des gestionnaires intervenant dans le monde maritime permettant d'initier une politique de développement basée sur une connaissance globale des ports de plaisance.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est vu confier la gestion de 4 ports de plaisance supplémentaires dont 2 en régie directe, à savoir le port des Heures Claires à Istres et le port Albert Samson à Berre l'Etang et 2 faisant l'objet d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public (AOT) consentie à des sociétés nautiques à savoir, le Port Abri du Rhône à Port-

Saint-Louis-du-Rhône et le port de Beau Rivage à Saint-Chamas et gère donc 28 ports de plaisance. Le nombre d'anneaux gérés en régie directe passe ainsi de 2583 anneaux à 2933; ce chiffre servant de base à la cotisation annuelle.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code des transports ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est utile pour la Métropole Aix-Marseille-Provence d'étendre l'adhésion annuelle au port des Heures Claires à Istres, au port Albert Samson sis à Berre l'Etang, au Port Abri du Rhône sis à Port-Saint-Louis-du-Rhône et au port Beau Rivage sis à Saint-Chamas et de continuer à participer aux travaux de l'Union des Ports de Plaisance Provence-Alpes-Côte-D'azur fédérée au sein de la Fédération Française des Ports de Plaisance.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du rapport concernant l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Union des Ports de Plaisance Provence-Alpes-Côte-D'azur.

VECO 016-234/19/CT

■ Attribution d'une subvention à l'association Le Club des Marseillaises DCOM 19/17332/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Association « Le Club des marseillaises » organise une course « La Marseillaise des femmes » solidaire et engagée pour les causes féminines. L'association soutient principalement deux associations humanitaires : Amnesty International pour le droit des femmes et la Fondation pour la Recherche Médicale pour lutter contre le cancer du sein.

La 10eme édition s'est tenue le 28 avril sur les Plages du Prado en présence de 7000 coureuses.

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence souhaite promouvoir et valoriser auprès du grand public la course La Marseillaise des femmes, événement solidaire et engagé dans une démarche environnementale et humanitaire.

Il bénéficie d'un financement public à hauteur de:
Région Provence Alpes Côte d'Azur : 30 000 €
Département des Bouches du Rhône : 30 000€
Ville de Marseille : 40 000 €

Le budget prévisionnel global de la manifestation est évalué à: 305 000€ soit une part d'autofinancement de 60%.

A ce titre il est proposé l'octroi d'une subvention de 20 000€.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Les demandes de subventions qui émanent des associations du territoire qui portent des projets mettant en valeur le territoire, conduisent le conseil de territoire à répondre au cas par cas et à titre exceptionnel pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par cette association dans le rayonnement et l'attractivité du territoire.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le versement de la subvention pour un montant de 20 000€ TTC à l'association « le club des marseillaises ».

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget CT1 A 710-65748-022

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 017-235/19/CT

■ Attribution d'une subvention à l'association PALANA Environnement DCOM 19/17333/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'association PALANA Environnement souhaite apporter des solutions à la problématique des déchets marins et mobiliser les citoyens pour faire changer les habitudes et le comportement vis-à-vis du milieu marin.

En partenariat avec Emmanuel LAURIN , à l'origine du Film « le grand saphir, une révolte ordinaire » retraçant son exploit sportif de 2018 (Marseille Toulon à la nage en ramassant les déchets sur son passage) et l'école AMOS engagé en faveur du développement durable et du sport, l'association PALANA organise le 30 Mai 2019 à Marseille la première compétition éco responsable européenne proposant le sport comme levier de sensibilisation et d'action en faveur du développement durable.

Cette course regroupera 80 sportifs de haut niveau qui nageront 8 kilomètres des Catalans à la plage Borély, tout en ramassant un maximum de déchets en surface ou en profondeur.

Ce défi prend la forme d'un relais avec des équipes de 4 personnes : deux participants seront dans l'eau pour récolter les déchets et deux autres seront en kayaks afin de stocker les déchets.

Le Grand Défi s'inscrit dans la semaine Européenne du développement durable et s'entoure de nombreuses associations (clean up my calanques, un déchet par jour, surf rider foundation, AVA, l'île eau, la team Malmousque, zéro déchet and co) pour nettoyer la plage d'arrivée et sensibiliser le grand public à la protection de l'environnement.

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence souhaite promouvoir cet événement engagé dans une démarche environnementale.

A ce titre il est proposé l'octroi d'une subvention de 20 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de

Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Les demandes de subventions qui émanent des associations du territoire qui portent des projets mettant en valeur le territoire, conduisent le conseil de territoire à répondre au cas par cas et à titre exceptionnel pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par cette association dans le rayonnement et l'attractivité du territoire.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le versement d'une subvention d'un montant de 20 000 euros TTC à l'association PALANA Environnement.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence A 710-65748-022.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 018-236/19/CT

■ Attribution d'une subvention à l'association - Défi de Monte Cristo DCOM 19/17335/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis 1999 date de sa création, le Défi de Monte Cristo n'a cessé de se développer et sa renommée a traversé les frontières.

Organisé par l'association du même nom et inspiré de la célèbre évasion fictive d'Edmond DANTES, le Défi réunit plus de 4000 nageurs amateurs et s'impose ainsi comme le plus grand rassemblement de nage en eau libre d'Europe.

Le Défi est aussi une étape de la Coupe de France de Natation en eau libre.

Cette année pour la 21 ème édition, Le Défi de Monte Cristo s'installe sur les plages du Prado

Grand Roucas Blanc à Marseille du vendredi 21 au dimanche 23 juin 2019.

Le village éphémère sécurisé et gardienné de 5000 m2 accueille plus de 7 000 personnes en 3 jours.

L'édition 2018 a rencontré un succès international avec 38 nationalités différentes

Evènement unique, comparable à nul autre dans le monde son succès dépasse les frontières et met le territoire à l'honneur grâce à une couverture médiatique internationale et la présence de plus de trente nationalités parmi les nageurs. Le Défi de Monte Cristo contribue à la notoriété, à l'attractivité et au rayonnement du territoire, en complétant l'offre d'évènements sportifs et touristiques.

A ce titre il est proposé d'attribuer une subvention de 20 000 euros TTC à l'association « Le Défi de Monte Cristo »

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Les demandes de subventions qui émanent des associations du territoire qui

portent des projets mettant en valeur le territoire, conduisent le conseil de territoire à répondre au cas par cas et à titre exceptionnel pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par cette association dans le rayonnement et l'attractivité du territoire.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le versement d'une subvention d'un montant de 20 000 euros TTC à l'association le Défi de Monte Cristo.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial de Territoire A 710-65748-022.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 019-237/19/CT

■ Attribution d'une subvention à l'association SOLEA pour l'organisation du festival Flamenco Azul

DCOM 19/17336/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'association SOLEA organise le premier festival international Flamenco Azul à Marseille.

25 ans après son ouverture à Marseille, le centre SOLEA organise cet évènement en partenariat avec l'EFA, Arts et Musiques en Provence et la biennale de Malaga. Ce projet est soutenu par la Région Provence Alpes Côte d'Azur, le Département des Bouches du Rhône et la Ville de Marseille.

Le festival propose des spectacles, stages, conférences, masters Class pour tous publics

Plus de 25 artistes reconnus mondialement se sont produits dans 13 lieux sur Marseille, Aix en Provence et Toulon du 18 Avril au 5 Mai 2019.

Ce festival contribue au rayonnement culturel et à l'attractivité touristique du territoire.

Il bénéficie d'un financement public à hauteur de :

Région Provence Alpes Côte d'Azur : 37 000€

Département des bouches du Rhône : 30 000€

Ville de Marseille : 20 000€

DRAC : 5 000€

Le montant global du budget prévisionnel est estimé à 179 000€ soit une part d'autofinancement de 45%.

Il est proposé de soutenir cette manifestation par l'octroi d'une subvention de 5 000 euros à l'association organisatrice.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Les demandes de subventions qui émanent des associations du territoire qui portent des projets mettant en valeur le territoire, conduisent le conseil de territoire à répondre au cas par cas et à titre exceptionnel pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par cette association dans le rayonnement et l'attractivité du territoire.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le versement de la subvention pour un montant de 5 000€ TTC à l'association SOLEA

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget CT1 A 710-65748-022

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 020-238/19/CT

■ Attribution d'une subvention à l'association ARPOADOR pour l'organisation du festival international de guitare DCOM 19/17330/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'association ARPOADOR a été créée en 2015, elle porte le nom d'un morceau de guitare composé par Sergio ASSAD célèbre guitariste brésilien d'origine libanaise.

L'objectif de l'association est de faire connaître et développer la musique en organisant des manifestations, et de permettre aux jeunes talents de s'exprimer.

A ce titre, ARPOADOR organise le festival international de guitare. Cette manifestation se déroule au théâtre de verdure de Carry le Rouet et s'adresse :

- à de jeunes guitaristes étudiants de 8 à 20 ans pour s'évaluer, s'exprimer devant un jury de grands professionnels et leur permettre d'écouter des futurs professionnels
- à de jeunes professionnels sans limite d'âge pour se faire connaître

Les éditions 2016, 2017 ont posé les jalons d'un concours international de très haut niveau, avec un jury d'exception, présidé par Judicael PERROY, concertiste, pédagogue, promu en septembre 2017 au prestigieux conservatoire de San Francisco. En deux ans le concours est devenu une référence dans le monde de la guitare, grâce aux personnalités musicales présentes et aux récompenses attractives. Il fait partie des 2 concours en France ayant autant de candidats de nationalités étrangères.

L'édition 2018 avait élargi son concept en créant un festival avec 3 concerts, 4 master class, conférences, luthiers, éditeurs, tout en conservant le concours international.

Compte tenu de son succès la formule est prolongée cette année en présentant du 16 au 19 Mai 2019 des artistes de renom ainsi que de jeunes talents.

Le festival propose chaque soir un concert avec des concertistes internationaux de grande qualité, ainsi qu'un concert du lauréat 2018.

Il permet également de promouvoir le monde professionnel de la guitare autour de luthiers, fabricants de cordes, éditeurs...etc.

Le concours et son festival contribuent à la

notoriété, à l'attractivité et au rayonnement du territoire, en complétant l'offre d'événements culturels et touristiques.

A ce titre il est proposé d'attribuer une subvention de 5 000 euros TTC à l'association ARPOADOR.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Les demandes de subventions qui émanent des associations du territoire qui portent des projets mettant en valeur le territoire, conduisent le conseil de territoire à répondre au cas par cas et à titre exceptionnel pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par cette association dans le rayonnement et l'attractivité du territoire.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le versement d'une subvention d'un montant de 5 000 euros TTC à l'association ARPOADOR

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence A 710-65748-022

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 021-239/19/CT

■ Attribution d'une subvention à l'association DELTA Festival DCOM 19/17338/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La cinquième édition du Delta Festival se déroule à Marseille, Aix en Provence et Salon de Provence du 30 juin au 7 juillet 2019.

Près de 60 000 festivaliers venus de toute l'Europe sont attendus.

Le Delta festival met en avant l'engagement étudiant, entrepreneurial, artistique, sportif et durable des 16-30 ans et rassemble les acteurs culturels, institutionnels, économiques et associatifs qui œuvrent pour la jeunesse.

Le Delta festival s'engage sur la préservation des océans en remplaçant les bouteilles en plastique distribuées pendant le Festival par des bouteilles en Tetra-Pak, faisant du festival l'un des premiers de France à se débarrasser des bouteilles d'eau en plastique. De plus il organise une initiative océane le 8 juillet en partenariat avec l'association My calanque.

Pendant le festival les déchets y compris les mégots de cigarettes sont recyclés grâce à un stand dédié : Recyclop.

Par ailleurs Delta festival contractualise avec les foodtrucks du festival sur la base d'une charte éco-responsable qui permet d'éviter le gaspillage en reversant tous les consommables invendus aux Restos du Cœur.

Il est proposé de soutenir cet événement par l'octroi d'une subvention de 20 000 euros TTC à l'association organisatrice.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Les demandes de subventions qui émanent des associations du territoire qui portent des projets mettant en valeur le territoire, conduisent le conseil de territoire à répondre au cas par cas et à titre exceptionnel pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par cette association dans le rayonnement et l'attractivité du territoire.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le versement d'une subvention d'un montant de 20 000 euros TTC à l'association Delta festival.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence A 710-65748-022.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 022-240/19/CT

■ Attribution d'une subvention à l'association Printemps du livre
DCOM 19/17342/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'association les amis du théâtre Sylvain organise le festival des mots et des étoiles les 26, 27 et 28 juin 2019 à Marseille au théâtre Sylvain.

Ce festival créé en 2013 a pour ambition de présenter des pièces de grandes qualités accessibles à tous dans une ambiance conviviale.

Lancé par Jacques WEBER, ce festival a maintenant trouvé son public avec près de 10 000 spectateurs reçus.

Premier festival de théâtre généraliste et en plein air des Bouches du Rhône, le festival des mots et des étoiles a pour objectif d'inviter des artistes de talent pour partager, diffuser le goût des beaux textes dans le cadre exceptionnel du théâtre Sylvain.

L'exigence artistique corrélée à une accessibilité large grâce à une tarification basse font de ce festival un événement convivial destiné un public varié.

La programmation propose des œuvres de qualité, simples pour que tous les publics s'y rendent avec plaisir. La convivialité de cet événement offre des soirées uniques pour un public toujours plus nombreux.

Cette année le festival propose une programmation exceptionnelle avec Francis HUSTER, Fanny COTTENCON dans une pièce de Laurent RUQUIER « Pourvu qu'il soit heureux » et Richard BERRY dans PLAIDOIRIES ! Globe de Cristal de la meilleure pièce de théâtre 2019.

Près de 14 000 spectateurs attendus, des parrains prestigieux tels que Jacques WEBER, Francis HUSTER, Michel PICCOLI, une billetterie nationale, des retombées dans les médias locaux et nationaux, sont autant d'atouts qui contribuent au rayonnement de notre territoire à la fois culturel et touristique.

A ce titre il est proposé d'octroyer une subvention de 30 000€ TTC à l'association sus citée pour l'organisation du festival.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Les demandes de subventions qui émanent des associations du territoire qui portent des projets d'envergure nationale conduisent le Conseil de Territoire à répondre au cas par cas en 2019 et à titre exceptionnel pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par cette association dans le rayonnement et l'attractivité du territoire notamment en matière de communication.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée la subvention suivante au titre de l'exercice 2019 :

Festival des mots et des étoiles /
association les amis du théâtre Sylvain :
30 000 € (trente mille euros)

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens, annexée à la présente délibération.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire ou son représentant est autorisé à signer la convention et à prendre les décisions afférentes à cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le les crédits sur l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence, nature budgétaire 65748, A 710 fonction 022

Cette proposition mise aux voix est adoptée.